

Vivre et travailler en Autriche

Informations destinées aux bénéficiaires
du droit d'asile et de la protection subsidiaire



Aussi varié que la vie : AMS



Arbeitsmarktservice

Avant-propos du conseil d'administration

Mesdames, Messieurs,

Cette brochure publiée par le Service Autrichien de l'Emploi (AMS) est destinée à aider tous ceux qui ont été contraints à l'exil en Autriche en raison de la guerre et de persécutions. Nous souhaitons que les informations de cette brochure aident ces personnes à vivre et travailler en Autriche. Nous nous adressons non seulement aux réfugiés mais aussi aux innombrables bénévoles de notre pays qui s'engagent en faveur de l'intégration des personnes ayant fui leur pays.



Nous avons créé cette brochure dans le but de réunir des informations pratiques pour permettre aux réfugiés de vivre et de travailler en Autriche.

Vous y trouverez, par exemple, des informations relatives à la recherche d'un logement, un aperçu du système autrichien d'éducation et de formation, des renseignements pratiques relatifs à la recherche d'une place à l'école, d'une place d'apprentissage ou d'un cours d'allemand, et aux prestations du système de santé autrichien dont bénéficient notamment les femmes enceintes et les familles avec des enfants. En outre, vous y trouverez une liste regroupant les nombreux centres d'accueil et des offres d'assistance sur l'ensemble du territoire autrichien pour permettre aux réfugiés de faire reconnaître leurs diplômes étrangers ou de résoudre des problèmes d'ordre juridique.

Par ailleurs, la brochure contient des informations essentielles relatives au système politique autrichien ainsi que les règles de base indispensables à une cohabitation harmonieuse, et les droits et obligations qui en découlent, par exemple l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, la protection des mineurs, la liberté personnelle, etc.

Nous savons parfaitement qu'il n'est pas facile pour la plupart des réfugiés de trouver leur place sur le marché du travail autrichien. Ces difficultés résultent souvent du fait que les exigences et les systèmes de formation des pays d'origine sont souvent très différents des nôtres.

Mais nous savons aussi que l'apprentissage de la langue et la qualification professionnelle sont essentiels pour trouver du travail et réussir l'intégration ; c'est pourquoi le Service Autrichien de l'Emploi a été chargé par le gouvernement fédéral autrichien de proposer une série d'offres de qualification et d'aide aux réfugiés. Cette brochure contient des informations de base à ce sujet.

Nous souhaitons à tous nos lecteurs une vie réussie et épanouie en Autriche, tant sur le plan personnel que professionnel.

Dr. Herbert Buchinger (à droite)
Président du conseil d'administration

Dr. Johannes Kopf, LL.M. (à gauche)
Membre du conseil d'administration

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION	6
1.1	Géographie et population	6
1.2	Système politique	6
1.2.1	Elections et droit de vote	8
1.2.2	Partage du pouvoir de l'État	8
1.3	Droits fondamentaux et droits de l'homme	9
1.4	Loi sur l'intégration/Année d'intégration obligatoire	12
1.5	Femmes en Autriche	13
1.5.1	Égalité des droits	13
1.5.2	Généralités	13
1.5.3	Emploi des femmes en Autriche	13
1.5.4	Offres AMS destinées aux femmes	13
1.5.5	Autodétermination sexuelle	14
1.5.6	Violence à l'égard des femmes	14
1.6	Climat	15
1.7	Migration, langues et religion	15
1.7.1	Migration et fuite	15
1.7.2	Langues	16
1.7.3	Relations entre la religion et l'État	16
1.8	Culture, associations, loisirs, sport	17
1.9	Cuisine autrichienne et internationale	18
1.10	Données et chiffres relatifs à la politique du marché du travail	18
2.	ARRIVÉE ET SÉJOUR EN AUTRICHE	20
2.1	Séjour des bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile	20
2.2	Déclaration obligatoire (Meldepflicht)	22
3.	CONDITIONS DE VIE	23
3.1	Monnaie	23
3.2	Préfixe international	23
3.3	Numéros d'appel d'urgence	23
3.4	Conseils d'ordre juridique et social	24
3.5	Heures d'ouverture des commerces et des marchés	33
3.6	Ouverture d'un compte en banque	33
3.7	Véhicule à moteur	34
3.7.1	Acquisition d'un véhicule à moteur	34
3.7.2	Permis de conduire	35
3.7.3	Ce qu'il faut savoir en tant que conducteur d'un véhicule à moteur	36
3.7.3.1	Vous êtes tombé en panne	36
3.7.3.2	Vous avez un accident	37
3.7.3.3	Pneus d'hiver obligatoires	37
3.7.3.4	Port de la ceinture obligatoire	37
3.7.3.5	Port du casque obligatoire	37
3.7.3.6	Vignette d'autoroute	38
3.8	Logement	38
3.8.1	Logement pendant la procédure de demande d'asile	38
3.8.2	Assistance à la recherche d'un logement	39
3.8.3	Informations importantes relatives au logement	46
3.8.3.1	Loyer	46

3.8.3.2	Frais en début de location	47
3.8.3.3	Recherche de logement dans les journaux quotidiens et sur Internet	48
3.8.3.4	Conditions d'accès aux logements sociaux	48
3.8.3.5	Conditions d'accès aux logements en coopérative	49
3.8.3.6	Demande de raccordement au gaz et à l'électricité	49
3.8.3.7	Redevance audiovisuelle (radio et télévision)	49
3.8.3.8	Abonnements pour les téléphones fixes, mobiles (« Handy ») et Internet	50
3.8.3.9	Allocation de logement	50
3.8.3.10	Règles de cohabitation	50
4.	RECHERCHE DE TRAVAIL EN AUTRICHE	52
4.1	Service Autrichien de l'Emploi (AMS)	52
4.1.1	Première visite de l'AMS	52
4.1.2	Offres disponibles sur le site web AMS	53
4.1.3	Offres spécialement adaptées aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile	56
4.1.3.1	b.mobile – placement transrégional des apprenti	57
4.2	Offres d'emploi dans les quotidiens autrichiens	58
4.3	Agences de travail du secteur privé et marché du travail « caché »	59
4.4	Travail saisonnier	59
4.5	Dossiers de candidature	60
4.6	Opportunités de travail pour les demandeurs d'asile	60
4.7	Comment devenir travailleur indépendant	62
4.8	Volontariat	62
5.	CONDITIONS DE TRAVAIL	63
5.1	Droit du travail – aperçu	63
5.2	Représentation des employés	63
5.2.1	Chambre des Travailleurs et Confédération des Syndicats Autrichien	63
5.2.2	Comité d'Entreprise	64
5.3	Types d'emplois	64
5.3.1	Contrat de travail et attestation de fonction	65
5.3.1.1	Durée du travail et droit au congé	65
5.3.1.2	Licenciement	66
5.3.2	Contrat de travail libre	67
5.3.3	Contrat d'ouvrage et Nouveaux travailleurs indépendants	68
5.3.4	Activité indépendante nécessitant une licence commerciale	69
5.4	Congé de solidarité familiale et congé de soutien familial	72
5.5	Travail illégal	73
6.	RECONNAISSANCE DE DIPLÔMES ÉTRANGERS	74
6.1	Informations générales	74
6.2	Points d'information pour les personnes ayant acquis leurs qualifications à l'étranger	75
6.3	Reconnaissance et évaluation de diplômes universitaires	77
6.4	Équivalence des formations professionnelles (diplômes de fin d'apprentissage)	78
6.5	Diplômes de fin d'études – reconnaissance et évaluation	78
6.6	Reconnaissance de métiers	79
6.6.1	Enseignants	79
6.6.2	Professions de santé	79
6.6.2.1	Médecins	80
6.6.3	Avocats	80
6.6.4	Architectes – ingénieurs du bâtiment – ingénieurs conseils	80

7.	FISCALITÉ	81
7.1	Impôts et imposition des salariés	81
8.	SÉCURITÉ SOCIALE	84
8.1	Assurance maladie	86
8.1.1	Consultation médicale	86
8.1.2	Urgences	87
8.1.3	Hospitalisation	87
8.1.4	Coassurance des membres de famille	88
8.1.5	Médicaments	88
8.1.6	Indemnités journalières	88
8.2	Assurance accidents	89
8.3	Assurance retraite	89
8.4	Assurance chômage	89
8.4.1	Prestations financières	89
8.5	Garantie minimum en fonction des besoins	90
9.	VIVRE AVEC DES ENFANTS	92
9.1	Protection de la maternité	92
9.1.1	Employées/apprenties et femmes occupant un emploi de faible importance	92
9.1.2	Employées à contrat de travail libre et loueuses d'ouvrages	92
9.1.3	Travailleurs indépendants	93
9.1.4	Femmes exerçant une activité professionnelle indépendante	93
9.2	Avant l'accouchement	93
9.3	Après l'accouchement	94
9.4	Congé parental, allocations parentales d'éducation et droit des parents à un travail à temps partiel	94
9.5	Allocations familiales	98
10.	ENSEIGNEMENT/ÉDUCATION	100
10.1	Éducation et formation – un aperçu	100
10.1.1	Prise en charge préscolaire – crèches, jardins d'enfants/groupes d'enfants, écoles maternelles	100
10.1.2	École (enseignement primaire et enseignement secondaire du premier degré)	101
10.1.3	Écoles de niveau supérieur (enseignement secondaire du second degré)	102
10.1.4	Apprendre l'allemand à l'école	102
10.2	Période scolaire et vacances	104
10.3	Notification et bulletin de fin d'année	104
10.4	Inscription au jardin d'enfants et à l'école	105
10.5	Frais, aides et transports scolaires gratuits	106
10.6	Formation professionnelle initiale – apprentissage	107
10.7	Formation et formation continue à l'université	108
10.8	Formation continue et formation destinées aux adultes	109
10.9	Cours d'allemand, formation de base et certificat de scolarité obligatoire	110
10.10	Conseils en formation et assistance lors de la recherche d'une formation/d'un emploi	113
11.	AUTRES	119
11.1	Achat d'aliments bon marché, Team Tafel Österreich	119
11.2	Vêtements et objets d'équipement	119
11.3	Regroupement familial/recherche de membres de famille	119
	MENTIONS LÉGALES, CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ	120

Dans le souci de faciliter la lecture, seule la forme masculine est utilisée dans le texte ; bien entendu, les informations qui y sont contenues se rapportent de la même manière aux femmes.

1. INTRODUCTION

1.1 Géographie et population

L'Autriche a une **superficie** de 83 878 km² et compte 8 772 865 **habitants** (situation : 2017), dont 1 341 930 personnes de nationalité étrangère (15,3% de la population totale) et 677 201 **ressortissants de pays tiers** – il s'agit de citoyens de pays hors UE/EEE et non suisses (7,7% de la population totale).

Avec 4 335 habitants/km², la **densité de la population** est la plus élevée à Vienne, tandis que le Tyrol présente la concentration démographique la plus faible avec 58 habitants/km². L'**espérance de vie** est de 82 ans en moyenne.

Les **pays limitrophes** de l'Autriche sont la Suisse, le Liechtenstein, l'Allemagne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie et l'Italie.

L'Autriche est membre de l'**Union Européenne** (UE) depuis 1995 et fait également partie de l'**Espace économique européen** (EEE).



Graphique : Mag. Sandner-Winkler

1.2 Système politique

L'Autriche est un **état de droit**. Toute personne vivant en Autriche doit respecter les lois ; les convictions et positions personnelles ne sont pas au-dessus des lois autrichiennes. Toutes les **lois sont applicables de la même manière à toutes les personnes** résidant en Autriche et protègent toutes les personnes de la même manière.

Avec ses lois, l'État garantit les droits des habitants. Personne, ni même les hommes et femmes politiques, la police ou les tribunaux, n'est au-dessus de ces lois.

Non seulement les individus sont tenus de respecter les lois, celles-ci valent également pour l'État et les autorités, comme p. ex. les services administratifs (Magistrate) dans les villes.

L'Autriche est une **république démocratique** avec un parlement. Les représentants siégeant au parlement sont élus pour une période déterminée.

Les lois sont adoptées par le parlement et sont valables sur l'ensemble du territoire autrichien. La constitution fédérale autrichienne fait partie des lois autrichiennes les plus importantes. La constitution fédérale autrichienne comprend, par exemple, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais aussi la législation fédérale ainsi que l'exécution et la loi sur la neutralité.

Le Président fédéral est le plus haut représentant de l'État.

Outre de nombreuses autres tâches (commandement de l'armée fédérale, désignation du **gouvernement fédéral** ainsi que des hauts fonctionnaires des états fédérés (länder), il représente la république à l'étranger. L'Autriche est gouvernée par le gouvernement fédéral présidé par le chancelier fédéral. Les affaires gouvernementales sont gérées par le chancelier, le vice-chancelier, les ministres fédéraux et les secrétaires d'État.

Le territoire national (la Fédération) est composé de **neuf länder** qui forment une unité monétaire, économique et douanière. **Vienne** est la capitale fédérale et le siège des autorités fédérales suprêmes. Chaque **land** (Bundesland) est administré par un gouvernement, à la tête duquel se trouve un **gouverneur** (Landeshauptmann/Landeshauptfrau). Chaque land est composé d'unités administratives – les « **circonscriptions politiques** ». L'organe administratif des circonscriptions s'appelle « **Bezirkshauptmannschaft** » (**BH**). Ces organes administratifs regroupent p. ex. l'office de l'état civil, l'administration du secteur des métiers, etc. Chaque circonscription est composée de plusieurs petites unités administratives : les **communes et les villes**. Chaque commune/chaque ville est administrée par une mairie. Dans les villes, les autorités administratives s'appellent « Magistrat ». Les communes et villes sont administrées par un conseil municipal et un **maire**.

Vienne est à la fois la capitale fédérale et un land à part entière, ce qui explique la présence d'une diète (Landtag) et d'un conseil municipal.

À Vienne, il y a non seulement les services des autorités administratives (Magistratsabteilungen – MA) qui sont affectés à des tâches précises (p. ex. MA 35 : immigration et nationalité, MA 40 : centres sociaux), mais aussi les mairies d'arrondissement (magistratische Bezirksämter), qui remplissent les fonctions des organes administratifs des circonscriptions (Bezirkshauptmannschaft) et des mairies (Gemeindeamt).

Land	Capitale fédérale	Habitants	dont ressortissants de pays tiers
Burgenland	Eisenstadt	291 942	7 571
Carinthie	Klagenfurt am Wörthersee	561 077	22 310
Basse-Autriche	St. Pölten	1 665 753	79 128
Haute-Autriche	Linz	1 465 045	90 940
Salzbourg	Salzbourg	549 263	44 226
Styrie	Graz	1.237.298	54 825
Tyrol	Innsbruck	746 153	41 445
Vorarlberg	Bregenz	388 752	32 829
Vienne	Vienne	1 867 582	303 927

Situation au 01/01/2017 (Statistiques Autriche)

1.2.1 Élections et droit de vote

On entend par **droit de vote** le droit de participer aux élections politiques en Autriche.

Toutes les institutions politiques établies par la constitution émanent directement ou indirectement du **suffrage égalitaire, personnel et secret**, c'est-à-dire que personne en Autriche ne peut être obligé à voter pour une certaine personne ou pour un certain parti. Chaque citoyen décide librement pour qui il vote.

Les citoyens autrichiens âgés de 16 ans révolus ont le droit de participer aux élections du Conseil national (la Chambre du Peuple du Parlement), aux élections régionales (les parlements des länders), aux élections communales (les citoyens issus d'un pays de l'Union Européenne peuvent également participer à ces scrutins dans leur commune de résidence – Vienne étant un cas particulier), d'élire les députés autrichiens du parlement européen (les citoyens UE ayant leur résidence principale en Autriche ont également le droit de participer aux élections européennes) et aux élections présidentielles.

Le **Conseil national** est élu **pour une période de cinq ans**. Le scrutin est proportionnel et comporte trois niveaux : il est possible de voter pour un parti et d'attribuer un vote préférentiel à certains candidats. Les bulletins de vote valides permettent de constituer les mandats.

Le **président fédéral** est élu par le peuple tous les **six ans** au suffrage direct, le **Landtag et le gouvernement fédéral** de chaque land sont élus tous les **cinq ou six ans**, tout comme le conseil municipal ou le maire d'une commune ou d'une ville.

Les **représentants des salariés** sont également élus. Les travailleurs salariés bénéficiant de la protection subsidiaire ou du droit d'asile ont le droit de participer aux élections de la Chambre des Travailleurs (Arbeiterkammerwahlen), du **Comité d'entreprise** (Wahlen des Betriebsrates), du Représentant des Jeunes (Jugendvertrauensrat) ou, s'ils travaillent dans la fonction publique, du Comité du personnel (Personalvertretungswahl).

1.2.2 Partage du pouvoir de l'État

En Autriche, la **législation, le pouvoir judiciaire et l'administration** sont séparés.

Le **Conseil national** adopte les lois valables pour l'ensemble du territoire autrichien. La préparation et l'application des lois incombent au gouvernement fédéral ou aux gouvernements des länders.

Les **diètes** (Landtage) représentent les intérêts des citoyens des länders respectifs. Chaque land (Bundesland) est administré par un gouvernement, à la tête duquel se trouve un gouverneur (Landeshauptmann/Landeshauptfrau) élu par le Landtag.

Il appartient au **gouvernement fédéral** d'approuver les projets de loi qui seront ensuite présentés au parlement.

En Autriche, la **jurisprudence** est l'affaire du **gouvernement fédéral**. Les jugements et les décisions judiciaires sont prononcés et publiés au nom de la république. Les juges exercent leur fonction en toute indépendance.

Il est strictement interdit aux citoyens de corrompre l'État, les autorités ou le tribunal avec de l'argent ou d'autres prestations. De tels actes sont considérés comme délits.

Toutes les audiences des **tribunaux civil et pénal** sont orales et publiques. La loi prévoit des exceptions à ce principe.

La Cour Suprême constitue la dernière instance d'appel des procédures civiles et pénales. **Le tribunal et la police sont strictement séparés à tous les niveaux de la jurisprudence**. En tant que pouvoir exécutif, la police est placée sous les ordres de la république d'Autriche.

Le **tribunal administratif** s'occupe des différends relatifs aux décisions des autorités administratives. La **cour constitutionnelle** gère les plaintes à l'encontre des autorités fédérales, des länder, des régions et des communes.

Les **tribunaux de première instance** et les **tribunaux de grande instance** ou le tribunal du travail et du contentieux social de Vienne reçoivent le public à certains moments (**Amtstage**) pour **fournir gratuitement des renseignements juridiques** en matière de droit social et du travail. Il est possible, entre autres, de faire enregistrer des plaintes, des demandes et des explications exprimées oralement dans un procès-verbal.

Les **Ordres des avocats autrichiens** proposent le « **premier avis d'un avocat** » dans tous les länder. Lors d'un premier **entretien gratuit** vous obtenez une évaluation de la situation juridique et des conseils quant à la marche à suivre dans votre cas concret. Pour obtenir **davantage d'informations**, rendez-vous sur les sites des ordres des avocats autrichiens.

Le **Collège des médiateurs** autrichien propose une assistance en cas de problèmes avec les autorités.

<http://www.politischebildung.at/upload/polsystem.pdf> (Das politische System – Le système politique)

<http://www.demokratiezentrum.org/> (Demokratie – Démocratie)

<https://www.help.gv.at/> (Wahlen und Wahlrecht – Élections et droit de vote)

<https://www.justiz.gv.at/> (Justiz: Gerichte und Gerichtsbarkeit – Justice : tribunaux et pouvoir judiciaire)

<http://www.help.gv.at/> (Bürgerservice und Rechtsauskünfte – Service aux citoyens et renseignements juridiques)

<https://www.rechtsanwaelte.at/> (Rechtsanwaltskammer – Ordre des Avocats)

<http://volksanwaltschaft.gv.at> (Österreichische Volksanwaltschaft – Collège des médiateurs autrichien)

1.3 Droits fondamentaux et droits de l'homme

Les **droits fondamentaux** énoncés ci-après s'appliquent à toute personne vivant en Autriche : « Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Nul ne doit subir de discrimination ni de favoritisme du fait de sa filiation, de son sexe, de son origine, de sa position sociale ou de sa religion »

(citation : <http://www.migration.gv.at/>, appel du 27/09/2017). L'Autriche a signé en 1958 la Convention européenne relative à la **protection des droits de l'homme** et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe.

Indépendamment de son origine, de sa nationalité, de son titre de séjour, de son sexe, de son âge, de son orientation sexuelle, de sa langue, de sa religion et de sa position sociale, toute personne vivant en Autriche bénéficie de certains droits fondamentaux.

La raison de votre séjour en Autriche – que vous ayez quitté votre pays de votre plein gré ou que vous ayez été obligé de le fuir, que vous soyez en bonne santé ou malade – n'a aucune importance. Toute personne vivant en Autriche bénéficie de ces droits, la base de ces droits étant la dignité humaine.

Cela signifie que tout être humain a la même valeur et que tous les êtres humains bénéficient de certains droits fondamentaux que personne ne peut et ne doit supprimer.

Les droits fondamentaux sont ancrés dans la constitution fédérale et imposés par le biais de la Cour constitutionnelle.

Les **droits fondamentaux** comprennent entre autres :

- ▶ Le droit à la vie (art. 85 de la loi constitutionnelle fédérale, art. 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), 6^e Protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (PA CEDH)) : l'état protège la vie de tout être humain, quelle que soit son origine.
- ▶ Le droit à la liberté personnelle (loi constitutionnelle fédérale (BVG) relative à la liberté personnelle ; art. 5 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme) : cette loi sous-entend que toute personne a le droit de vivre sa vie personnelle comme bon lui semble, à condition de respecter les lois.
- ▶ Le droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 Convention Européenne des Droits de l'Homme) : toute personne peut choisir librement sa profession, sa vie familiale et son lieu de domicile. Vous pouvez p. ex. vivre avec d'autres personnes sans être marié.
- ▶ Le droit au mariage et à la fondation d'une famille (art. 12 Convention Européenne des Droits de l'Homme)
- ▶ Le droit à la liberté de croyance et de conscience y compris la liberté de la pratique religieuse (art. 14 et 16 de la loi sur les droits généraux des citoyens (Staatsgrundgesetz StGG) ; art. 9 Convention Européenne des Droits de l'Homme)
- ▶ Le droit à l'égalité de traitement des étrangers entre eux (art. I de la loi constitutionnelle fédérale pour la mise en application de la convention internationale relative à l'abolition de toute forme de discrimination raciale)
- ▶ Le droit à la liberté d'expression (art. 13 de la loi sur les droits généraux des citoyens ; art. 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme) : en Autriche, vous pouvez exprimer librement vos opinions. Les représentants des médias (p. ex. les journalistes), mais aussi les artistes jouissent de nombreuses libertés. Ainsi, il est possible que la loi autorise quelque chose qui ne vous plaît pas personnellement ou qui est à l'opposé de vos croyances ou de votre conviction personnelle. Toutefois, il existe des limites légales en Autriche. La **loi d'interdiction** interdit p. ex. la création d'organisations national-socialistes ou d'extrême-droite ou de s'engager en faveur des objectifs de telles organisations. De même, la minimisation et la dénégation des crimes nazis sont interdites. Ces mesures visent à empêcher que les crimes commis pendant la Deuxième Guerre Mondiale soient minimisés et qu'une telle évolution politique se répète.
- ▶ Le droit à une procédure devant un juge légal (art. 83 par. 2 de la loi constitutionnelle fédérale)
- ▶ Le droit à l'inviolabilité de la propriété (art. 5 de la loi sur les droits généraux des citoyens ; art. 1 du 1^{er} Protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme) : il est interdit de voler ou de détruire les biens d'autrui. Concernant ce droit, il n'existe que très peu d'exceptions régies par la loi.
- ▶ Le droit de choisir librement un métier et une formation professionnelle (art. 18 de la loi sur les droits généraux des citoyens)
- ▶ Le droit à la protection des données (par. 1 de la loi sur la protection des données)
- ▶ La protection du secret postal (art. 10 de la loi sur les droits généraux des citoyens ; art. 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme) et du secret des télécommunications (art. 10a de la loi sur les droits généraux des citoyens ; art. 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme)
- ▶ Le droit à la liberté d'association et de réunion (art. 12 de la loi sur les droits généraux des citoyens) : dans la mesure où il s'agit de manifestations et d'associations respectant les droits fondamentaux et le cadre légal (p. ex. la loi d'interdiction)
- ▶ Le droit de ne pas être soumis à des punitions ou traitements inhumains ou humiliants (torture) (art. 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme) : en cas de non-respect de la loi, vous êtes passible de sanctions. Même si vous vous faites arrêter par la police ou comparez en justice, la police, le tribunal et les gardiens de prison sont tenus de vous traiter dignement. Lors des interventions policières, la police a uniquement le droit de faire usage de violence dans une mesure raisonnable et nécessaire.

- Interdiction de l'esclavage et du servage, du travail forcé et obligatoire, art. 4 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ; art. 7 de la loi sur les droits généraux des citoyens)
- Égalité entre les hommes et les femmes : en Autriche, les femmes et les hommes ont les mêmes droits et obligations. Au sein du mariage, les hommes et les femmes jouissent des mêmes droits. En Autriche, les femmes ont le droit de circuler et de vivre seules, d'exercer une profession et de suivre une formation sans l'autorisation de leur époux.
- En Autriche, la violence à l'égard des femmes, des enfants et des adolescents est interdite également au sein de la famille, en outre les enfants et adolescents sont protégés également à l'extérieur de la famille par des lois spécifiques.

Outre les **droits**, il y a **aussi des obligations**. Celles-ci incluent également le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux d'autres personnes de la famille et du voisinage, l'effort de parvenir à une cohabitation paisible et solidaire et le respect des lois et des règlements propres à la vie commune.

<http://www.vfgh.gv.at> (Grundrechte – Droits fondamentaux)

<http://www.politik-lexikon.at/grundrechte/> (Grundrechte – Droits fondamentaux)

<https://www.wien.gv.at/> (Kinder- und Jugendschutz – Protection des enfants et des adolescents)

Si vous connaissez des cas d'exclusion et de **discrimination**, vous pouvez vous adresser au service compétent de votre land où vous obtiendrez des **conseils et de l'aide**. On entend par discrimination toute forme de comportement discriminatoire ou d'inégalité de traitement d'individus ou de groupes en raison de différentes caractéristiques perceptibles directement (p. ex. l'âge, l'appartenance ethnique ou un handicap) ou indirectement (p. ex. vision du monde, religion ou orientation sexuelle). Le **racisme** et la **xénophobie** (discrimination en raison de votre origine ou de votre appartenance ethnique) ou le **sexisme** (discrimination en raison de votre sexe) sont des **formes de discrimination particulières**.

<http://www.gleichbehandlungsanwaltschaft.at/> (Antidiskriminierungsstellen und Gleichbehandlungsstellen in Österreich – Services autrichiens spécialisés dans la lutte contre la discrimination et l'égalité de traitement)

<https://www.help.gv.at> (Informationen zur Gleichbehandlung – Informations relatives à l'égalité de traitement)

<https://www.help.gv.at/> (Non Government Organisations (NGOs) und Einrichtungen die Beratung und Unterstützung im Diskriminierungsfall anbieten – Organisations non-gouvernementales (ONG) et services proposant des conseils et de l'aide en cas de discrimination)

<http://www.zara.or.at/> (Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit – Courage civique et lutte contre le racisme)

<http://www.tigra.cc/> (Tiroler Gesellschaft für rassismuskritische Arbeit – Société tyrolienne pour la lutte contre le racisme)

1.4 Loi sur l'intégration/Année d'intégration obligatoire

L'objectif de la **loi sur l'intégration** est d'accélérer l'intégration des migrants et des réfugiés. La loi propose une définition commune du terme « intégration » et propose sur l'ensemble du territoire autrichien des mesures ciblées (encouragement et aide à l'intégration) aux migrants et aux réfugiés afin de leur faciliter la participation à la vie sociale, économique et culturelle en Autriche. Outre les ressortissants de pays tiers, **les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire** à partir de 15 ans constituent le **groupe cible** de cette mesure. Les points essentiels de la **loi sur l'intégration** sont énumérés ci-après :

- L'intégration est un **processus réciproque** : l'Autriche propose des mesures d'encouragement et d'aide à l'intégration, p. ex. en organisant des cours d'allemand, des cours d'orientation et des formations sur les valeurs de la société autrichienne ; en contrepartie, les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ont l'obligation de participer à ces cours. En signant une **déclaration d'intégration**, les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire s'engagent d'une part à respecter les valeurs de base de la législation et l'ordre social autrichiens et d'autre part à participer activement aux formations proposées. À défaut, des sanctions sont prévues.
- Un nombre suffisant de **cours d'allemand et d'alphabétisation** doit être mis à disposition sur l'ensemble du territoire autrichien. Les **cours d'allemand, d'orientation et les formations sur les valeurs de la société autrichienne** de niveau A1 selon le cadre de référence européen sont organisés par le **Fonds d'intégration autrichien**. Les cours d'allemand, d'orientation et les formations sur les valeurs de la société autrichienne de niveau A2 sont organisés via le **Service Autrichien de l'Emploi (AMS)** et s'adressent aux personnes aptes au travail (voir également chapitre 4).

Attention : Si vous avez obtenu le statut de bénéficiaire du droit d'asile ou de la protection subsidiaire avant le 1^{er} janvier 2015, les dispositions de la loi sur l'intégration ne vous concernent pas.

Règlements relatifs à l'**Année d'intégration obligatoire** :

- Les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire qui sont au chômage depuis la reconnaissance de leur statut ont l'obligation de participer aux mesures proposées dans le cadre de l'Année d'intégration ; si elles n'y participent pas, elles risquent des sanctions (p. ex. la suppression des allocations de l'AMS, de l'aide sociale ou de la Garantie minimum en fonction des besoins).
- L'année d'intégration dure en principe un an. Pendant cette période, le groupe cible participe aux **mesures d'accompagnement relatives au marché du travail** proposées par le Service Autrichien de l'Emploi ; ces mesures sont présentées **sous forme de modules**.

L'année d'intégration s'adresse aux personnes du groupe cible ayant des connaissances de l'allemand de niveau A1, qui ne sont plus soumises à l'obligation scolaire et qui sont aptes au travail.

Attention : Les jeunes bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ayant droit à la « Formation jusqu'à 18 ans » (Ausbildung bis 18), ne sont pas obligés de participer à l'année d'intégration (voir chapitre 10).

Les règlements relatifs à l'année d'intégration s'appliquent aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire à partir du 1^{er} septembre 2017. Pour les demandeurs d'asile, elles entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Pour en savoir plus :

<http://www.integrationsfonds.at/> (Integrationsgesetz – Loi sur l'intégration)

<https://www.parlament.gv.at/> (Integrationsjahr – Année d'intégration)

1.5 Les femmes en Autriche

1.5.1 Égalité des droits

L'égalité des droits des femmes et des hommes est inscrite dans la constitution autrichienne. Par conséquent, les femmes et les hommes sont égaux devant la loi.

En Autriche, la loi sur l'égalité de traitement est également applicable. Dans le monde du travail, cela signifie que personne ne doit être discriminé **en raison de son sexe, de son appartenance ethnique, de sa religion ou de ses convictions, de son âge ou de son orientation sexuelle**. En outre, la liberté de religion est également applicable : les femmes et les hommes ont le droit de décider librement d'adhérer à une religion ou non. Par conséquent, personne ne peut être poursuivi en raison de sa religion.

Le mariage et le divorce sont inscrits dans la loi sur le mariage et dans le Code civil (Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch).

De plus amples informations sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.help.gv.at/>

L'égalité des droits entre les femmes et les hommes est assez récente : pendant longtemps, les femmes avaient moins de droits que les hommes. Le **mouvement féministe** s'est battu avec beaucoup de détermination pour obtenir l'égalité des droits des femmes et des hommes dans tous les domaines.

1.5.2 Généralités

En Autriche, les femmes sont majoritaires (51% de la population) et ont une espérance de vie de 84 ans. Les femmes et les hommes sont majeurs à l'âge de 18 ans et peuvent décider librement comment et où ils souhaitent vivre. Les femmes ont le droit de vivre avec un homme, une femme ou seules. Elles peuvent se marier ou rester célibataires. Elles décident librement d'avoir un ou plusieurs enfants ou de ne pas en avoir.

En Autriche, les filles et les garçons **fréquentent la même école et participent aux mêmes matières**, ils peuvent se former et exercer le métier qui les intéresse et faire les études de leur choix.

1.5.3 L'emploi des femmes en Autriche

En Autriche, 67,7% des femmes entre 15 et 64 ans travaillent. Elles sont présentes dans tous les métiers et toutes les branches. L'AMS aide les femmes à accéder à tous les métiers et à toutes les positions. C'est très important dans la mesure où les femmes ont besoin de leurs propres revenus leur permettant de subvenir à leurs besoins afin d'être financièrement indépendantes.

1.5.4 Offres AMS destinées aux femmes

L'AMS aide les femmes à trouver un emploi et à accéder à l'indépendance financière. Pour cela, la maîtrise de la langue allemande est indispensable.

Vous trouverez des informations relatives à nos offres (bilan des compétences, cours d'allemand, femmes exerçant des métiers artisanaux et techniques, centre professionnel pour femmes) en cliquant sur le lien suivant : www.ams.at/frauen

1.5.5 Autodétermination sexuelle

En Autriche, les femmes et les filles ont le droit de déterminer librement leur sexualité. Il est strictement interdit de contraindre une femme ou une fille à des relations sexuelles. Toute agression verbale, non verbale ou physique à leur égard est proscrite. Elles seules choisissent leur orientation sexuelle et leurs partenaires sexuels.

En Autriche, un grand nombre de contraceptifs légaux est disponible. Certains contraceptifs ne sont disponibles que sur ordonnance médicale. Il existe également la « pilule du lendemain » qui sert de contraception d'urgence ou en cas de rapport sexuel non protégé. Elle est disponible en pharmacie sans ordonnance.

Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un **gynécologue**.

Pour en savoir plus :

<https://www.gesundheit.gv.at/>

Lorsqu'une femme tombe enceinte, il est possible d'interrompre la grossesse en toute légalité. Toutefois, l'interruption volontaire de la grossesse doit intervenir pendant les **trois premiers mois de grossesse**. La femme n'est pas obligée d'indiquer le motif de l'interruption de grossesse.

Pour en savoir plus :

<https://www.gesundheit.gv.at/>

1.5.6 Violence à l'égard des femmes

La violence à l'égard des femmes et des enfants est interdite et punissable en Autriche, même au sein d'un couple marié. C'est pourquoi il existe des organismes d'assistance destinés aux femmes et aux enfants auxquels on peut s'adresser gratuitement et anonymement. Les foyers pour femmes et les centres de protection contre la violence en font partie :

Les **foyers pour femmes** offrent un logement sûr aux femmes et à leurs enfants qui subissent des **actes de violences** commis par leur partenaire ou époux. Les foyers pour femmes accueillent toutes les victimes d'actes de violence, indépendamment de leur nationalité, de leur revenu ou de leur religion.

Pour en savoir plus :

<http://www.aof.at/>

Les **centres de protection contre la violence** aident les femmes ayant subi des actes de violence à entreprendre les démarches juridiques à l'encontre de l'auteur des violences.

Pour en savoir plus : <http://www.gewaltschutzzentrum.at/>

En outre, il est possible de s'adresser au numéro d'assistance 0800 222 555 spécialement dédié aux femmes battues. L'appel est **gratuit**, le numéro est **disponible 24 heures sur 24 et 365 jours par an**. Les conseils aux femmes sont dispensés en plusieurs langues étrangères.

Lorsqu'une femme est contrainte à des rapports sexuels ou d'autres interactions sexuelles en faisant usage de violence, en la privant de sa liberté personnelle ou en la menaçant, il s'agit d'un **viol**. Le viol est une infraction pénale punissable d'une peine privative de liberté de six mois à dix ans, même si les deux personnes impliquées ont une relation ou sont mariées.

Le harcèlement sexuel et la contrainte sexuelle sont interdits dans la vie privée ainsi que dans la vie professionnelle et sont punissables. Si vous faites l'objet d'une agression sexuelle ou êtes contrainte à des actes sexuels, veuillez vous adresser immédiatement à l'**Office de l'égalité de traitement (Gleichbehandlungsanwaltschaft)**. <http://www.gleichbehandlungsanwaltschaft.at/>. En Autriche, les **mutilations génitales féminines (FGM/C female genital mutilation/cutting)** sont considérées comme blessures corporelles graves et sont interdites. Toute personne pratiquant une mutilation génitale – les parents qui font subir une mutilation génitale à leur fille, les médecins qui effectuent l'intervention ainsi que leurs assistants – s'exposent à des peines (jusqu'à dix ans de prison).

Le mariage forcé est une forme de violence sexuelle et familiale. Un mariage est forcé lorsqu'il n'est pas fondé sur le « libre arbitre » des deux partenaires. Le mariage forcé est une contrainte aggravée et donc punissable (jusqu'à cinq ans d'emprisonnement). Les parents de la femme ou du partenaire qui forcent une femme au mariage encourrent des poursuites pénales. Il est important que les femmes ayant subi un mariage forcé et entamé une procédure judiciaire obtiennent le droit de séjour ou le droit d'établissement.

1.6 Climat

L'Autriche a un climat de transition propre à l'Europe Centrale (étés doux, hivers froids, précipitations suffisantes). À l'intérieur du pays, on distingue deux zones climatiques plus spécifiques : l'est se caractérise par un climat pannonique (étés doux à chauds, relativement peu de précipitations, hivers froids) ; les régions alpines subissent l'influence du climat alpin (précipitations en été plus importantes qu'à l'est du pays, hivers longs et neigeux).

1.7 Migration, langues et religion

1.7.1 Migration et fuite

En raison de l'immigration, le nombre d'étrangers provenant d'autres pays d'origine a fortement augmenté au cours des dernières années. Parmi les personnes issues de pays non-membres de l'Union européenne (**pays tiers**), les personnes originaires de Serbie forment le groupe le plus important avec presque 117 000 personnes, les citoyens turcs arrivent en deuxième position (116 000 personnes). Par ailleurs, de nombreux habitants sont originaires des états issus de l'éclatement de la Yougoslavie (sans la Slovénie et la Croatie, qui font maintenant partie de l'UE). 94 000 personnes sont originaires de Bosnie-Herzégovine, 22 000 sont nées en Macédoine. **En 2016, quelque 36 000 Afghans, 33 000 Syriens et 14 000 Irakiens se sont installés en Autriche.**

L'année dernière, le nombre de personnes obligées de fuir leurs pays d'origine et bénéficiant de la protection subsidiaire ou du droit d'asile en Autriche a baissé par rapport à 2015. En 2016, quelque 42 000 demandes d'asile ont été déposées (contre 88 000 en 2015). La plupart des **demandeurs d'asile** sont d'origine afghane, syrienne, irakienne, iranienne et nigérienne.

En 2016, 22 307 personnes ont obtenu le statut de réfugié en Autriche (reconnaissance en tant que réfugié selon la Convention de Genève), donc elles bénéficient du droit d'asile, 3 699 personnes bénéficient de la protection subsidiaire.

Dans l'Union Européenne, la plupart des personnes ayant obtenu un statut de protection en 2015 étaient Syriens (50%), Erythréens (8%), Irakiens (7%) et Afghans (5%). 3% étaient apatrides, respectivement 2% étaient originaires de l'Iran, de Somalie et du Pakistan, 21% étaient des ressortissants d'autres pays.

Pour en savoir plus :

<http://www.integrationsfonds.at/> (Broschüre: Migration & Integration: Zahlen. Daten. Indikatoren 2016 – Brochure : Migration et intégration : Chiffres. Données. Indicateurs 2016)

<http://www.bmi.gv.at/> (Asylstatistik 2016 – Statistiques relatives aux demandeurs et bénéficiaires du droit d'asile 2016)

<http://ec.europa.eu/> (Statistiken über Asyl – Statistiques relatives aux demandeurs et bénéficiaires du droit d'asile)

1.7.2 Langues

Notamment dans les grandes villes, la vie quotidienne est marquée par une grande diversité de langues.

La langue officielle de l'Autriche est l'allemand, par conséquent, la maîtrise de l'allemand est indispensable dans le monde du travail et de l'économie. Outre l'allemand, le slovène, le croate du Burgenland, le hongrois, le romani, le tchèque et le slovaque sont des langues officielles régionales. Ces langues sont parlées par des minorités reconnues.

Pour communiquer avec les autorités et les offices (p. ex. les mairies d'arrondissement, le service public de l'emploi, les médecins) mais aussi avec les écoles, sur le lieu de travail, etc., il est utile voire nécessaire de maîtriser l'allemand.

De nombreux organismes et institutions (p. ex. les centres de formation destinés aux adultes tels que les instituts de promotion professionnelle (Berufsförderungsinstitute BFI), les universités populaires et les instituts de langues), mais aussi le Fonds d'intégration autrichien et le Service Autrichien de l'Emploi proposent des **cours d'allemand** aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire (voir également chapitre 1.4 et 10.9).

Les enfants et adolescents scolarisés ont la possibilité de suivre des cours d'allemand gratuits avant ou après l'école (voir également chapitre 10).

L'anglais est la première langue étrangère enseignée à l'école et est donc parlé par un grand nombre de personnes en Autriche. Dans les offices et les administrations, on trouve également des personnes anglophones.

1.7.3 Relations entre la religion et l'État

Toute personne vivant en Autriche a le droit de choisir et de pratiquer une religion. **En Autriche, la religion est une affaire privée**, l'état n'impose aucune religion. Il est également possible de n'appartenir à **aucune communauté religieuse**, de quitter une communauté religieuse ou de changer de religion.

En Autriche, il est possible de pratiquer différentes religions. L'Autriche reconnaît et favorise les communautés religieuses et les églises à condition que certaines règles soient respectées.

L'État, les offices et administrations suivent les lois autrichiennes et non les directives, règles et rites émanant d'une religion.

Pour en savoir plus :

<http://www.integrationsfonds.at/> (Österreichischer Integrationsfonds – Fonds d'intégration autrichien)

<http://www.ams.at/> (Arbeitsmarktservice – Service Autrichien de l'Emploi)

<http://www.bmi.gv.at/> (Asylstatistik 2016 – Statistiques relatives aux demandeurs et bénéficiaires du droit d'asile 2016)

<http://www.bfi.at/kurse/> (BFI Österreich – BFI Autriche)

<http://www.vhs.at> (Die Wiener Volkshochschulen – Les universités populaires)

<https://www.initiative-erwachsenenbildung.at/> (kostenlose Deutschkurs- und Basisbildungsangebote – Cours d'allemand et cours de formation de base gratuits)

<https://www.help.gv.at/> (Religionsgemeinschaften in Österreich – Rechtsgrundlagen – Communautés religieuses en Autriche – bases juridiques)

1.8 Culture, associations, loisirs, sport

Un grand nombre de personnes vivant en Autriche profitent des soirées et des week-ends pour voir la famille ou des amis, participer à des **manifestations culturelles** (concerts, visites de musées, etc.), pratiquer du **sport** ou s'engager dans la **vie associative**.

Si vous souhaitez participer à des **manifestations culturelles** (théâtre, cinéma, vernissages, etc.), renseignez-vous si des **entrées à tarif réduit** sont disponibles pour les bénéficiaires du droit d'asile, les bénéficiaires de la protection subsidiaire ou les demandeurs d'asile. Les théâtres fédéraux et régionaux (Bundes- und Landestheater) ainsi que les musées et certains cinémas proposent des entrées à tarif réduit.

Dans la plupart des länder, les bénéficiaires du droit d'asile, les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les demandeurs d'asile, ainsi que les chômeurs et bénéficiaires de la Garantie minimum en fonction des besoins (bedarfsorientierte Mindestsicherung) sont considérés comme des personnes à faibles revenus qui peuvent demander le « **pass culture** » (Kulturpass) (voir également chapitre 8.5). Le pass culture permet d'accéder gratuitement ou à tarif réduit à de nombreuses manifestations culturelles.

Vous obtenez le pass culture auprès de nombreuses organisations caritatives de certains länder, mais aussi auprès du Service Autrichien de l'Emploi et des centres sociaux ou autorités administratives de votre arrondissement (Bezirkshauptmannschaften). Renseignez-vous si vous avez droit au pass culture ou à d'autres réductions.

Pour en savoir plus :

<http://www.hungeraufkunstundkultur.at/> (Informationen zum Kulturpass – Informations relatives au pass culture)
<http://www.hungeraufkunstundkultur.at> (Wien – Vienne)
<http://www.hungeraufkunstundkultur.at/> (Salzburg – Salzbourg)
<http://www.kunsthunger-ooe.at/> (Oberösterreich – Haute-Autriche)
<http://hakuk.st/der-kulturpass-so-gehts/hier-gibts-den-kulturpass/> (Steiermark – Styrie)
<http://www.hungeraufkunstundkultur.at/tirol.html> (Tirol – Tyrol)
<http://www.hungeraufkunstundkultur.at/> (Vorarlberg)
<http://www.hungeraufkunstundkultur.at/> (Niederösterreich – Basse-Autriche)
<http://www.argumento.at/kulturpass.html> (Burgenland)
<http://kulturpass.kulturchannel.at/> (Kärnten – Carinthie)

Le soir et pendant le week-end, beaucoup de gens fréquentent les **bistrotts**, les **restaurants** et autres **lieux conviviaux** pour y manger et boire en compagnie de leur famille ou de leurs amis.

Le **sport** détient un rôle majeur pour ce qui concerne les loisirs. Le jogging et la marche nordique, la randonnée, le cyclisme et la natation font partie des sports les plus appréciés d'un grand nombre de personnes vivant en Autriche. Les associations de football sont implantées depuis longtemps dans un grand nombre de communes. Dans les länder à l'ouest du pays, le ski est très apprécié, notamment par les enfants et les adolescents (fédération de ski). Au bord des lacs, etc., de nombreux clubs nautiques, de surf et d'aviron accueillent le public en quête d'activités sportives. Dans les communes importantes et les villes, il est possible de pratiquer des sports tels que le tennis, le volleyball, le yoga, etc. et de fréquenter des centres de fitness.

Dans la plupart des petits villages, la **vie associative** occupe une place importante (football, pompiers volontaires, chorales, clubs de gymnastique, orchestres, scouts, associations sportives, associations dédiées aux traditions autrichiennes, etc.), mais il existe également des **associations culturelles spéciales**.

Dans la plupart des villages et des villes, **l'église catholique et l'église protestante** ainsi que leurs organismes et institutions respectifs (Caritas, Diakonie, etc.), mais aussi d'autres initiatives humanitaires s'investissent dans les **projets locaux, régionaux et transrégionaux en faveur des réfugiés** et proposent **des cours d'allemand gratuits et l'aide gratuite à l'apprentissage destiné aux enfants**. Nous vous recommandons de vous adresser directement à une église, une association culturelle ou à la mairie/à l'hôtel de ville de votre lieu d'habitation pour nouer les premiers contacts.

1.9 Cuisine autrichienne et internationale

Dans les petites bourgades, on trouve des auberges qui servent des **spécialités autrichiennes** (escalope viennoise, rôti de porc, saucisses, etc.) et des plats régionaux typiques. La cuisine autrichienne est notamment basée sur la viande de porc, la viande de bœuf et les volailles, qui sont servies dans les restaurants avec des accompagnements (riz, quenelles, pâtes) et des légumes. Dans les grandes villes, on trouve également des **restaurants végétariens et végétans**. Les pâtisseries et les cafés proposent des mets sucrés (strudel aux pommes, strudel au fromage blanc, tartes, crêpes, etc.) pour accompagner le thé ou le café.

Dans les villes et les centres urbains, près des gares et dans les centres commerciaux, on trouve des restaurants proposant une **cuisine internationale**, comme par exemple des restaurants italiens et des pizzerias, des bistrot espagnols proposant du vin et des tapas, des restaurants grecs, chinois, japonais, turcs ou levantins, ainsi que des fast-foods et des bistrot américains.

Dans un grand nombre de grandes villes, il existe des **supermarchés** et des **marchés** avec des stands spécialisés dans l'alimentation internationale, où il est possible d'acheter des aliments du monde entier.

Heures de repas : Les heures de repas ci-après sont données à titre indicatif : petit déjeuner : de 8 h à 10 h, déjeuner : de 11h30 à 14 h, dîner : de 18 h à 20 h. Dans les régions rurales, on ne trouve parfois que des petits snacks en dehors des heures de repas. Dans les agglomérations et les grandes villes, de nombreux restaurants servent des repas chauds tout au long de la journée.

1.10 Données et chiffres relatifs à la politique du marché du travail

En comparaison avec les autres pays de l'UE, le **taux de chômage est relativement bas** en Autriche : en 2016, le taux de chômage dans l'UE (UE 28) s'élevait en moyenne à **8,5%** ; avec un taux de chômage de **6%**, l'Autriche se positionne en **septième position** derrière la République tchèque, l'Allemagne, Malte, le Royaume-Uni, la Hongrie et la Roumanie.

Toutefois, le **taux de chômage** en Autriche a **augmenté** au cours des dernières années. Par rapport à l'année dernière, l'Autriche a vu son taux de chômage augmenter de 0,3 pour cent en 2016. En 2016, 357 313 personnes étaient inscrites en tant que chômeurs.

Le risque de devenir chômeur est nettement plus élevé chez les **personnes n'ayant pas dépassé la scolarité obligatoire** (64%) que chez les personnes ayant achevé avec succès un apprentissage (23%), avec un niveau de formation moyen (12%), un niveau de formation supérieur (15%) ou chez les personnes ayant décroché un diplôme universitaire (11%). De même, les chômeurs **qui n'ont pas dépassé la scolarité obligatoire** mettent **nettement plus de temps à (re)trouver du travail** que les personnes ayant achevé une formation professionnelle.

Les personnes de nationalité étrangère encourent un risque nettement plus important de devenir chômeurs (37,0%) que les citoyens autrichiens (21,3%). Une **nationalité étrangère** a également un impact sur la **durée d'un contrat de travail** : en moyenne, les contrats de travail de citoyens étrangers ont une durée deux fois moins longue que ceux de citoyens autrichiens.

En 2016, **25 027 bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire** ont été enregistrées par le Service Autrichien de l'Emploi en tant que chômeurs ou personnes en formation. Cela **correspond à une progression de 44,3% (+ 7 683 personnes) par rapport à l'année précédente**.

Le risque de devenir chômeur est moins important chez les **personnes plus âgées**. Mais lorsque des personnes âgées de plus de 50 ans sont chômeurs, ils le restent pendant relativement longtemps. Les **hommes et les femmes âgées de moins de 25 ans** sont **les plus touchées par le chômage**. Le risque de devenir chômeur diminue avec l'âge, mais chez les hommes âgés de plus de 60 ans, il augmente fortement et atteint un taux de **14,2 pour cent**. En 2016, le nombre de **femmes au chômage** (+1,9%) a augmenté davantage que celui des hommes au chômage (+0,7%) par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage des femmes (8,3%) était cependant nettement inférieur à celui des hommes (9,7%).

Même si le marché du travail viennois offre toujours de bonnes opportunités de travail aux personnes qualifiées dans le secteur des prestations de service, le **chômage a fortement progressé à Vienne** aux cours des dernières années. En faisant la **comparaison entre les länder**, le taux de chômage est **le plus élevé à Vienne** (13,6% en moyenne) et **le plus faible à Salzbourg** (5,6% en moyenne) (situation en 2016).

À Vienne, une faible augmentation des postes à pourvoir (notamment des emplois destinés à des personnes peu qualifiées) a été observée, tandis que le **marché du travail dans les länder touristiques s'est montré plus dynamique**.

Dans les **länder occidentaux**, la croissance de l'emploi était globalement plus importante et la baisse du taux de chômage plus nette que dans les länder orientaux.

Les jeunes actifs mais aussi les actifs plus âgés (notamment les hommes) avec un faible niveau d'étude (scolarité obligatoire) et des problèmes de santé encourent un risque de chômage important ou retrouvent difficilement un emploi par la suite. **Pour les personnes de nationalité étrangère** sans ou avec peu de compétences linguistiques (notamment en langue allemande), ayant peu de qualifications scolaires ou professionnelles et ne disposant pas de réseaux en Autriche pouvant favoriser l'accès au marché du travail, **l'accès au marché du travail autrichien peut s'avérer extrêmement difficile**.

À Vienne, il peut être très difficile de trouver un emploi, tandis que les chances de trouver du travail sont plus fortes dans les länder (p. ex. dans le domaine du tourisme).

Le Service Autrichien de l'Emploi aide les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire à faire **reconnaître en Autriche leurs qualifications et compétences acquises à l'étranger** pour leur faciliter l'accès au marché du travail autrichien (voir également le chapitre 4.1.3).

Pour en savoir plus :

<http://www.statistik.at/> (Arbeitsmarktstatistik – Statistiques du marché du travail)
<http://iambweb.ams.or.at/ambweb/> (Zahlen zum Thema Arbeitslosigkeit – Chiffres relatifs au chômage)
<http://ec.europa.eu/eurostat> (Europäische Daten im Vergleich – Comparaison des données européennes)
<http://www.ams.at/> (Arbeitsmarktlage 2016 – Situation du marché du travail 2016)
<http://www.ams.at/> (Arbeitsmarktintegration geflüchteter Menschen: Bilanz und Ausblick – Intégration au marché du travail des réfugiés : bilan et perspectives)

2. ARRIVÉE ET SÉJOUR EN AUTRICHE

Les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire entrent tout d'abord en Autriche en tant que demandeurs d'asile.

2.1 Séjour des bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile

Selon l'HCR, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, sont considérés comme **demandeurs d'asile** les personnes demandant l'asile, donc l'accueil et une protection contre les persécutions dans un pays étranger, et dont la procédure d'asile n'est pas encore terminée.

Les demandeurs d'asile séjournant légalement en Autriche sont pris en charge (**couverture des besoins de base**). La couverture des besoins de base comprend la mise à disposition de denrées alimentaires, d'un logement et autres prestations (p. ex. assurance maladie, mesures destinées aux personnes dépendantes, informations et conseils, fournitures scolaires pour les enfants scolarisés, vêtements).

Selon la Convention de Genève, sont considérées comme **bénéficiaires du droit d'asile** ou **réfugiés reconnus** les personnes dont le motif de fuite a été reconnu. Selon le droit international, un réfugié est une personne ayant quitté son pays d'origine parce qu'elle redoute, à juste titre, des persécutions. Selon la Convention de Genève, les motifs de persécution sont liés aux critères suivants : race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier, opinions politiques.

Les bénéficiaires du droit d'asile ont le droit de séjour en Autriche et **accèdent librement au marché du travail**. Le séjour d'un bénéficiaire du droit d'asile est tout d'abord **limité à trois ans** et est prolongé pour une durée illimitée si les conditions relatives à l'asile sont toujours réunies. **L'asile temporaire** est octroyé à toute personne ayant fait une demande d'asile après le 15 novembre 2015. Les bénéficiaires du droit d'asile dont le statut a été reconnu avant le 1er juin 2016 bénéficient d'un droit de séjour illimité.

Le service de documentation de l'Office fédéral dédié aux étrangers et à l'asile (Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl (BFA)) publie un rapport annuel sur la situation dans les pays d'origine. Si le rapport annuel établit que les persécutions politiques ne sont probablement plus d'actualité, une procédure de retrait de la reconnaissance du statut d'asile est engagée. Une **notification** est envoyée au demandeur d'asile pour l'informer de la **reconnaissance du statut de réfugié**. Les notifications de l'Office fédéral dédié aux étrangers et à l'asile (Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl (BFA)) contiennent le résultat de la procédure et les voies de recours (avec la traduction dans une langue que l'étranger comprend).

Les réfugiés bénéficiant du droit d'asile en Autriche se voient délivrer un **titre de séjour destiné aux personnes bénéficiant du droit d'asile** qui sert à justifier de leur identité et de la légalité de leur séjour en Autriche. Ils doivent s'adresser à l'Office fédéral des étrangers et de l'asile (Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl) pour demander un **document de voyage de la convention**.

Les bénéficiaires du droit d'asile ont droit à la **couverture des besoins de base** pendant quatre mois à compter de la reconnaissance du statut de réfugié.

On distingue entre les **bénéficiaires de la protection subsidiaire** et les bénéficiaires du droit d'asile. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire sont des personnes dont la **demande d'asile** a été rejetée, mais dont la vie et la santé sont menacées dans le pays d'origine. Elles ont besoin d'être protégées contre l'expulsion, car elles sont, p. ex., menacées de persécution. Le statut de bénéficiaire de protection subsidiaire permet de séjourner temporairement en Autriche. Tout d'abord, **une autorisation de séjour limitée à un an** est accordée ; en cas de besoin, elle peut être renouvelée plusieurs fois pour une durée de deux ans. Il est possible de faire une demande de renouvellement personnellement ou par écrit. Aucune formalité particulière ne doit être respectée. Si la demande est faite personnellement, il convient d'apporter la carte justifiant du statut de bénéficiaire de la protection subsidiaire (la carte doit être en vigueur).

Lorsqu'il est impossible de faire établir un passeport par le pays d'origine, notamment les bénéficiaires de la protection subsidiaire séjournant en Autriche accèdent librement au marché du travail et ont la possibilité de demander un [passeport d'étranger](#).

Les bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent bénéficier de la **couverture des besoins de base** à condition de n'exercer aucune activité professionnelle.

Par la suite, il est possible de remplacer le statut de protection subsidiaire par une [autorisation de séjour illimitée – UE](#) à condition de satisfaire aux conditions requises. Un bénéficiaire de la protection subsidiaire peut être déchu de son titre de séjour.

Demande de protection internationale émanant d'une famille :

Lorsque plusieurs membres d'une famille déposent une demande de protection internationale, les procédures sont examinées simultanément. Toutefois, chaque membre de la famille reçoit un avis individuel. Lorsqu'un membre de la famille remplit les conditions relatives à la protection internationale, les autres membres de la famille se voient accorder le même statut de protection.

Concernant le **regroupement familial**, donc les membres de famille du **bénéficiaire du droit d'asile**, les conditions suivantes sont applicables : les conjoints, les mineurs célibataires ou leurs parents (= noyau familial) obtiennent un visa auprès de l'ambassade autrichienne à condition que la demande soit faite dans un délai de trois mois suivant la réponse positive relative à la demande d'asile. Si la demande est déposée plus tard, il faut également justifier d'un hébergement conforme, de revenus suffisants et d'une assurance maladie.

Les membres de famille (noyau familial) d'un **bénéficiaire de la protection subsidiaire** ne peuvent faire une demande de visa que **trois ans après la reconnaissance du statut** de bénéficiaire de la protection subsidiaire. Dans ce cas, il faut également justifier d'un logement conforme, de revenus suffisants et d'une assurance maladie.

Les parents de bénéficiaires du droit d'asile ou de la protection subsidiaire mineurs non accompagnés ne doivent pas satisfaire à ces conditions supplémentaires.

Depuis le 1^{er} juin 2016, les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire sont tenus de se manifester sans délai auprès du **Centre d'intégration** de leur land **du Fonds d'intégration autrichien** (Österreichischer Integrationsfonds) dès que leur statut a été accordé.

Administration compétente :

Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl und seine Außenstellen (Office fédéral des étrangers et de l'asile et les antennes de cet office)

Pour en savoir plus :

<http://www.refugee-guide.at/asylrecht.html> (Refugees Guide disponible en plusieurs langues: allemand, anglais, russe, dari/farsi, arabe, urdu)

<http://diakonie.at/> (Asyllexikon: Begriffe rund um das Asylverfahren – Lexique de l'asile : termes relatifs aux procédures d'asile)

<http://www.bfa.gv.at/> (Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl und seine Außenstellen – Office fédéral des étrangers et de l'asile et les antennes de cet office)

http://www.bfa.gv.at (Broschüre: Asylverfahren – Brochure : Procédure d'asile)

<http://www.bfa.gv.at/> (Frequently asked questions)

<http://www.bfa.gv.at/> (Wer bekommt subsidiären Schutz? – Qui bénéficie de la protection subsidiaire ?)

<https://www.help.gv.at/> (Asylberechtigte und subsidiärer Schutz – Bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire)

<https://www.ris.bka.gv.at/> (Änderung des Asylgesetzes 2005, des Fremdenpolizeigesetzes 2005 und des BFA-Verfahrensgesetzes – Modification du droit d’asile 2005 et de la loi réglant les dispositifs des procédures relatives aux étrangers et l’asile)
<https://grundversorgung.info.net/> (Grundversorgung – Couverture des besoins de base)
<http://www.integrationsfonds.at/> (Integrationszentren des Österreichischen Integrationsfonds – Centre d’intégration du Fonds d’intégration autrichien)

2.2 Déclaration obligatoire (Meldepflicht)

En Autriche, vous devez **obligatoirement déclarer votre présence** sur le territoire (Meldepflicht). Dans les trois jours suivant l’installation dans un nouveau logement privé (même en cas de déménagement à l’intérieur du pays), il est impératif de déclarer sa présence auprès de l’administration compétente.

Administrations compétentes :

- le service des déclarations (Meldeservice) de votre lieu d’habitation (mairie de la commune ou mairie d’arrondissement (Magistrat) dans les villes)
- à Vienne : service des déclarations (Meldeservice) des mairies d’arrondissement (Magistrat)

Il convient de présenter les **documents et justificatifs** suivants :

- un formulaire de certificat de résidence (Meldeformular) par personne dûment complété : ce formulaire peut être obtenu auprès du service de déclaration compétent (Meldebehörde), dans certains bureaux de tabac (Trafiken), et il est également téléchargeable sur Internet.
- le passeport
- un certificat de naissance
- certificat(s) de résidence (Meldeformular) d’éventuelles autres résidences

Le **certificat de résidence** (Meldeformular) doit être signé par le fournisseur de logement (le propriétaire ou le gérant d’immeuble) et le preneur de logement (par exemple le locataire) et remis personnellement, par une personne de confiance ou envoyé par la poste au service des déclarations (Meldebehörde).

L’administration établit alors une attestation de déclaration de domicile (Meldebestätigung).

Après avoir effectué sa déclaration en Autriche, les données personnelles sont automatiquement sauvegardées dans le **Fichier Central** (Zentrales Melderegister – ZMR) et mises à la disposition de plusieurs administrations. Chaque personne déclarée en Autriche se voit attribuer un numéro personnel dans le Fichier Central (ZMR-Zahl).

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (An-/Abmeldung des Wohnsitzes – Déclaration d’arrivée et de départ)
<https://www.help.gv.at/> (Meldeformulare – Certificats de résidence)

3. CONDITIONS DE VIE

3.1 Monnaie

La monnaie autrichienne est l'euro (€), un euro étant divisé en cent centimes d'euro. Un euro correspond à 1,174 USD (\$) (situation au 28 septembre 2017).

En Autriche, il est possible de payer en espèces (billets et pièces) ou en monnaie scripturale (p. ex. avec une carte bancaire (Bankomatkarte) ou une carte de crédit). On obtient une carte bancaire (Bankomatkarte) et une carte de crédit en ouvrant un compte bancaire (voir chapitre 3.6). Au moment du paiement, vous recevez une facture/un reçu. La facture ou le reçu établit clairement quand et où vous avez acheté un produit.

3.2 Préfixe international

Le préfixe international pour l'Autriche : +43 (0043). Les appels à l'intérieur de l'Autriche ne nécessitent pas de préfixe.

3.3 Numéros d'appel d'urgence

En cas de situation critique ou si quelqu'un a besoin d'aide d'urgence, il convient de composer les numéros d'appel d'urgence suivants :

Numéros d'appel d'urgence joignables sans préfixe :

Pompiers	122
Police	133
Ambulance	144
SOS femmes battues	0800 222 555
Service d'urgence médicale (en semaine de 19 h à 7 h, pendant le week-end de vendredi 19 h à lundi 7 h, les jours fériés 24 h/24)	141

Il s'agit de numéros d'appel **gratuits**. Vous pouvez les composer même si vous n'avez **pas de crédit** sur votre téléphone mobile.

Autres numéros de téléphone et sites Internet importants :

Pharmacie	1455
Apotheken-Nachtdienst und Wochenenddienste – Service de garde des pharmacies (nuit et week-end)	http://www.apotheker.or.at/
Zahnärztesuche – Recherche de dentistes	http://www.zahnaerztekammer.at/
Centre d'information en cas d'intoxication	01 406 43 43
Service de garde socio-psychiatrique (24 h/24)	01 313 30
Service d'aide aux enfants (Rat auf Draht)	147
Service d'aide téléphonique (SOS Amitié) (24 h/24)	142
Beratungsstellen für Frauen bei Gewalt – Services de conseils aux femmes victimes de violence)	https://www.help.gv.at/

Autres numéros de téléphone et sites Internet importants :

Beratungsstellen für Kinder und Jugendliche bei Gewalt – Services de conseils aux enfants et adolescents victimes de violence	https://www.help.gv.at/
Beratungsstelle für Männer bei Gewalt – Services de conseils aux hommes victimes de violence	https://www.help.gv.at/
Notdienste allgemein – Services d'urgence en général	http://www.regionalsuche.at/
Österreichweite Krisennotrufnummern – Numéros d'appel d'urgence en cas de crise (valables sur tout le territoire autrichien)	http://www.polizei.gv.at/alle/notrufe.aspx
Flüchtlingshilfe in Österreich – Aide aux réfugiés en Autriche	https://www.help.gv.at/

3.4 Conseils d'ordre juridique et social

<https://www.help.gv.at/> (Beratung und Betreuung von Flüchtlingen – Conseils et prise en charge de réfugiés)

<https://www.caritas.at/> (Caritas Österreich – Caritas Autriche)

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/> (Diakonie – Flüchtlingsdienst – Service aux réfugiés)

<http://www.volkshilfe.at/fluechtlingshilfe?referer=%2Fintegration> (Volkshilfe Österreich – Aide populaire Autriche)

<http://www.rotekreuz.at/> (Rotes Kreuz – Croix-Rouge)

<https://www.samariterbund.net/> (Arbeiter-Samariter-Bund – Union des ouvriers samaritains)

Basse-Autriche

Asyl & Integration NÖ Süd,

Mobile Flüchtlingsbetreuung Niederösterreich
(Asile et intégration Basse-Autriche sud, prise en charge des réfugiés en Basse-Autriche)

Neuklostergasse 1

2700 Wiener Neustadt

asylundintegration-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02622 409 20

Volkshilfe Niederösterreich

(Aide populaire Basse-Autriche)

Conseils d'ordre juridique et social destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire

Kremser Gasse 37

3100 St. Pölten

fair.stpoelten@volkshilfe-wien.at

Langues : arabe, dari/farsi, pashto, bulgare, macédonien, bosniaque/croate/serbe, anglais, allemand et de nombreuses autres langues, ainsi qu'un service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02742 218 04

Basse-Autriche

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Nord, Rechts- und Sozialberatung

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche nord, conseils d'ordre juridique et social destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)
Hauptplatz 6–77
2100 Korneuburg

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02262 62355

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Süd, Rechts- und Sozialberatung

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche sud, conseils d'ordre juridique et social destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)
Neuklostergasse 1
2700 Wiener Neustadt

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02262 830 20

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Mitte, Rechts- und Sozialberatung

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse Autriche centre, conseils d'ordre juridique et social destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Baumannstr. 11–15/ rez-de-chaussée/zone C

1030 Vienne

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 01 710 51 65

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Baden, Rechts- und Sozialberatung

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche – Baden, conseils d'ordre juridique et social destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Wassergasse 16

2500 Baden

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02252 252 725

Basse-Autriche

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle St.Pölten und NÖ-West – Rechts- und Sozialberatung

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional St. Pölten et Basse-Autriche ouest – conseils d'ordre juridique et social)

Josefstraße 5/4

3100 St. Pölten

noewe@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02742 214 38

Diakonie Flüchtlingsdienst, Mobile Flüchtlingsbetreuung Niederösterreich West – Amstetten

(Service pour réfugiés de la Diaconie, prise en charge mobile des réfugiés Basse-Autriche ouest – Amstetten)

Rathausstraße 4

3300 Amstetten

noewe-amstetten@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 07472 229 54

ARGE Rechtsberatung und Sozialberatung Regionalstelle Traiskirchen

(Groupe de travail Conseils d'ordre juridique et social, service régional Traiskirchen)

Pfaffstättnerstraße 31b

2514 Traiskirchen

beratung.traiskirchen@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at>

Langues : arabe, dari/farsi, russe, anglais, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02252 547 26

Burgenland

Beratung Asyl- und Fremdenrecht

(Conseils en matière de droit d'asile et de droit des étrangers)

St. Rochus-Straße 15

7000 Eisenstadt

i.strobl@caritas-burgenland.at

<https://www.caritas-burgenland.at>

Langues : arabe, dari/farsi, russe, anglais, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02682 736 00 306
Tél. 0676 837 30 341

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Burgenland

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional Burgenland)

Wiener Straße 1

7400 Oberwart

beratung.burgenland-sued@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 98 26 20

Burgenland

ARGE Sozialberatung Oberwart/MOBEB – Mobile Flüchtlingsberatung

(Groupe de travail Conseils d'ordre social Oberwart/MOBEB – conseils mobiles aux réfugiés)

Wiener Straße 1

7400 Oberwart

mobeb@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 886 82 234

SOS Mitmensch – Rechts- und Sozialberatung

(SOS – mes semblables – conseils d'ordre juridique et social)

Oberpodgoria 33

7463 Weiden bei Rechnitz

mof.sos@aon.at

<http://www.sosmitmensch-bgld.at/>

Langues : anglais, allemand

Tél. 0650 351 4003

Tél. 0650 351 4001

Carinthie

Caritas Kärnten – Sozialberatung

(Service social Caritas)

Sandwirtgasse 2

9010 Klagenfurt am Wörthersee

sozialberatung@caritas-kaernten.at

<https://www.caritas-kaernten.at/hilfe-beratung/soziale-finanzielle-notlagen/sozialberatung-und-hilfe/?L=0>

Langues : allemand, anglais

Tél. 0463 555 60 15

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Kärnten

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional Carinthie)

Hauptplatz 7

9500 Villach

beratung.kaernten@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : anglais, français, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 68 23 19

IAM – Institut für Arbeitsmigration

(IAM Institut de la migration et du travail)

Conseils juridiques destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire envoyés par le Service de l'Emploi.

Priorité : législation relative à l'emploi des étrangers et

à l'assurance chômage

Gabelsbergerstraße 11–13

9020 Klagenfurt am Wörthersee

info@iam.co.at

<http://www.iam.co.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0463 509 301

Haute-Autriche	
Beratungsstelle für Asylwerber/innen und Flüchtlinge Linz/ Mobile Soziale Beratung (Centre de consultation pour demandeurs d'asile et réfugiés Linz/ Conseils mobiles d'ordre social) Ziegeleistraße 7A 4020 Linz fluechtlingshilfe@caritas-linz.at https://www.caritas-linz.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0732 76 10 2361
migrare – Zentrum für Migrant/innen OÖ – Rechts- und Sozialberatung (migrare – Centre pour migrants Haute-Autriche – conseils d'ordre juridique et social) Humboldtstraße 49 4020 Linz office@migrare.at http://www.migrare.at/ Langues : arabe, dari/farsi, pashto, russe, anglais, albanais, bosniaque/croate/serbe, turc, allemand Les conseils sont également dispensés à Wels et d'autres arrondissements : http://www.migrare.at/	Tél. 0732 66 73 63
Volkshilfe Oberösterreich – Rechts- und Sozialberatung (Aide populaire Haute-Autriche – conseils d'ordre juridique et social) Stockhofstraße 40 4020 Linz fmempfang@volkshilfe-ooe.at https://www.volkshilfe-ooe.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0732 60 30 99
Salzburg	
Caritas Rechtsberatung Plainstraße 83 5020 Salzburg rechtsberatung@caritas-salzburg.at https://www.caritas-salzburg.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0662 849 373 214
Caritas Sozialberatung (Service social Caritas) Plainstraße 83 5020 Salzburg sozialberatung@caritas-salzburg.at https://www.caritas-salzburg.at Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0662 849 373 224

Salzbourg

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Salzburg

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional Salzburg)
Innsbrucker Bundesstraße 47a/2^e étage
5020 Salzburg

beratung.salzburg@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 68 23 21

SABERA – Salzburger/innen beraten Asylwerber/innen

(SABERA – Conseillers salzbourgeois au service des demandeurs d'asile)

Innsbrucker Bundesstraße 47a/2^e étage
5020 Salzburg

sabera@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 98 26 45

Verein zur Beratung und Betreuung von Ausländern – Rechts- und Sozialberatung in Salzburg (VEBBAS)

(Association de conseil et de prise en charge des étrangers – conseils d'ordre juridique et social à Salzburg (VEBBAS))

Auerspergstraße 17

5020 Salzburg

office@vebbas.at

<http://www.vebbas.at>

Langues : arabe, dari/farsi, russe, ukrainien, kurde, anglais, français, italien, bosniaque/croate/serbe, polonais, turc, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0662 87 32 48

Les conseils sont également dispensés à Bischofshofen et Zell am See : <http://www.vebbas.at/>.

Styrie

Rechtsberatung für Asylwerber/innen, Flüchtlinge und Migrant/innen

(Conseils juridiques destinés aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et migrants)

Mariengasse 24

8020 Graz

j.krobath@caritas-steiermark.at

marie-luise.krobath-fuchs@caritas.steiermark.at

<https://www.caritas-steiermark.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0316 8015 334
Tél. 0676 88015 716

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Steiermark

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional Styrie)

Radetzkystraße 18/2

8010 Graz

beratung.steiermark@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 68 22 81

Styrie

Verein Zebra – Rechts- und Sozialberatung

(Association Zebra – conseils d'ordre juridique et social)

Granatengasse 4/3^e étage

8020 Graz

office@zebra.or.at

<https://www.zebra.or.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, tchéchène, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0316 83 56 30

Tyrol

Caritas Sozialberatung für Asylberechtigte und subsidiär Schutzberechtigte

(Service social Caritas pour les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire)

Heiliggeiststraße 16

6020 Innsbruck

m.nguyen.caritas@dibk.at

<https://www.caritas-tirol.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone
D'autres points conseil sont disponibles à Telfs, Imst, Landeck et Reutte.

Tél. 0512 72 70 15

Tél. 0676 87 30 62 02

ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Tirol

(Groupe de travail Conseils juridiques service régional Tyrol)

Bürgerstraße 21/1^{er} étage

6020 Innsbruck

bti@diakonie.at

beratung.tirol@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, somali, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 58 89 11

Fluchtpunkt – Rechts- und Sozialberatung

(Fluchtpunkt- Conseils d'ordre juridique et social)

Jahnstrasse 17

6020 Innsbruck

info@fluchtpunkt.org

<http://www.fluchtpunkt.org>

Langues : conseils dispensés en 11 langues, entre autres en arabe, dari/farsi

Tél. 0512 581 488

Vienne	
Informations relatives à l'aide aux réfugiés Caritas Vienne	Tél.. 01 890 48 31
Asylrechtsberatung Wien/Rechtsauskunft und Sozialberatung (Conseils juridiques pour demandeurs d'asile Vienne/ renseignements juridiques et sociaux) Spitalgasse 5–9 1090 Vienne asylrechtsberatung@caritas-wien.at https://www.caritas-wien.at/ Langues : arabe, dari/farsi, anglais, français, espagnol, somali, tchéchène et autres	Tél. 01 427 886 44
Asylzentrum Wien – Grundversorgung (Centre pour demandeurs d'asile Vienne – couverture des besoins de base) Mariannengasse 11 1090 Vienne asylzentrum@caritas-wien.at https://www.caritas-wien.at/	Tél. 01 427 88-0
Rechtsberatung Wien (Conseils juridique Vienne) Wattgasse 48/3 ^e étage 1170 Vienne arge.rechtsberatung@diakonie.at http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/ Langues : arabe, dari/farsi, urdu, pashto, anglais, allemand, etc.	Tél. 01 405 62 95 1
Sozialberatungsstelle Wien (Service de consultation sociale Vienne) Wattgasse 48/3 ^e étage 1170 Vienne beratung.wien@diakonie.at http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/ Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone.	Tél. 01 405 62 95 2
Interface Startbegleitung – Sozialberatung: Fragen der Existenzsicherung (Interface Accompagnement initial – conseils d'ordre social : questions relatives aux moyens de subsistance des bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile) Pappenheimgasse 10–16 1200 Vienne sfa@interface-wien.at http://www.interface-wien.at/ Langues : arabe, dari/farsi, somali, tchéchène, russe, géorgien, bosniaque/croate/serbe, français, anglais, allemand	Tél. 01 524 50 15 51

Vienne

Jugendberatungsstelle MOZAIK

(Centre de consultation destiné aux jeunes MOZAIK)

Wichtelgasse 57–59

1170 Vienne

jugendberatung@diakonie.at

<http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, somali, tchéchène, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 01 343 95 95 8217

Asyl in Not

(Demandeurs d'asile en situation d'urgence)

Währinger Straße 59/2/1

1090 Vienne

office@asyl-in-not.org

<http://www.asyl-in-not.org/>

Langues : arabe, dari/farsi, anglais, français, russe

Tél. 01 408 42 10

Beratungsstelle für Asylwerber/innen und Flüchtlinge in der Grundversorgung

(Centre de consultation pour les demandeurs d'asile et réfugiés nécessitant la couverture des besoins de base)

Schweidlasse 38/Top 1

1020 Vienne

beratungsstelle@integrationshaus.at

<http://www.integrationshaus.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, anglais, français, kurde, russe, roumain, espagnol, swahéli, hébreux, bosniaque/croate/serbe, turc, allemand, etc., service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 01 212 35 20

Flüchtlingsprojekt Ute Bock

(Projet réfugiés Ute Bock)

Zohmannsgasse 28

1100 Vienne

beratung@fraubock.at

<http://www.fraubock.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, tchéchène, russe, somalien, anglais, allemand, etc.

Tél. 01 929 24 24 24

Peregrina – Rechts- und Sozialberatung für Frauen

(Peregrina – conseils juridiques et sociaux destinés aux femmes)

Wilhelm-Weber-Weg 1/2/1+2

1110 Vienne

information@peregrina.at

<http://www.peregrina.at/>

Langues : arabe, arménien, kinyarwanda, kirundi, turc, français, anglais, allemand

Tél. 01 408 33 52

Tél. 01 408 61 19

Vorarlberg	
Caritas Rechtsberatung Conseils juridiques Caritas) Consultations sur rendez-vous Schlossgraben 6 6800 Feldkirch fluechtlingshilfe@caritas.at https://www.caritas-vorarlberg.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 05522 200-5500
ARGE Rechtsberatung Regionalstelle Vorarlberg (Groupe de travail Conseils juridiques service régional Vorarlberg) Reichsstraße 173/5 ^e étage 6800 Feldkirch beratung.vorarlberg@diakonie.at http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0664 88 30 23 42
Gesetzliche Vertretung von unbegleiteten minderjährigen Flüchtlingen (UMF) in Vorarlberg (Représentation légale de réfugiés mineurs non accompagnés (UMF) au Vorarlberg) Reichsstraße 173/5 ^e étage 6800 Feldkirch umf.vorarlberg@diakonie.at http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/ Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0664 883 02 342

3.5 Heures d'ouverture des commerces et des marchés

La plupart des magasins en Autriche sont ouverts de 9 h à 18 h. Les supermarchés ouvrent à partir de 7h30 et ferment entre 19 h et 20 h. Certains centres commerciaux proposent des heures d'ouverture plus longues.

Dans les villes importantes, il y a des marchés ouverts quotidiennement sauf dimanche (dans la plupart des cas de 8 h à 18 h), mais il existe aussi des marchés qui n'ouvrent qu'une fois par semaine (vendredi ou samedi).

Le dimanche, la plupart des magasins sont fermés. Dans les grandes villes, il est cependant possible de faire les courses le dimanche, par exemple dans certains magasins à proximité des gares. Le dimanche et les jours fériés, il est également possible d'acheter des aliments dans de nombreuses stations de service.

3.6 Ouverture d'un compte en banque

Si vous vivez et travaillez en Autriche, il convient d'ouvrir un compte bancaire (compte de virement (Girokonto)). Cela vous permet de recevoir régulièrement vos revenus (votre salaire) et vos allocations (p. ex. la couverture des besoins de base (Grundversorgung), la garantie minimum (Mindestsicherung), vos indemnités de chômage (Arbeitslosengeld), les allocations familiales (Familienbeihilfe), etc.) sur votre compte. Par ailleurs, un tel compte permet de faire prélever et de virer automatiquement les frais courants (loyer, gaz, électricité, etc.) devant être réglés à une date fixe.

En Autriche, vous pouvez ouvrir un compte bancaire même si vous n'avez pas encore un revenu régulier.

Pour l'ouverture d'un compte de virement (compte courant), il convient de présenter une pièce d'identité valide munie d'une photo (passeport), parfois un certificat de résidence (Meldezettel) est également exigé.

Pour en savoir plus :

<https://www.bankaustria.at/> (Bank Austria)
<https://www.sparkasse.at/> (Erste Bank)
<http://www.raiffeisen.at> (Raiffeisenbank)
<http://www.bawagpsk.com/> (BAWAG-PSK)
<http://www.volksbank.at> (Volksbank)
<https://www.easybank.at/> (easybank)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Bankenrechner der Arbeiterkammer –
calculateur de la Chambre des Travailleurs permettant de comparer les banques)

3.7 Véhicule à moteur

3.7.1 Acquisition d'un véhicule à moteur

Outre le prix d'achat d'un véhicule à moteur neuf ou d'occasion, il faut compter les frais uniques relatifs à l'immatriculation et les frais courants (carburant, assurance du véhicule et taxe sur le véhicule). Lorsque vous achetez un **véhicule neuf**, veuillez impérativement lire les textes imprimés en petits caractères sur le recto et le verso du **contrat d'achat** avant de le signer.

Si vous souhaitez acquérir un **véhicule d'occasion**, il convient de s'adresser à un vendeur particulier (vous trouverez des annonces correspondantes dans les quotidiens) ou à un vendeur de véhicules d'occasion (Gebrauchwagenhändler/-händler). Avant l'achat d'un véhicule d'occasion, il est conseillé de le faire **vérifier** par l'ARBÖ ou l'ÖAMTC (**Ankaufstest** ou **Kaufüberprüfung**). L'ÖAMTC et l'ARBÖ sont des automobile clubs, dont le rôle est, entre autres, de contrôler l'état des véhicules et leur aptitude à circuler. En y adhérant, ces clubs vous assistent également en cas d'accident ou de panne ; en cas de panne, il suffit d'appeler le numéro d'urgence de votre automobile club : des collaborateurs de ce club se rendront rapidement sur le lieu de la panne et répareront votre véhicule ou le feront remorquer. L'adhésion et certaines prestations sont payantes.

Si vous faites vérifier un véhicule, un technicien le contrôlera pendant environ une heure et demie. Suite à ce contrôle, vous recevrez un **rapport sur l'état du véhicule** (Zustandsbericht ou Prüfbericht) qui vous permettra de connaître l'état du véhicule et de savoir s'il peut être admis à la circulation.

Pour en savoir plus :

<http://www.konsumentenfragen.at/> (Kauf von Autos und anderen Kraftfahrzeugen – Achat de véhicules et d'autres véhicules à moteur)
<http://www.oeamtc.at/> (ÖAMTC)
<http://www.arboe.at/> (ARBÖ)
<https://www.help.gv.at/> (Fahren mit ausländischem Kennzeichen – Conduire un véhicule avec une plaque d'immatriculation étrangère)
<http://www.oeamtc.at/> (Eigenimport von Kraftfahrzeugen durch Private – Importation de véhicules à moteur par des particuliers)
<http://www.help.gv.at/> (KFZ-Zulassung – Immatriculation de véhicules à moteur)
<https://www.help.gv.at/> (Haftpflichtversicherung – Assurance de responsabilité civile)
<https://www.help.gv.at/> (Übersiedelung des Kraftfahrzeugs nach Österreich – Importer un véhicule à moteur en Autriche)

3.7.2 Permis de conduire

Pour les permis délivrés par des états tiers (états non-membres de l'UE/EEE), les règlements suivants sont applicables :

- ▶ Si vous résidez en Autriche, un permis de conduire délivré à l'étranger est valable pendant six mois à compter de votre installation en Autriche (à compter de la date à laquelle vous avez déclaré votre présence sur le territoire autrichien), à condition que vous soyez âgé de 18 ans révolus.
- ▶ Si vous ne résidez pas en Autriche, le permis de conduire établi à l'étranger est valable pendant 12 mois à compter de votre entrée sur le territoire autrichien, à condition que vous soyez âgé de 18 ans révolus.

Si le permis de conduire n'est pas rédigé en langue allemande, il n'est valable que dans les conditions suivantes :

- ▶ il doit satisfaire à la Convention de Genève ou de Vienne ou à la directive communautaire relative au permis de conduire, ou
- ▶ en association avec un permis de conduire international, ou
- ▶ en association avec une traduction

Les **bénéficiaires du droit d'asile** et de la **protection subsidiaire** originaires d'un état non UE/EEE et résidant en Autriche sont donc tenus de demander l'échange de leur permis étranger contre un permis autrichien **dans un délai de six mois** pour éviter qu'il devienne caduc.

Échange du permis de conduire :

Les titulaires de permis de conduire de la plupart des pays non UE/EEE sont tenus de passer une **épreuve de conduite pratique** ! L'épreuve de conduite pratique est redevable d'une taxe d'examen.

Documents exigés :

- ▶ titre de voyage délivré conformément à la Convention/carte de bénéficiaire d'asile,
- ▶ carte de bénéficiaire de la protection subsidiaire,
- ▶ permis de conduire délivré à l'étranger,
- ▶ photo (format portrait : 35 mm x 45 mm),
- ▶ certificat de résidence (Meldezettel),
- ▶ traduction allemande.

Administration compétente

Il est possible d'échanger un permis de conduire étranger contre un permis de conduire autrichien auprès de n'importe quelle autorité compétente en Autriche, quel que soit votre lieu de résidence. Il convient de s'adresser à la Direction fédérale de police (Landespolizeidirektion LPD) ou à l'administration de votre arrondissement (Bezirkshauptmannschaft ou Magistrat) ou à l'administration de la circulation (Verkehrsamt) à Vienne. Le vieux permis de conduire est retiré immédiatement par l'autorité et un nouveau permis de conduire provisoire est délivré.

Attention : Le permis de conduire provisoire n'est valable qu'en Autriche.

L'établissement du permis de conduire sera facturé 60,50 € hors taxe d'examen (situation : juillet 2017).

Si vous souhaitez passer le **permis de conduire** en Autriche, vous devez vous inscrire dans une école de conduite. Vous y suivrez des cours de code (règles de circulation, technique, etc.) et des cours de conduite. À la fin des cours, vous devez passer l'examen du permis de conduire. L'acquisition du permis de conduire coûte cher (en moyenne entre 1000 et 2000 €). Il est utile de comparer les prix des diverses écoles de conduite. Vous trouverez les adresses des écoles de conduite sur Internet.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Führerscheinbehörden – Autorités délivrant le permis de conduire)
<http://www.oeamtc.at/fuehrerschein/> (Ausländische Führerscheine in Österreich – Informationen in mehreren Sprachen – Permis de conduire étrangers en Autriche – informations en plusieurs langues)
<http://www.help.gv.at/> (Führerschein, Führerscheinklassen, etc. – Permis de conduire, catégories de permis de conduire, etc.)
<http://www.arboe.at/> (Tipps zum Führerschein – Conseils relatifs au permis de conduire)
<https://www.help.gv.at> (Ausbildung für den Führerschein – Formations pour obtenir le permis de conduire)

3.7.3 Ce qu'il faut savoir en tant que conducteur d'un véhicule à moteur

3.7.3.1 Vous êtes tombé en panne

Tout véhicule arrêté sur la chaussée suite à une panne représente un danger pour les autres usagers de la route. C'est pourquoi il est indispensable de **sécuriser le véhicule et les passagers** avant toute autre mesure. Dès que vous vous arrêtez sur la bande d'arrêt d'urgence d'une autoroute ou d'une voie rapide pour **mettre en place le triangle de panne**, vous devez enfiler le gilet de sécurité pour être bien visible. Cela vaut également pour les autres routes. Le **gilet de sécurité** est une veste jaune ou orange fluo sans manches. Vous devez veiller à ce qu'un triangle de panne et un gilet de sécurité se trouvent en permanence à bord de votre véhicule.

Marche à suivre en cas de panne :

- ▶ Dans la mesure du possible, arrêtez votre véhicule au bord de la route (ou sur la bande d'arrêt d'urgence ou un parking si vous roulez sur l'autoroute).
- ▶ Allumez les **feux de détresse** de votre véhicule.
- ▶ Enfilez le gilet de sécurité : selon la loi, seul le conducteur est obligé de mettre un gilet de sécurité avant de descendre de la voiture, mais pour des raisons de sécurité, il est recommandé d'avoir des gilets de sécurité pour tous les passagers à bord du véhicule.
- ▶ Les passagers descendent du côté droit du véhicule à moteur.
- ▶ Le conducteur pose le triangle de panne derrière le véhicule.
- ▶ En ouvrant le hayon, les voitures suivantes voient tout de suite que votre véhicule est arrêté.

Contactez le service d'urgence de votre automobile club (ÖAMTC – 120 ou ARBÖ – 123).
Veillez en premier lieu à ne pas vous mettre en danger, ni vos passagers, ni les conducteurs des véhicules suivants !

Particularités des autoroutes autrichiennes en cas de panne :

Sur les autoroutes autrichiennes, il y a des bornes d'urgence tous les 1,5 km. Si vous n'avez pas de téléphone mobile, utilisez ces bornes d'urgence pour **demander de l'aide**.

Des petites flèches rouges sur les glissières vous indiquent le chemin le plus court vers la borne d'urgence la plus proche. Sur les parkings, des panneaux blancs vous aident à la trouver.

3.7.3.2 Vous avez un accident

En cas d'accident grave ou de préjudices corporels, il est indispensable de faire appel à la **police**. Composez le numéro 133 (aucun préfixe n'est nécessaire).

En cas de blessures sévères ou non identifiées, appelez l'**ambulance**. Composez le numéro **144** (aucun préfixe n'est nécessaire) et expliquez clairement votre position, indiquez le type de votre véhicule et la plaque d'immatriculation.

Si vous êtes sur une autoroute, vous pouvez vous rendre à la **borne d'urgence** la plus proche et appeler les services de secours.

Une **trousse de premiers secours** (pharmacie de bord) doit obligatoirement se trouver à bord de tout véhicule. Elle permet de soigner les petites blessures.

Si vous êtes impliqué dans un accident, vous devez obligatoirement établir un **rapport d'accident** (constat) (Unfallbericht). Les données des autres conducteurs impliqués doivent être indiquées dans le rapport. Ce rapport est indispensable pour vous faire rembourser par votre assurance. C'est pourquoi il convient de toujours avoir un formulaire dans son véhicule pour pouvoir établir un constat. Adressez le constat rempli dès que possible à votre compagnie d'assurance (assurance de la responsabilité civile automobile).

Si vous n'avertissez pas la police ou quittez les lieux de l'accident sans apporter de l'aide ou sans attendre l'arrivée de la police, vous êtes pénalement punissable (« **délit de fuite** »). Même si vous n'êtes pas impliqué activement dans l'accident, vous commettez un délit de fuite si vous n'apportez pas votre aide.

En cas d'embouteillage sur les autoroutes et les routes à deux chaussées séparées par un terre-plein, les conducteurs ont l'obligation de laisser libre une voie d'urgence (**Rettungsgasse**) entre les voies pour faciliter le passage des véhicules de secours.

Cliquez sur le lien suivant pour savoir comment former correctement une voie d'urgence :

<https://www.oeamtc.at/thema/verkehr/rettungsgasse-bilden-wie-funktioniert-sie-16185270>.

3.7.3.3 Pneus d'hiver obligatoires

En fonction des conditions météorologiques (chaussées enneigées et verglacées), vous devez monter des pneus d'hiver sur votre véhicule du 1^{er} novembre au 15 avril.

3.7.3.4 Port de la ceinture obligatoire

En Autriche, le **port de la ceinture est obligatoire** : toutes les personnes se trouvant à bord du véhicule doivent attacher la ceinture pendant tout le trajet. Le conducteur du véhicule à moteur est tenu de veiller à ce que les enfants de moins de 14 ans ou mesurant moins de 150 cm soient sécurisés par un **siège rehausseur**.

3.7.3.5 Port du casque obligatoire

En Autriche, les conducteurs de mobylettes et motocyclettes ainsi que les passagers **doivent porter un casque**.

Les enfants âgés de moins de 12 ans ont l'obligation de porter un **casque** lorsqu'ils circulent en **vélo** (<https://www.help.gv.at/> (Helmpflicht)).

3.7.3.6 Vignette d'autoroute

La **circulation sur les autoroutes autrichiennes est payante**. La **vignette d'autoroute** est en vente dans les aires d'autoroute, les stations-service et les tabacs (Trafik).

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (KFZ Vorschriften in Österreich – Règlements relatifs aux véhicules à moteur en Autriche)

<http://www.asfinag.at/maut/vignette> (Autobahn-Vignette – Preise – Vignette d'autoroute – prix)

<http://www.oeamtc.at/> (Länderdatenbank: Verkehrsbestimmungen in Österreich – Base de données des pays : code de la route en Autriche)

<http://www.oeamtc.at/> (Richtiges Verhalten am Pannenort – Comportement à adopter sur le lieu de la panne)

<https://www.help.gv.at/> (Kindersitz und Gurtenpflicht für Kinder – Siège réhausseur et port obligatoire de la ceinture de sécurité pour les enfants)

<http://www.arboe.at/> (Formular europäischer Unfallbericht – Formulaire européen rapport d'accident)

<https://www.help.gv.at/> (richtiges Verhalten bei einem Verkehrsunfall – Comportement à adopter en cas d'accident de la circulation)

3.8 Logement

3.8.1 Logement pendant la procédure de demande d'asile

Les demandeurs d'asile sont tout d'abord placés dans un **logement de premier accueil (Verteilerquartier) dans les länder**. S'il apparaît que l'Autriche a les compétences nécessaires pour engager la procédure de demande d'asile, les premières mesures sont prises sur place. Les demandeurs d'asile ont alors droit à la couverture des besoins de base et sont répartis sur des **logements dans les länder** (p. ex. des pensions ou petits hôtels). Les demandeurs d'asile ne peuvent pas choisir le land d'accueil, mais les autorités compétentes veillent à ce que les membres d'une famille (père, mère, enfants mineurs) soient hébergés au même endroit. En cas d'un motif justifié, le déménagement dans un autre logement est possible avec l'autorisation du service responsable de la couverture des besoins de base (Grundversorgungsstelle) (voir également chapitre 2.1). Les demandeurs d'asile peuvent être logés dans des **logements pour réfugiés** (hébergements mis à disposition par le land respectif) ou des **hébergements mis à disposition par des organisations caritatives telles que Caritas et Diakonie** (p. ex. des appartements ou logements partagés). Les frais d'hébergement d'un logement de réfugiés sont pris en charge par le service responsable de la couverture des besoins de base. Dès qu'un demandeur d'asile quitte le logement d'asile, il doit demander la couverture des besoins de base pour pouvoir payer un logement privé.

Une fois que la procédure de demande d'asile est terminée (octroi du droit d'asile), les **bénéficiaires du droit d'asile** peuvent rester quatre mois maximum dans le logement de réfugiés ; pendant cette période, la prise en charge financière est assurée par le service responsable de la couverture des besoins de base. Par la suite, les bénéficiaires du droit d'asile doivent rechercher eux-mêmes un logement, tout comme les **bénéficiaires de la protection subsidiaire**. Les organisations caritatives telles que Caritas et Diakonie proposent des « **logements d'intégration** » qui sont loués pendant une durée déterminée à des bénéficiaires du droit d'asile ou de la protection subsidiaire pour leur faciliter les premiers pas vers l'intégration (recherche d'un emploi, d'un logement sur le marché immobilier).

Il est possible d'accueillir des demandeurs du droit d'asile, des bénéficiaires de la protection subsidiaire et des bénéficiaires du droit d'asile dans un **logement privé**. De plus amples informations sont disponibles sur le site <http://asylwohnung.at/>.

Si les personnes concernées ne sont pas capables d'assurer eux-mêmes leurs frais de subsistance (ces frais comprennent le loyer) lorsque leur droit à la couverture des besoins de base a pris fin, elles peuvent s'adresser au service social compétent de certains länder pour demander la « **Garantie minimum en fonction des besoins** » (bedarfsorientierte Mindestsicherung (BMS)) (voir également chapitre 8.5).

Pour en savoir plus :

<http://www.bmi.gv.at> (Asylbetreuung – Prise en charge des bénéficiaires et demandeurs du droit d'asile)

<http://www.bmi.gv.at/> (Unterbringung und Betreuung – Hébergement et prise en charge)

<http://asylwohnung.at/> (Asylwohnungen – Logements pour bénéficiaires du droit d'asile et demandeurs d'asile)

<https://www.help.gv.at/> (Bedarfsorientierte Mindestsicherung – Garantie minimum en fonction des besoins)

<http://www.bfa.gv.at> (Broschüre: Asylverfahren – Brochure : Procédure d'asile)

<http://diakonie.at/> (Asyllexikon: Begriffe rund um das Asylverfahren – Lexique de l'asile : termes relatifs aux procédures d'asile)

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Info-Module zum Thema Wohnen in Wien in den Erstsprachen: farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs à l'hébergement à Vienne, disponibles en farsi/dari, arabe)

3.8.2 Assistance lors de la recherche d'un logement

Les services d'assistance dans les länder aident les bénéficiaires du droit d'asile, les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les demandeurs d'asile (au cas par cas) à trouver un logement.

Par ailleurs, il existe des services (Vermittlungsstellen) mettant en relation des personnes à la recherche d'un logement avec des personnes souhaitant mettre à la disposition de bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire des logements bon marché.

Pour en savoir plus :

<http://asylwohnung.at/ansprechpartner/> (Vermittlungsstellen für interessierte Vermieter/innen von Wohnraum – Services de mise en relation destinés aux bailleurs de logement intéressés)

<http://heimatsuche.at/> (Onlineplattform für wohnungssuchende Asylberechtigte in Österreich – Plate-forme en ligne pour les bénéficiaires du droit d'asile cherchant un logement en Autriche)

<https://www.helfenwiewir.at/> (Plattform für Menschen, die Wohnraum zur Verfügung stellen wollen – Plate-forme destinée aux personnes souhaitant mettre à disposition un logement)

Basse-Autriche

Flüchtlinge Willkommen (Bienvenue aux réfugiés)

Service destiné bailleurs de logement intéressés et aux réfugiés à la recherche d'un logement

Cafe PROSA

Sparkassenplatz 3

1150 Vienne

hallo@fluechtlinge-willkommen.at

<http://www.fluechtlinge-willkommen.at/>

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Nord

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche nord)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Hauptplatz 6–7

2100 Korneuburg

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02262 623 55

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Süd

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche sud)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Neuklostergasse 1

2700 Wiener Neustadt

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02622 830 20

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Mitte

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche centre)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Baumannstr. 11–15/ rez-de-chaussée/zone C

1030 Vienne

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 01 710 51 65

Basse-Autriche

Mobile Flüchtlingsbetreuung Team NÖ-Baden

(Prise en charge mobile des réfugiés par l'équipe Basse-Autriche – Baden)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, ainsi qu'aux demandeurs d'asile nécessitant la couverture des besoins de base)

Wassergasse 16

2500 Baden

post-mfb-noe@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02252 25 27 25

Mobile Flüchtlingsbetreuung Niederösterreich West – Amstetten (NÖWE)

(Prise en charge mobile des réfugiés Basse-Autriche ouest – Amstetten (NÖWE))

Josefstraße 5/4

3100 St. Pölten

noewe@diakonie.at

<https://diakonie.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02742 214 38

Flüchtlingsnetzwerk Perchtoldsdorf

(Réseau pour réfugiés Perchtoldsdorf)

mitmachen@fluechtlingsnetzwerk.at

<http://www.fluechtlingsnetzwerk.at>

Tél. 0664 841 28 23

Pour les personnes sans domicile fixe :

<https://www.help.gv.at/>

Burgenland

Flüchtlinge Willkommen (Bienvenue aux réfugiés)

Pour les bailleurs de logement intéressés :

Cafe PROSA

Sparkassenplatz 3

1150 Vienne

hallo@fluechtlinge-willkommen.at

<http://www.fluechtlinge-willkommen.at/>

Wohnberatung Burgenland – Eisenstadt

(Conseils en matière de logement Burgenland – Eisenstadt)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire

Hauptstraße 37/ Top 14

7000 Eisenstadt

Wohnberatung.burgenland@diakonie.at

<http://www.diakoniebgl.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 88 302 309

Pour les personnes sans domicile fixe :

<https://www.help.gv.at/>

Carinthie	
Caritas Kärnten – Flüchtlings- und Migrant/innenhilfe (Caritas Carinthie – aide aux réfugiés et migrants) Adolf-Kolping-Gasse 6/2 ^e étage 9010 Klagenfurt am Wörthersee integration@caritas-kaernten.at https://www.caritas-kaernten.at Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone	Tél. 0463 555 60 62
Flüchtlingsreferat Kärnten (Bureau de consultation destiné aux réfugiés Carinthie) (demandeurs d'asile, bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire nécessitant la couverture des besoins de base) Hasnerstraße 8 9020 Klagenfurt am Wörthersee Post.flw@ktn.gv.at https://www.ktn.gv.at/	Tél. 050 536 108 89
Pour les personnes sans domicile fixe : https://www.help.gv.at	
Haute-Autriche	
I-C-E Integrations-Caritas-Express Recherche de logements pour les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire dans toute la Haute-Autriche : Steingasse 25/1 ^{er} étage 4020 Linz ice@caritas-linz.at https://www.caritas-linz.at/ Langues : arabe, dari/farsi, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone Les conseils sont également dispensées dans les arrondissements suivants : Wels, Kirchdorf, Steyr, Ried im Innkreis, Schärding, Grieskirchen et Eferding.	Tél. 0732 76 10 27 65
Projekt SI – Starthilfe zur Integration der Volkshilfe OÖ (Aide à l'intégration proposée par l'Aide populaire de Haute-Autriche) Stockhofstr. 40/1 ^{er} étage 4020 Linz si@volkshilfe-ooe.at https://www.volkshilfe-ooe.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone Les conseils sont également dispensés dans les arrondissements suivants : Braunau, Vöcklabruck, Haid, Gmunden, Perg, Freistadt, Rohrbach.	Tél. 0732 60 30 99 53
Pour les personnes sans domicile fixe : https://www.help.gv.at	

Salzburg

Wohnraumsuche für Asylwerber/innen, Asylberechtigte und subsidiär Schutzberechtigte in der Grundversorgung

(Recherche de logements pour demandeurs d'asile, bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire nécessitant la couverture des besoins de base)

Plainstraße 83

5020 Salzburg

grundversorgung@caritas-salzburg.at

<https://www.caritas.at/spenden-helfen/spenden/fluechtlingshilfe/wohnraumvermittlung/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0662 849 373 240

INTO Salzburg- Integrationshaus

(INTO Salzburg – La maison de l'intégration)

Recherche de logements pour les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire

Lehener Str. 26

5020 Salzburg

into.salzburg@diakonie.at

<https://fluechtlingsdienst.diakonie.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0662 870 32 90

Styrie

Referat Integration und Flüchtlingsangelegenheiten

(Bureau de consultation en matière d'intégration et de réfugiés)

Pour les demandeurs d'asile, bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire nécessitant la couverture des besoins de base

Burggasse 11

8011 Graz

grundversorgung@stmk.gv.at

<http://www.soziales.steiermark.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0316 877 62 13

Mobile Integrationsbetreuung für Konventionsflüchtlinge und subsidiär Schutzberechtigte

(Prise en charge mobile de l'intégration des réfugiés au sens de la Convention de Genève et des bénéficiaires de la protection subsidiaire)

Mariengasse 24

8020 Graz

bettina.zangl@caritas-steiermark.at

<https://www.caritas-steiermark.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0676 880 153 74

Tyrol	
Diakonie Wohnraum – für Anbieter/innen von Wohnraum (Diakonie logements – pour les personnes proposant un logement) wohnraum.tirol@diakonie.at http://fluechtlingsdienst.diakonie.at/	Tél. 0664 842 11 11
Wohnberatung Tirol (Conseils en matière de logement Tyrol) Bürgerstraße 21 6020 Innsbruck wohnberatung.tirol@diakonie.at https://fluechtlingsdienst.diakonie.at Langues : anglais, allemand	Tél. 0664 827 34 69
Caritas Wohnraumvermittlung und Integrationsberatung (Conseils et accompagnement à l'intégration Caritas) Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire Heiligengeiststraße 16 6020 Innsbruck h.neuerer.caritas@dibk.at https://www.caritas-tirol.at Langues : anglais, allemand	Tél. 0512 72 70 13
Pour les personnes sans domicile fixe : https://www.help.gv.at/	
Vorarlberg	
Flüchtlinge Willkommen (Bienvenue aux réfugiés) Pour les bailleurs de logement intéressés et les réfugiés à la recherche d'un logement : hallo@fluechtlinge-willkommen.at http://www.fluechtlinge-willkommen.at/	
Caritas Wohnraumvermittlung (aide à la recherche d'un logement) Pour les personnes proposant des logements Jahnplatz 4 6800 Feldkirch wohnungen@caritas.at https://www.caritas-vorarlberg.at/	Tél. 05522 200 1221
Caritas Existenz & Wohnen Service destiné aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire qui risquent de se retrouver sans logement Reichsstraße 173 6800 Feldkirch caritascenter@caritas.at https://www.caritas-vorarlberg.at Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone Antenne à Bludenz et Dornbirn : https://www.caritas-vorarlberg.at	Tél. 05522 200 1700
Pour les personnes sans domicile fixe : https://www.help.gv.at/	

Vienne	
<p>Flüchtlinge Willkommen (Bienvenue aux réfugiés) Pour les bailleurs de logement intéressés et les réfugiés à la recherche d'un logement Cafe PROSA Sparkassenplatz 3 1150 Vienne hallo@fluechtlinge-willkommen.at http://www.fluechtlinge-willkommen.at/</p>	
<p>Caritas « Wohnraumsuche » (recherche d'un logement) Pour les bailleurs de logement intéressés : wohnraumsuche@caritas-wien.at https://www.caritas-wien.at/hilfe-angebote/obdach-wohnen/</p>	Tél. 0676 315 21 08
<p>Diakonie Flüchtlingsdienst Wien Unterbringung und Betreuung (Diakonie Service aux réfugiés Vienne – hébergement et prise en charge) Linzer Straße 261 1140 Vienne wohnraum@diakonie.at http://www.fluechtlingsdienst.diakonie.at</p>	Tél. 01 343 95 95-0
<p>Volkshilfe Wohndrehscheibe (Aide populaire « plaque tournante du logement ») Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire cherchant un logement : Landstraßer Hauptstraße 146–148/1^{er} étage 1030 Vienne wds@volkshilfe-wien.at http://www.volkshilfe-wien.at Langues : arabe, dari/farsi, russe, bosniaque/croate/serbe, bulgare, macédonien, turc, anglais, allemand</p>	Tél. 01 360 64 4343
<p>Österreichisches Rotes Kreuz – IWORA (Croix Rouge autrichienne – IWORA) Logements pour bénéficiaires du droit d'asile – ce service s'occupe des familles hébergées dans les structures d'urgence (couverture des besoins de base) iwora@wrk.at http://www.rotekreuz.at/</p>	Tél. 01 795 80 3427
<p>Beratungsstelle für Asylwerber/innen und Flüchtlinge in der Grundversorgung (Service de consultation pour les demandeurs d'asile et réfugiés nécessitant la couverture des besoins de base) Schweidlgasse 38/Top 1 1020 Vienne beratungsstelle@integrationshaus.at http://www.integrationshaus.at/ Langues : arabe, dari/farsi, anglais, français, kurde, russe, roumain, espagnol, swahéli, hébreux, bosniaque/croate/serbe, turc, allemand, etc., service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone</p>	Tél. 01 212 35 20

Vienne

Interface Startbegleitung

(Interface accompagnement initial)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire cherchant un logement :

Pappenheimgasse 10–16

1200 Vienne

sfa@interface-wien.at

<http://www.interface-wien.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, somali, tchéchène, russe, géorgien, bosniaque/croate/serbe, français, anglais, allemand

Tél. 01 524 50 15 51

Pour les personnes sans domicile fixe :

<http://wohnen.fsw.at/>

<https://www.help.gv.at>

3.8.3 Informations importantes relatives au logement

3.8.3.1 Loyer

Les **prix des loyers** varient en fonction de la région. C'est au Burgenland que le prix moyen du logement (loyer par mètre carré, frais de fonctionnement (charges) compris) est le moins élevé, le Salzbourg pratique les prix les plus élevés. Le prix du mètre carré dépend de plusieurs facteurs tels que la proximité des transports, l'infrastructure, la zone résidentielle, l'équipement du logement.

Au loyer s'ajoutent les charges (environ 25% du loyer net), ainsi que les frais de chauffage, de gaz et d'électricité.

Le **loyer doit être payé mensuellement**. Vous pouvez payer votre loyer à l'aide d'un bulletin de versement (Erlagschein) ou faire prélever le montant correspondant de votre compte. Si vous ne payez pas votre loyer régulièrement, vous risquez de perdre votre appartement (« Delogierung » (expulsion)). Le bailleur peut engager des poursuites judiciaires pour obtenir une expulsion.

Dans certains appartements, les frais de chauffage sont compris dans le loyer. Dans de nombreux appartements, le gaz, l'électricité et le chauffage doivent être payés séparément.

On entend par **charges** les coûts relatifs à l'eau/au traitement des eaux usées, à l'entretien des canalisations, à l'élimination des déchets, aux frais de nettoyage, aux frais de chauffage, au terrain de jeu, à la buanderie, etc. que chaque locataire doit payer tous les mois en même temps que le loyer.

Vous pouvez emménager dans un appartement de location si vous avez signé un contrat de location.

Un **contrat de location** est un accord oral ou écrit entre un bailleur (le propriétaire ou le locataire principal) et un locataire (ou le sous-locataire). **Conseil** : il convient de conclure le contrat de location **par écrit** pour disposer d'une preuve écrite en cas de litige.

Le **contrat de location** stipule entre autres quel appartement (adresse précise) vous a été loué et pour combien de temps. En outre, le contrat de location précise la taille de l'appartement, le montant du loyer et les délais de préavis, le règlement intérieur, etc.

3.8.3.2 Frais en début de location

En début de location, il se peut que vous ayez à faire face aux frais suivants :

Reprise de bail (Ablöse) :

Toute réclamation d'une somme d'argent pour que vous puissiez louer un appartement est illégale. Si en revanche l'appartement comprend une cuisine équipée, des meubles ou des biens d'investissement tels qu'un chauffage, la reprise de bail (Ablöse) est légale. Veuillez vous faire remettre un justificatif écrit relatif au paiement de cette reprise de bail.

Paieement anticipé du loyer :

La réclamation d'un paiement anticipé du loyer n'est légale qu'à condition que celui corresponde à une période définie. Cela signifie que vous devrez payer moins de loyer pour la période indiquée, puisque vous avez déjà effectué un paiement anticipé en début de location.

Caution :

Les bailleurs exigent le paiement d'une caution pour couvrir d'éventuelles détériorations de l'appartement ou des loyers impayés afin d'éviter une action en justice. Vous pouvez remettre la caution au bailleur sous forme de **livret d'épargne** ou **en espèces**. Important : quand vous emménagez dans un appartement, prenez des photos de l'appartement et des meubles faisant partie de la location pour disposer de preuves le cas échéant. À la fin de la location, la caution est restituée sauf si l'appartement est détérioré ou en cas de loyers impayés. Dans ce cas, le bailleur a le droit de retenir le montant correspondant. Le montant de la caution n'est pas fixé par la loi, mais en général il correspond à **trois loyers**. Il est important de se faire confirmer la remise du montant en espèces ou du livret d'épargne en demandant un reçu.

Taxation du contrat de location (situation octobre 2017 – sous réserve de modifications) :

Les contrats de location écrits sont soumis à une taxation (Vergebührung). Lorsqu'il s'agit d'un contrat de location à durée indéterminée, le montant de la taxation s'élève à 1% de 36 loyers bruts. Normalement, ce montant doit être payé conjointement par le bailleur (50%) et le locataire (50%). Vous devez vous faire confirmer que le contrat de location fait l'objet d'une taxation.

Frais d'agence/provision :

Lorsqu'un agent immobilier a réussi à obtenir la conclusion d'un contrat de location, il a droit à une **provision**. Lorsqu'il s'agit d'un appartement avec une durée de location déterminée, le montant de la provision ne doit pas être supérieur à un loyer mensuel (20% de TVA en sus) ; pour un appartement avec une durée de location indéterminée, la provision ne doit pas excéder deux loyers mensuels (20% de TVA en sus).

Si vous voulez être sûr d'avoir affaire à une **agence immobilière sérieuse**, renseignez-vous auprès de l'Association des locataires (Mietervereinigung) ou l'Union de défense des locataires (Mieterschutzverband).

Avant de conclure un **contrat de location**, il est recommandé de se faire conseiller par un **organisme de conseil spécialisé** (Mietervereinigung – Association des locataires), Mieterschutzverband – Union de défense des locataires, Gebietsbetreuung – service de consultation pour locataires) pour vérifier la valeur juridique du contrat. Les organismes mentionnés ci-dessus donnent des conseils pour toute affaire relevant de la loi sur le bail à loyer.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Anfangskosten bei Mietwohnungen – Frais en début de location d'un appartement)

<https://www.arbeiterkammer.at/> (Umgang mit Immobilienmakler/innen – Comment se comporter vis-à-vis d'un agent immobilier)

<http://maklerprovision.arbeiterkammer.at/> (Immobilienmakler/innen-Provisionsrechner – Calculateur de la provision d'un agent immobilier)

<https://mietervereinigung.at/> (Mietervereinigung – Association des locataires)
<http://www.mieterschutzverband.at/> (Mieterschutzverband – Union de défense des locataires)
<http://www.gbsterne.at/> (Gebietsbetreuung in Wien – Encadrement territorial à Vienne)
<https://www.verbraucherblatt.at/> (Probleme: Verbraucherhotline: 01 344 01 01 – Hotline des usagers en cas de problème : 01 344 01 01)
<https://www.help.gv.at/> (Wohnen – Wohnungseigentum und Miete – Logement – devenir propriétaire/locataire)
<http://www.statistik.at/> (Wohnungsaufwand/Mietkosten – Coût du logement/loyer)
<https://www.arbeiterkammer.at/> (Mietrecht für Mieter – Législation sur le bail à loyer – informations destinées aux locataires)
<https://www.arbeiterkammer.at/> (Broschüre: Umgang mit Immobilienmaklern – Brochure : Comment se comporter vis-à-vis d'un agent immobilier)
<https://www.arbeiterkammer.at/> (Wohnrecht für Wohnungseigentümer – Droit d'habitation des propriétaires d'appartement)
<https://www.help.gv.at/> (Behörden und Beratungsstellen – Autorités et services de conseil)

3.8.3.3 Recherche de logement dans les journaux quotidiens et sur Internet

Dans les quotidiens et sur Internet, on trouve de nombreuses annonces immobilières.

Sources d'information importantes :

Quotidiens : (les éditions du week-end sont particulièrement intéressantes)

<http://kurier.at/>
<http://www.krone.at>
<http://derstandard.at>

Journaux/magazines en ligne consacrés à l'immobilier :

<http://www.bazar.at/>
<http://www.immobilien.net/>
<http://www.immodirekt.at>
<http://www.wohnnet.at>
<http://www.willhaben.at>
<http://www.immobilienscout24.at/>

Agents immobiliers :

<http://www.ovi.at/>

3.8.3.4 Conditions d'accès aux logements sociaux

Les **conditions d'accès** aux logements sociaux communaux et aux logements sociaux subventionnés varient d'un endroit à l'autre. Renseignez-vous auprès de la mairie de votre commune ou de la mairie d'arrondissement de votre ville pour savoir si les appartements subventionnés sont accessibles aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire.

<http://www.help.gv.at/> (Gemeindewohnungen)

3.8.3.5 Conditions d'accès aux logements en coopérative

Les logements en coopérative (Genossenschaftswohnungen) sont des appartements en location bénéficiant de subventions particulières et font l'objet d'une option d'achat à partir d'une échéance définie. Le locataire devient membre de la société coopérative et verse à ce titre une « participation à la coopérative » en fonction de la taille et de l'ancienneté de l'appartement en coopérative. Renseignez-vous auprès de la coopérative respective pour savoir si les appartements subventionnés sont accessibles aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire.

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (Genossenschaftswohnungen – Logements en coopérative)
<http://www.gbv.at> (Überblick über Genossenschaften in Österreich – Aperçu général des coopératives en Autriche)
<https://mietervereinigung.at/> (Mietervereinigung – Association des locataires)
<http://www.mieterschutzverband.at/> (Mieterschutzverband – Union de défense des locataires)

3.8.3.6 Demande de raccordement au gaz et à l'électricité

En règle générale, le gaz et l'électricité ne sont pas compris dans le loyer et doivent être payés séparément. Vous pouvez payer vos factures de gaz et d'électricité mensuellement à l'aide d'un bulletin de versement (Erlagschein) ou faire prélever les montants correspondants de votre compte. Lorsque vous emménagez dans un appartement, vous devez informer votre fournisseur d'énergie que vous souhaitez un raccordement au gaz et/ou à l'électricité. Veuillez consulter le site « Tarifikalkulator/ E-control » pour savoir quelle société est compétente pour votre lieu de résidence et quel tarif d'électricité est le mieux adapté à vos besoins.

<http://www.e-control.at/>
<https://www.verbraucherblatt.at/> (Probleme mit Gas- und Stromrechnungen: Verbraucherhotline: 01 344 01 01 – Problèmes relatifs aux factures de gaz et d'électricité : hotline des usagers : 01 344 01 01)

3.8.3.7 Redevance audiovisuelle (radio et télévision)

Si vous utilisez un poste de radio et/ou de télévision dans votre appartement, vous devez les déclarer et payer une redevance correspondante. Si vos revenus ne dépassent pas un certain montant, vous pouvez demander l'**exonération de la redevance audiovisuelle**. Pour cela, vous devez faire la demande correspondante.

Pour faire cette demande, il convient de joindre les pièces suivantes :

- ▶ Formulaire de demande
- ▶ Photocopies des déclarations de domicile
- ▶ Justificatif des revenus actuels de toutes les personnes composant le foyer (les emplois à temps partiel, les activités professionnelles mineures et les pensions alimentaires doivent également être déclarés).

<https://www.gis.at/> (Informationen zu GIS Gebühren – Informations relatives aux redevances GIS)
<https://www.gis.at/befreien/einkommen/> (Informationen zum Haushaltseinkommen – Gebührenbefreiung – Informations relatives aux revenus du foyer – Exonération de la redevance audiovisuelle)

3.8.3.8 Abonnements pour les téléphones fixes, mobiles (« Handy ») et Internet

Si vous comptez séjourner en Autriche pendant une période prolongée, il est probablement plus avantageux de faire installer une ligne de téléphone fixe dans votre appartement ou de choisir un opérateur de téléphone mobile autrichien. Il peut également être intéressant de faire installer une connexion Internet pour votre PC ou votre ordinateur portable. Avant de prendre une décision, il est important de comparer les prix et les conditions.

Aperçu des tarifs et des opérateurs de téléphonie fixe :

<http://www.mobilfunkrechner.de/akwien/> (AK Tarifwegweiser – Telefonieren im Festnetz – Guide tarifaire AK – téléphoner à partir de postes fixes)

Aperçu des tarifs et des opérateurs de téléphonie mobile («Handy») :

<http://www.mobilfunkrechner.de/akwien/> (AK Tarifwegweiser Mobiltelefonie – Guide tarifaire AK – téléphonie mobile)

Comparaison des fournisseurs d'accès à l'Internet :

<http://internetprovider.arbeiterkammer.at>
<http://www.mobilesinternet-vergleich.at/>

<https://www.verbraucherblatt.at/> (Probleme mit Mobiltelefon und Festnetz: Verbraucherhotline: 01 344 01 01 – Problèmes relatifs au téléphone mobile et au téléphone fixe : hotline des usagers : 01 344 01 01)

3.8.3.9 Allocation de logement

Renseignez-vous auprès du gérant d'immeuble ou de l'aide sociale près de chez vous si vous avez droit à l'allocation de logement. L'allocation de logement varie d'un land à l'autre. Il convient de faire une demande correspondante.

3.8.3.10 Règles de cohabitation

En tant que locataire d'un appartement, vous avez des droits et des obligations.

Les droits les plus importants sont :

- Droit du locataire de modifier l'appartement : vous avez le droit de modifier et d'améliorer votre appartement. Si par exemple vous souhaitez repeindre ou tapisser les murs, vous n'êtes pas obligé d'en informer le bailleur. Si vous avez l'intention de faire des travaux de grande envergure (p. ex. enlever un mur), vous devez informer le bailleur et demander son autorisation.
- Cession du droit de location à des membres de la famille proche : lorsque vous déménagez, vous pouvez céder vos droits de location à des membres de votre famille proche (époux, partenaires enregistrés, enfants, petits-enfants, grand-parents, frères et sœurs et enfants adoptifs), même contre la volonté du bailleur. Ces personnes doivent cependant avoir vécu pendant au moins deux ans dans le foyer commun. Lorsqu'il s'agit de frères et sœurs, ce délai est de cinq ans.

Les obligations les plus importantes sont :

- Paiement ponctuel du loyer : vous pouvez payer votre loyer mensuellement à l'aide d'un bulletin de versement (Erlagschein) ou faire prélever le montant correspondant de votre compte. Si vous ne payez pas votre loyer dans les délais impartis, vous risquez de perdre votre appartement (« Delogierung » (expulsion)).
- Obligation d'entretien et de maintenance : vous avez l'obligation de prendre soin de l'appartement, des conduites d'eau, des lignes électriques, etc. de façon à ce que le bailleur et les autres locataires ne subissent aucun préjudice.

- Vous devez autoriser le bailleur à entrer dans votre appartement pour des raisons importantes (p. ex. pour relever le compteur thermique). Le bailleur est tenu d'annoncer sa visite en temps utile et n'a pas le droit de pénétrer dans votre appartement sans que vous en soyez informé.
- Respectez le règlement intérieur de l'immeuble : afin d'assurer une bonne cohabitation, tous les voisins sont tenus de faire attention les uns aux autres et de respecter le règlement de l'immeuble. Si le règlement n'est pas affiché dans l'immeuble, demandez au gérant de l'immeuble de vous l'envoyer.

Règlements principaux (entre autres) :

- Entre 22 h et 6 h, il convient de respecter le **repos nocturne**. Si vous écoutez de la musique, baissez le volume et ne faites aucun bruit susceptible de déranger vos voisins. Si le repos nocturne n'est pas respecté, il est possible d'appeler la police. Le **dimanche** et les **jours fériés**, les consignes relatives au bruit doivent être respectées toute la journée.
- Veillez à ce que non seulement votre appartement mais aussi l'immeuble dans son ensemble soit propre. Éliminez les déchets dans les conteneurs prévus à cet effet. En Autriche, les **déchets** sont triés : le papier, le verre, les matières synthétiques et le métal doivent être éliminés dans des conteneurs de tri sélectif comportant un marquage en couleur, les déchets résiduels sont jetés dans la poubelle en bas de l'immeuble (en général, des grandes poubelles grises sont prévues pour ce type de déchets). Il est interdit d'éliminer les vieux meubles, les emballages en bois, les matelas, etc. avec les déchets résiduels. Il convient de transporter les déchets encombrants (Sperrmüll) aux décharges prévues à cet effet. Il en va de même pour les déchets spéciaux voire dangereux tels que les produits chimiques, le polystyrène, etc., qu'il convient d'éliminer aux points de collecte prévus à cet effet.
- Les vélos, les vieux meubles, etc. ne doivent pas se trouver dans les couloirs mais dans le garage à vélos ou dans la cave mise à votre disposition.
- Il est interdit de marcher sur certaines pelouses. Veillez à ce que vos enfants jouent dans les espaces réservés à cet effet (terrains de jeux).

Important : Si vous organisez une fête susceptible de faire du bruit, veuillez avertir les voisins en temps utile. En Autriche, il convient de saluer les voisins rencontrés dans l'immeuble ou le complexe résidentiel.

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Infomodule zum Thema Zusammenleben in Wien – Modules d'information relatifs à la cohabitation à Vienne disponibles dans les langues farsi/dari, arabe)

4. RECHERCHE DE TRAVAIL EN AUTRICHE

Les **bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire** ont le droit de travailler en Autriche sans autorisation particulière. Ils accèdent librement au marché du travail. En Autriche, le Service Autrichien de l'Emploi (AMS) et ses antennes régionales assistent les demandeurs d'emploi à **trouver un emploi**, proposent une **orientation professionnelle** et aident à trouver une **place de formation/un poste d'apprentissage**. Adressez-vous à l'antenne AMS compétente, vous pouvez prendre rendez-vous. Les demandeurs d'asile n'ont accès au marché du travail que dans certains cas exceptionnels (voir chapitres 4.4 et 4.6).

Attention : En Autriche, les enfants et les adolescents bénéficient d'une protection particulière. Les enfants n'ont pas le droit de travailler en Autriche, les adolescents peuvent apprendre un métier une fois qu'ils ont terminé la scolarité obligatoire. Lorsque des adolescents bénéficiant du droit d'asile ou de la protection subsidiaire souhaitent apprendre un métier, ils n'ont pas besoin d'une autorisation particulière.

En Autriche, les femmes et les hommes ont le droit d'apprendre un métier et d'exercer une profession. Les filles et les femmes ont également le droit d'apprendre et d'exercer des métiers artisanaux et techniques.

4.1 Service Autrichien de l'Emploi (AMS)

Le service public autrichien de l'emploi s'appelle **Arbeitsmarktservice (AMS)** et offre ses services dans les agences régionales.

Le Service Autrichien de l'Emploi AMS offre les services suivants aux personnes résidant ou séjournant en Autriche : **conseil, placement, prestations de l'assurance chômage** (par exemple l'allocation chômage (Arbeitslosengeld)).

Les personnes à la recherche d'un emploi et les chômeurs peuvent s'inscrire en tant que demandeurs d'emploi auprès de l'agence régionale dont ils dépendent. Il convient de s'adresser à l'antenne AMS **compétente**, c'est-à-dire à celle de votre arrondissement/district de résidence. Si par exemple vous habitez à Abtenau (district de Hallein, land Salzbourg), vous devez vous adresser à l'antenne régionale AMS de Hallein.

Si vous avez déclaré votre résidence dans le 10^e arrondissement de Vienne, l'antenne AMS dans la Laxenburger Straße 18, 1100 Vienne, est compétente. À Vienne, les jeunes jusqu'à l'âge de 21 ans sont pris en charge par l'AMS Jugendluche, Gumpendorfer Straße 2b, 1060 Vienne.

4.1.1 Première visite à l'AMS

Lors de votre **première visite de l'AMS**, il est impératif d'apporter

- ▶ votre **e-card** ou un document attestant votre numéro d'assurance sociale,
- ▶ une **pièce d'identité officielle** (document de voyage de la convention/carte délivrée aux bénéficiaires du droit d'asile, passeport d'étranger, carte délivrée aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, etc.)

et

- ▶ un document attestant votre droit d'asile/à la protection subsidiaire.

Dès que vous êtes enregistré auprès de l'antenne compétente, votre conseiller AMS vous informe des emplois vacants publiés. Vous pouvez également publier vous-même une annonce dans l'eJob-Room, la bourse aux emplois en ligne.

Par ailleurs, vous avez la possibilité de chercher vous-même un emploi dans les antennes AMS où des ordinateurs et des listes d'emplois sont à votre disposition. Outre l'eJob-Room, vous trouverez d'autres bourses aux emplois utiles sur le site Internet AMS.

Vous trouvez un aperçu de toutes les antennes, les heures d'ouverture, les adresses et les numéros de téléphone respectifs sur le site <http://www.ams.at/>.

Attention : Un **compte eAMS** vous permet d'utiliser un grand nombre de services AMS à n'importe quelle heure et depuis n'importe quel poste et de régler certaines affaires sans vous déplacer. Pour pouvoir utiliser le compte eAMS, vous avez besoin d'un ordinateur ou d'un téléphone mobile avec accès Internet. Vous pouvez demander les données d'accès à votre compte eAMS en ligne, par téléphone ou en vous déplaçant personnellement.

Remarque : Demandez à l'AMS d'attester que vous êtes enregistré en tant que demandeur d'emploi. Cette attestation est indispensable pour demander la Garantie minimum en fonction des besoins (Bedarfsorientierte Mindestsicherung (BMS)).

Pour en savoir plus :

<http://www.ams.at/> (eAMS-Konto – Compte eAMS)

<http://www.ams.at/> (Online Ratgeber eAMS-Konto – Guide en ligne relatif au compte eAMS)

4.1.2 Offres disponibles sur le site web AMS

Sur le **site web** de l'AMS, vous trouverez entre autres des offres de services et des informations relatives à :

► eJob-Room :

L'eJob-Room donne un aperçu de tous les postes à pourvoir en Autriche et dans l'EEE qui ont été signalés à l'AMS.

Pour rechercher un poste spécifique, il convient de sélectionner le type de relation de travail souhaitée, le lieu de travail, la date à laquelle vous souhaitez commencer de travailler, le groupe professionnel/la désignation de la profession. Tous les utilisateurs, qu'ils soient enregistrés ou non, ont le droit de rechercher un emploi par ce biais.

Attention : Il est possible de s'inscrire à l'eJob-Room même si votre lieu de résidence ne se trouve pas encore en Autriche.

Les utilisateurs enregistrés bénéficient en outre des services suivants :

- Publication de candidatures dans l'eJob-Room
- Exploitation des offres d'emploi élargies (offres d'emploi de l'eJob-Room)
- Les personnes recherchant une place d'apprentissage ont la possibilité de créer des profils relatifs à leur personnalité et leurs centres d'intérêts. Ces derniers seront alors comparés avec les profils d'embauche des entreprises et le degré de concordance sera établi.

► Robot de recherche d'emploi AMS :

Le robot de recherche d'emploi AMS est un outil supplémentaire vous permettant de chercher des offres d'emploi sur les sites web d'entreprises sur Internet. Il fonctionne de la même façon qu'un moteur de recherche classique : il cherche des postes à pourvoir sur les sites web d'entreprises autrichiennes à l'aide de critères spécialement conçus.

► Application « AMS JOB APP » :

L'application gratuite AMS JOB APP envoie toutes les offres d'emploi disponibles à l'eJob-Room de l'AMS directement sur le smartphone des personnes intéressées.

Cela vous permet de chercher un emploi ou une place d'apprentissage et de vous faire envoyer des alertes relatives à de nouveaux postes susceptibles de vous intéresser. Toutes les fonctions de l'APP sont disponibles sans inscription.

Les offres de l'eJob-Room sont disponibles gratuitement.

<http://www.ams.at/> (eJob-Room)

http://www.ams.at (Jobrouter – Robot de recherche d'emploi)

<http://www.ams.at/> (AMS JOB APP)

► **Conseils en matière de candidature :**

Ce service destiné aux demandeurs d'emploi offre un entraînement interactif, un coach sur Internet (aide à la rédaction d'une candidature étape par étape) et des conseils et astuces relatifs à la recherche d'un emploi.

<http://www.ams.at> (Bewerbungstipps – Conseils pour les candidatures)

<http://www.ams.at/> (Anleitung zu Ihrer Bewerbung – Instructions relatives aux candidatures)

<http://www.ams.at> (Praxismappe für die Arbeitsuche – Classeur pour la recherche d'emploi)

► **online Community – planification de carrière, changement de profession, candidature/postulation :**

Échange en ligne d'informations relatives aux thèmes cités

<http://bewerbungsportal.ams.or.at/>

► **Prestations destinées aux demandeurs d'emploi :**

Informations relatives aux droits aux indemnités de chômage, à l'aide d'urgence, etc., informations relatives aux obligations des bénéficiaires vis-à-vis de l'AMS, etc.

<http://www.ams.at/>

► **Publications AMS – bénéficiaires du droit d'asile :**

<http://www.ams.at/>

► **Informations destinées aux travailleurs étrangers :**

<http://www.ams.at>

► **Système d'information sur les métiers (Berufsinformationssystem (BIS)) :**

Base de données en ligne regroupant les métiers et qualifications

<http://www.ams.at/bis/>

► **Lexiques des métiers :**

Informations relatives aux différentes professions (caractéristiques des métiers, exigences, possibilités de formation, promotions hiérarchiques, débouchés, etc.)

<http://www.berufslexikon.at> (Auswahlmöglichkeiten: Lehre, Schule, Uni/FH/PH, Hilfs- und Anlernberufe, Kurz-/Spezialausbildungen – Choix disponibles : apprentissage, école, université/haute école spécialisée/haute école pédagogique, formations courtes/spécialisées)

► **Baromètre des qualifications :**

Ce baromètre fournit des informations sur les tendances dans le domaine des qualifications et les dernières évolutions sur le marché du travail.

<http://bis.ams.or.at/>

► **Base de données relative à la formation continue :**

Cette base de données vous aide à trouver la formation appropriée et offre des renseignements sur les organismes proposant des formations ainsi que sur les conditions d'accès.

<http://wbdb.ams.or.at/> (Weiterbildungsdatenbank – Base de données relative à la formation continue)

<http://wbdb.ams.or.at/wbdb/> (geförderte AMS Kurse – Formations AMS subventionnées)

► **Cabinet de travail (Arbeitszimmer) :**

Plate-forme pour les jeunes qui souhaitent échanger des conseils et astuces pour bien choisir un métier, des études, une école

<http://www.arbeitszimmer.cc>

► **Boussole des salaires :**

Aperçu des salaires de départ moyens

<https://www.gehaltskompass.at/>

► **Calculateur des salaires FiT :**

Comparaison des métiers féminins et des métiers techniques

<http://www.fit-gehaltsrechner.at/>

► **Lern Deutsch (Apprends l'allemand) :**

Le jeu interactif pour apprendre l'allemand

<https://www.goethe.de/>

► **Boussole des métiers (Berufskompass) et Boussole jeunes (Jugendkompass) AMS :**

Questionnaire relatif au choix du métier, qui, une fois rempli, établit une évaluation en ligne et un profil des intérêts.

<http://www.berufskompass.at/>

► **Centres d'orientation professionnelle (BIZ) :**

Les BIZ ont été mis en place à plusieurs endroits en Autriche ; ils offrent des informations sur les formations professionnelles, des opportunités d'emploi ainsi que des conseils et astuces relatifs au choix du métier. Ils proposent gracieusement de nombreuses brochures et vidéos d'information sur différents métiers ainsi que des conseils personnalisés.

<http://www.ams.at/>

► **Offres destinées aux femmes et aux filles :**

<http://www.ams.at/>

► **Personnes handicapées :**

<http://www.ams.at/>

4.1.3 Offres spécialement adaptées aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile

L'AMS Autriche soutient l'intégration au marché du travail en faisant différentes propositions. Ainsi, des « **bilans de compétences pour favoriser l'intégration professionnelle** » sont proposés dans plusieurs länder. Dans le cadre de formations de plusieurs semaines, les personnes intéressées peuvent acquérir des compétences (p. ex. particularités culturelles et vivre ensemble en Autriche), faire le bilan de leurs compétences professionnelles et obtenir des informations sur le monde du travail en Autriche (p. ex. les droits et obligations des employés, le système de formation autrichien, la reconnaissance des qualifications et diplômes obtenus à l'étranger, le système social, le logement, la santé). Il est également possible d'acquérir des expériences professionnelles en faisant des stages pratiques dans des entreprises. Dans ce cas, un coaching individuel est proposé. À l'issue de ces formations, un **rapport faisant le point sur les résultats et les perspectives** est établi.

Les länder collaborent avec diverses organisations de formation pour mettre en place des mesures en faveur des bénéficiaires du droit d'asile ou de la protection subsidiaire pour les aider à s'intégrer au marché du travail. Ces mesures comprennent des **cours d'allemand (niveau A2 à B2** selon le cadre de référence européen).

Les entreprises qui embauchent des bénéficiaires du droit d'asile ou de la protection subsidiaire peuvent également prétendre à des aides (p. ex. des **subventions**) de l'AMS.

<http://www.ams.at/> (Eingliederungsbeihilfe für anerkannte Flüchtlinge – Aide à l'insertion destinée aux réfugiés reconnus)

À Vienne, un **service de consultation centralisé** est mis à la disposition des bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire. Les personnes intéressées peuvent demander des informations et des conseils pour réussir leur intégration sur le marché autrichien du travail.

Conditions à remplir pour se faire prendre en charge par le service de consultation centralisé :

- ▶ Titre de séjour « bénéficiaire du droit d'asile » ou « bénéficiaire de la protection subsidiaire »
- ▶ Première inscription au Service Autrichien de l'Emploi
- ▶ Connaissances de l'allemand (niveau A1)

Les personnes qui n'ont pas encore atteint le niveau A1 suivent un cours d'allemand proposé par le Fonds d'intégration autrichien.

Les personnes qui étaient déjà inscrits à l'AMS ou qui ont droit aux allocations de chômage ou ayant un meilleur niveau d'allemand (au moins A2) sont prises en charge par les antennes AMS respectivement compétentes de Vienne.

Adresses :

Landstraßer Hauptstraße 26/3e étage
1030 Vienne
(entrée : Fonds d'intégration autrichien ÖIF)

**Beratung für Asylberechtigte und subsidiär
Schutzberechtigte** (Service de consultation
destiné aux bénéficiaires du droit d'asile et de
la protection subsidiaire)
Conseils dispensés en plusieurs langues
De lundi à jeudi : de 8 h à 15h30
Vendredi : de 8 h à 13 h

Attention : Veuillez vous adresser à votre conseiller AMS pour savoir s'il existe des stages de formation particuliers adaptés à votre cas et des possibilités de subvention dont vous pourriez bénéficier. Vous obtiendrez également de l'aide pour rechercher une formation ou un emploi auprès de l'antenne AMS régionale. Veuillez vous renseigner auprès de votre conseiller. Vous trouverez d'autres offres d'assistance dans le chapitre 10.10.

ATTENTION : À partir du 1er septembre 2017, des mesures spéciales destinées aux bénéficiaires du droit d'asile, de la protection subsidiaire et aux demandeurs d'asile susceptibles de rester en Autriche sont proposées par le biais de l'Année d'intégration obligatoire (voir également 1.4).

4.1.3.1 b.mobile – placement transrégional des apprentis

Dans la partie orientale de l'Autriche et en particulier à Vienne, il y a une pénurie de places d'apprentissage, tandis que le Salzbourg, le Tyrol et la Haute-Autriche ont du mal à trouver des apprentis dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, des métiers techniques et de l'artisanat.

C'est en collaboration avec la Chambre économique d'Autriche (WKO), le ministère fédéral de la science, de la recherche et de l'économie et le ministère fédéral du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs que l'AMS Vienne encourage la mobilité professionnelle des jeunes, notamment des bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire entre 18 et 30 ans, et les aide à trouver une place d'apprentissage dans les länder qui manquent d'apprentis.

Tout d'abord, les jeunes doivent se soumettre à une procédure (test et questionnaire en ligne) afin d'établir leur **profil professionnel WKO** (WKO-Job-Profil) pour recueillir des informations pertinentes sur leur personnalité, leurs intérêts, leur intelligence et leurs capacités afin d'optimiser les mises en relation avec les entreprises. Des **stages de préparation** sont proposés aux jeunes pour une mise à niveau des connaissances d'allemand, de mathématiques et d'anglais ainsi que de leurs compétences interculturelles ; les jeunes ont également la possibilité de faire un **stage en entreprise** pour se familiariser avec un métier.

Avant et pendant l'apprentissage, les jeunes et jeunes adultes sont encadrés sur place par un **coach** spécialement formé. Les coachs attribués aux apprentis sont des interlocuteurs qui répondent aux questions professionnelles et personnelles des réfugiés, mais sont également à la disposition des entreprises pour les aider.

Les participants bénéficient d'une aide sur place pour trouver un logement et d'un soutien financier (p. ex. allocation pour apprenti, etc.).

Attention : Si le projet b.mobile vous intéresse, renseignez-vous auprès de votre conseiller AMS ; il vous conseillera également sur les possibilités de travail ou de formation dans d'autres länder.

Pour en savoir plus :

<https://www.wko.at/> (Informationen für Jugendliche – Deutsch – Informations destinées aux jeunes – allemand)

<https://www.wko.at/> (Informationen für Jugendliche – Arabisch – Informations destinées aux jeunes – arabe)

<https://www.wko.at/> (Informationen für Jugendliche – Dari/Farsi – Informations destinées aux jeunes – dari/farsi)

<https://www.wko.at/> (b.mobile – Fachkräftepotenzial nutzen – b.mobile – bénéficier du potentiel de spécialistes)

<http://www.weidinger.com/> (Projektinformation von Weidinger und Partner – Informations relatives aux projets de Weidinger und Partner)

<http://www.europaeischer-referenzrahmen.de/> (Gemeinsamer europäischer Referenzrahmen für Sprachen – GERS – Cadre européen commun de référence pour les langues – GERS)

Adresses :	
Arbeitsmarktservice Burgenland Permayerstr. 10 7000 Eisenstadt Tél. 02682 692-0 ams.burgenland@ams.at http://www.ams.at/bgld/	Arbeitsmarktservice Kärnten Rudolfsbahngürtel 42 9021 Klagenfurt am Wörthersee Tél. 0 463 38 31-0 ams.kaernten@ams.at : http://www.ams.at/ktn/
Arbeitsmarktservice Niederösterreich Hohenstaufengasse 2 1010 Vienne Tél. 01 531 36-0 ams.niederoesterreich@ams.at http://www.ams.at/noe/	Arbeitsmarktservice Oberösterreich Europaplatz 9 4021 Linz Tél. 0732 69 63-0 ams.oberoesterreich@ams.at http://www.ams.at/ooe/
Arbeitsmarktservice Salzburg Auerspergstr. 67a 5020 Salzburg Tél. 0662 88 83-0 ams.salzburg@ams.at http://www.ams.at/sbg/	Arbeitsmarktservice Steiermark Babenbergerstr. 33 8020 Graz Tél. 0316 70 81-0 ams.steiermark@ams.at http://www.ams.at/stmk/
Arbeitsmarktservice Tirol Amraser Straße 8 6020 Innsbruck Tél. 0512 58 46 64 ams.tirol@ams.at http://www.ams.at/tirol/	Arbeitsmarktservice Vorarlberg Rheinstr. 33 6901 Bregenz Tél. 05574 691-0 ams.vorarlberg@ams.at http://www.ams.at/vbg/
Arbeitsmarktservice Vienne Ungargasse 37 1030 Vienne Tél. 01 878 71-0 ams.wien@ams.at http://www.ams.at/wien/	Arbeitsmarktservice Österreich Treustraße 35–43 1200 Vienne Tél. 01 331 78-0 ams.oesterreich@ams.at http://www.ams.at

4.2 Offres d'emploi dans les quotidiens autrichiens

Vous trouverez de nombreuses offres d'emploi pour des travailleurs qualifiés et sans qualification dans les quotidiens autrichiens.

Journaux et adresses Internet :	
Der Standard	http://derstandard.at/karriere
Die Presse	http://diepresse.com/
Kleine Zeitung	http://www.kleinezeitung.at/
Kronen Zeitung	http://www.krone.at
Kurier	http://kurier.at/
Oberösterreichische Nachrichten	http://www.nachrichten.at
Salzburger Nachrichten	http://www.salzburg.com/
Tiroler Tageszeitung	http://www.tt.com/
Vorarlberger Nachrichten	http://www.laendlejob.at/
Wiener Zeitung	http://www.wienerzeitung.at

<http://www.ams.at/> (Jobs in Zeitungen – Offres d'emploi publiées dans les journaux)

4.3 Agences de travail du secteur privé et marché du travail « caché »

Les agences de placement du secteur privé jouent un rôle de plus en plus important. L'embauche des cadres et des spécialistes hautement qualifiés se fait presque exclusivement par l'intermédiaire de cabinets de recrutement privés. L'AMS a passé des contrats de coopération avec de nombreux cabinets de recrutement. Sur le site de l'AMS vous trouverez également des liens vers les bourses d'emploi (Jobbörser) de nombreuses grandes entreprises.

Attention : Vos connaissances, voisins et amis peuvent être utiles dans votre recherche d'une place de formation ou d'un emploi. Veillez à ne pas payer des frais de placement, des frais d'inscription, etc. à des personnes privées avant d'avoir obtenu une prestation équivalente.

Adressez-vous à des cabinets de recrutement ou des agences de travail du secteur privé et des bourses d'emploi sérieux. Vous trouverez un aperçu en cliquant sur le lien ci-après :

<http://www.ams.at/> (Job über private Arbeits-/ Personalvermittler /Jobbörser von Firmen – Trouver un emploi par le biais d'agences de travail du secteur privé/cabinets de recrutement/ bourses d'emploi d'entreprises)

Toutes les offres d'emploi ne sont pas communiquées à l'AMS ou publiées dans les journaux. Il peut donc être utile d'envoyer des candidatures spontanées aux entreprises susceptibles d'être intéressées qui n'ont pas encore publié d'offre.

Dans l'annuaire professionnel (pages jaunes), vous trouvez des adresses d'entreprises de certains secteurs.

<http://www.ams.at/> (Telefon-/ Branchenverzeichnisse – Annuaire, annuaire professionnels)
<http://www.herold.at> (Gelbe Seiten – Pages jaunes)

4.4 Travail saisonnier

À certains moments de l'année, les secteurs du tourisme, de l'agriculture et de la sylviculture ont besoin de main d'œuvre supplémentaire qui n'est que partiellement fournie par le marché de l'emploi autrichien. C'est notamment dans les régions à l'est du pays (Basse-Autriche, Haute-Autriche, Burgenland, Vienne), où l'activité agricole est fortement développée que l'on demande régulièrement des personnes expérimentées pour participer aux moissons (par exemple à la récolte d'asperges, aux vendanges) entre le printemps et l'automne. Des travailleurs qualifiés avec une expérience professionnelle (employés de restaurant qualifiés, cuisiniers) ainsi que des auxiliaires expérimentés (aides cuisiniers, personnel de nettoyage, femmes de chambre, serveurs, barmans, etc.) sont particulièrement recherchés dans les régions de sport d'hiver de l'Autriche de l'ouest (de novembre à mars), ainsi que dans toutes les régions touristiques d'Autriche (de mai à octobre). Notamment dans le Salzbourg et au Tyrol vous avez de fortes chances de trouver un emploi saisonnier en hiver (emplois d'auxiliaires ou emplois qualifiés).

Comme beaucoup de postes ne peuvent pas être pourvus par des personnes bénéficiant d'un libre accès au marché du travail, les **demandeurs d'asile** ont également des chances de trouver un emploi saisonnier dans l'agriculture ou la sylviculture pour participer aux moissons, ou dans le domaine du tourisme. Veuillez vous renseigner auprès de votre agence AMS régionale compétente.

Dans le domaine du tourisme, des **dispositions particulières en matière de droit du travail** sont applicables (par exemple le calcul de la durée du travail hebdomadaire et mensuelle, les règlements y afférant, les périodes de repos, les jours de congé, etc.).

Il convient de s'adresser avant l'embauche à la Chambre des Travailleurs et aux syndicats pour se renseigner sur les droits et obligations des employés.

Pour en savoir plus :

<http://jobroom.ams.or.at/> (Arbeitsmarktservice Österreich – Saisonstellen – Service Autrichien de l'Emploi – emplois saisonniers)

<http://www.ams.at/> (Beschäftigung von Asylberechtigten, subsidiär Schutzberechtigten und Asylwerber/innen – Embauche de bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire et de demandeurs d'asile)

<http://www.ams.at/> (Beschäftigung von Asylwerber/innen – Embauche de demandeurs d'asile)

<http://www.oegb.at> (Österreichischer Gewerkschaftsbund – Confédération des Syndicats Autrichiens)

<http://www.arbeiterkammer.at> (Arbeiterkammer – Chambre des Travailleurs)

4.5 Dossiers de candidature

La lettre de candidature (Bewerbungsschreiben) et le curriculum vitae (Lebenslauf) doivent impérativement être rédigés en allemand, sauf si l'annonce stipule que la candidature doit être rédigée dans une autre langue.

Si vous avez convenu par téléphone ou personnellement d'un entretien avec un employeur potentiel, il est recommandé d'apporter votre curriculum vitae, vos diplômes et vos certificats de travail lorsque vous serez reçu. Pour rédiger votre candidature, il est possible de bénéficier de l'aide en ligne sur le site web AMS (« Portail interactif des candidatures » <http://bewerbungsportal.ams.or.at/> et « Conseils pour votre candidature » <http://www.ams.at/bewerbungstipps>).

Un dossier de candidature complet comprend :

- ▶ une lettre de candidature
- ▶ un curriculum vitae ou un Europass
- ▶ les diplômes et certificats (diplôme de fin d'études (baccalauréat) traduit en allemand ou en anglais, certificats de travail, diplômes ou attestations de cours de formation présentant un intérêt pour le poste à pourvoir, formation continue et stages)
- ▶ une photo de candidature (en option)

<http://europass.cedefop.europa.eu/> (Europäischer Lebenslauf – Curriculum vitae européen)

4.6 Opportunités de travail pour les demandeurs d'asile

Les **jeunes demandeurs d'asile** de moins de 25 ans ont la possibilité de faire un apprentissage dans une branche qui manque de main d'oeuvre (apprentissage pour jeunes demandeurs d'asile). Adressez-vous à l'antenne régionale de l'AMS de votre land ou au service de consultation et de prise en charge des réfugiés pour connaître la liste de ces métiers. Dans tous les cas, l'entreprise formatrice doit demander une autorisation d'embauche qui sera établie pour la durée de votre contrat d'apprentissage.

À part les autorisations d'apprentissage, les autorisations d'embauche sont établies uniquement pour le **travail saisonnier dans la restauration et l'agriculture/la sylviculture** (voir chapitre 4.4) en fonction des contingents de chaque land. Dans le cadre de ces contingents, les demandeurs d'asile de tout âge sont prioritaires.

Pour en savoir plus :

<http://www.ams.at/> (Mangellehrberufsliste für Asylwerber/innen in Wien – Liste des métiers d'apprentissage souffrant d'une pénurie de main-d'oeuvre destinée aux demandeurs d'asile à Vienne)

<http://www.ams.at/> (Lehrlingsmangelstellen für jugendliche Asylwerber/innen in Oberösterreich – Liste des métiers d'apprentissage souffrant d'une pénurie de main-d'oeuvre destinée aux jeunes demandeurs d'asile en Haute-Autriche)

<http://www.ams.at/> (Liste der Lehrberufe für Asylwerber/innen bis 25 Jahre in Salzburg – Liste des métiers d'apprentissage pour demandeurs d'asile âgés de moins de 25 ans à Salzbourg)

<http://www.ams.at/> (Mangellehrberufsliste für Asylwerber/innen in Tirol – Liste des métiers d'apprentissage souffrant d'une pénurie de main-d'oeuvre destinée aux demandeurs d'asile au Tyrol)

Les demandeurs d'asile ont également la possibilité d'exercer des **activités d'intérêt commun** pour le gouvernement fédéral, le land ou une commune. Il convient de s'adresser directement à la mairie de votre commune ou à une institution de conseil et de prise en charge.

Depuis le 1^{er} avril 2017, non seulement les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire mais aussi les demandeurs d'asile admis à la procédure d'asile depuis trois mois peuvent effectuer des **travaux domestiques** chez des particuliers (p. ex. jardinage, garde d'enfant, nettoyage, petits travaux, etc.) sans autorisation particulière. La rémunération doit impérativement être effectuée sous forme de chèques emploi service dans la limite des revenus négligeables (2017 : 425,70 €) par mois.

Le chèque emploi service est un moyen de paiement pour rémunérer les personnes qui travaillent chez des particuliers. Le chèque emploi service **inclut l'assurance accidents** et permet de souscrire à une assurance maladie et une assurance retraite (souscriptions facultatives).

L'employeur doit indiquer sur le chèque emploi service son nom et son numéro d'assurance sociale ainsi que le nom de l'employé et la date d'embauche.

Vous devez déposer le chèque emploi service avant la fin du mois suivant (personnellement, par courrier ou via DLS-Online auprès de la compagnie d'assurance « Versicherungsanstalt für Eisenbahnen und Bergbau » à 8010 Graz, Lessingstr. 20). Il est également possible de le déposer auprès des caisses régionales d'assurance maladie. La compagnie d'assurance « Versicherungsanstalt für Eisenbahnen und Bergbau » procédera sans délai au virement du montant du chèque emploi service sur votre compte de virement ou, si vous n'avez pas de compte, vous fera parvenir la somme par mandat postal.

Les demandeurs d'asile ont le droit d'exercer une **activité indépendante** trois mois après l'admission à la procédure d'asile. Il est important de noter que certains métiers nécessitent une licence commerciale (Gewerbeberechtigung) qu'il convient de demander avant de se mettre à son compte. L'activité doit être exercée de façon indépendante, régulièrement et dans un but lucratif. Pour en savoir plus, adressez-vous au Conseil juridique pour réfugiés (Rechtsberatung für Asylwerber/innen) près de votre lieu d'habitation (voir chapitre 3.4).

Pour en savoir plus :

<http://www.ams.at/> (Broschüre: Arbeitsmöglichkeiten für Asylwerberinnen und Asylwerber – Brochure : Opportunités de travail pour demandeurs d'asile)

<http://www.ams.at/> (Broschüre: Beschäftigung von Asylberechtigten, subsidiär Schutzberechtigten und Asylwerber/innen – Brochure : Employer des bénéficiaires du droit d'asile, de la protection subsidiaire et des demandeurs d'asile)

<https://www.help.gv.at> (Dienstleistungsscheck – Chèque emploi service)

<http://www.migration.gv.at> (Fachkräfte in Mangelberufen – Travailleurs qualifiés dans les domaines souffrant d'une pénurie de main d'œuvre)

<http://www.migration.gv.at> (Fachkräfte in Mangelberufen – Travailleurs qualifiés dans les branches souffrant d'une pénurie de main-d'œuvre)

4.7 Comment devenir travailleur indépendant

En tant que bénéficiaire du droit d'asile et de la protection subsidiaire, vous avez le droit de créer votre propre entreprise.

Avant de franchir le pas, il convient de bien réfléchir à vos objectifs, d'avoir un capital suffisant à votre disposition et de vous informer au sujet des prérequis et conditions juridiques. Adressez-vous aux services conseils de la Chambre de commerce de votre land. Les conseils sont fournis en plusieurs langues.

Vous trouverez de plus amples informations sur les sites suivants :

<https://www.help.gv.at/> (Unternehmensgründung – auch in englischer Sprache – Création d'entreprise – document également disponible en anglais)

<https://www.help.gv.at/> (Beratungsstellen – Services conseils)

<https://www.gruenderservice.at/> (Beratungsstellen in den Bundesländern – Services conseils dans les länder)

<https://www.help.gv.at/> (Selbstständigkeit – Travailleurs indépendants)

4.8 Volontariat

On entend par volontaires des personnes qui travaillent temporairement dans une entreprise pour se former.

Les conditions suivantes doivent être remplies :

- ▶ pas d'obligation de travail
- ▶ pas de droit à une rémunération (pas de salaire)
- ▶ le volontariat sert en priorité à ce que vous puissiez élargir et approfondir vos connaissances et compétences

L'employeur a l'obligation de vous assurer contre les accidents auprès de la « Allgemeine Unfallversicherungsanstalt ». En revanche, vous n'avez ni assurance maladie, ni assurance retraite.

<https://www.help.gv.at/> (Volontäre – Travailleurs volontaires)

5. CONDITIONS DE TRAVAIL

5.1 Droit du travail – aperçu

Le droit du travail régit essentiellement les droits et obligations des salariés. Tous ces droits s'appliquent également aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire.

Les lois et dispositions légales énoncées ci-après en font partie :

- ▶ Loi sur les employés (Angestelltengesetz)
- ▶ Loi sur le statut du travail (Arbeitsverfassungsgesetz)
- ▶ Loi sur les indemnités de licenciement de travailleurs (Arbeiter-Abfertigungsgesetz)
- ▶ Loi sur la sécurité de l'emploi (Arbeitsplatzsicherungsgesetz)
- ▶ Loi sur l'emploi des étrangers (Ausländerbeschäftigungsgesetz)
- ▶ Loi sur le maintien du salaire (Entgeltfortzahlungsgesetz)
- ▶ Loi sur l'égalité de traitement (Gleichbehandlungsgesetz)
- ▶ Loi sur la protection de la maternité (Mutterschutzgesetz)
- ▶ Loi sur les congés (Urlaubsgesetz)
- ▶ Loi sur la protection des salariés (Arbeitnehmer/innenschutzgesetz)
- ▶ Loi sur la durée du travail (Arbeitszeitgesetz)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Arbeiterkammern: Arbeit und Recht – Chambres des Travailleurs : travail et droit)

<http://www.oegb.at> (Österreichischer Gewerkschaftsbund – Confédération des Syndicats Autrichiens)

5.2 Représentation des employés

5.2.1 Chambre des Travailleurs et Confédération des Syndicats Autrichiens

En tant que salarié, on devient membre de la Chambre des Travailleurs, ce qui permet d'être représenté légalement par cette dernière. On devient membre d'un syndicat en en faisant la demande.

La Chambre des Travailleurs ainsi que les syndicats représentent les intérêts sociaux, économiques, professionnels et culturels des employés en Autriche. Ce sont des institutions indépendantes et démocratiques.

Les Chambres des Travailleurs et les syndicats offrent entre autres :

- ▶ une protection juridique – représentation auprès du Tribunal social et du travail (Arbeits- und Sozialgericht)
- ▶ une assistance juridique
 - relative au droit du travail
 - dans le domaine de la protection des apprentis et des mineurs
 - en cas de chômage
 - relative à la sécurité sociale (par exemple en matière de retraite)
 - relative à l'impôt sur le salaire
 - relative au salaire minimum
 - relative aux conventions collectives
- ▶ une protection de base et des conseils relatifs à
 - la protection des employés
 - la protection de l'environnement
 - la protection des consommateurs

La Chambre des Travailleurs propose **gratuitement des conseils juridiques par téléphone et sur rendez-vous** concernant de nombreuses questions en matière de droit du travail, de protection des salariés, de salaire minimum et de protection des consommateurs. De façon générale, la Confédération des Syndicats Autrichiens n'offre des conseils par téléphone ou personnels qu'à ses membres, les non-membres n'ont droit qu'à un seul conseil juridique gratuit.

La Chambre des Travailleurs et les syndicats font partie de ce que l'on appelle les partenaires socio-économiques (Sozialpartnerschaft) ; leur rôle consiste à négocier les salaires et les prix avec la Chambre Fédérale du Commerce et de l'Industrie et la Chambre d'Agriculture. Ils épaulent le gouvernement lors de la rédaction de projets de lois et des thèmes techniques spécifiques concernant le syndicat et la Chambre des Travailleurs.

Les syndicats négocient par exemple les conventions collectives pour diverses branches dans le cadre du partenariat socio-économique. On entend par **contrat collectif** (Kollektivvertrag – KV) une convention concernant les salariés d'une branche particulière faisant l'objet de négociations annuelles avec les employeurs (chambre économique). Un contrat collectif met en place les standards minimum en matière de salaire (« salaires minimum ») et de conditions de travail pour tous les salariés d'une même branche.

Pour en savoir plus sur les **salaires minimum** d'une branche spécifique, vous pouvez appeler l'assistance juridique des Chambres des Travailleurs du land respectif.

Tous les syndicats (syndicats spécifiques à des branches professionnelles) sont regroupés dans la Confédération des Syndicats autrichiens (Österreichischer Gewerkschaftsbund (ÖGB), toutes les Chambres des Travailleurs sont membres de la Fédération Autrichienne des Chambres des Travailleurs (Arbeiterkammer Österreich).

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at> (Arbeiterkammer – Chambre des Travailleurs)
<http://www.oegb.at> (Österreichischer Gewerkschaftsbund – Confédération des Syndicats Autrichiens)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Kollektivvertrag – Contrat collectif)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Mindestlohn – Salaire minimum)
<http://www.sozialpartner.at/> (Sozialpartnerschaft – Partenariat socio-économique)

5.2.2 Comité d'Entreprise

Dans une entreprise/société, les salariés peuvent se faire représenter par le Comité d'entreprise (Betriebsräte). Le comité d'entreprise représente les ouvriers, les employés, les employés à contrat de travail libre et les apprentis vis-à-vis du propriétaire d'entreprise. Le Comité d'Entreprise a, par exemple, un droit d'intervention en cas d'embauches, de licenciements et de renvois de salariés.

<http://www.betriebsraete.at/> (Betriebsrat – Comité d'entreprise)

5.3 Types d'emplois

Le droit du travail distingue entre

- **le contrat de travail (Arbeitsvertrag) :**
un contrat de travail est signé entre l'employeur et l'employé.
- **le contrat de travail libre (freier Dienstvertrag) :**
un contrat de travail libre est conclu entre un donneur d'ordre et un employé à contrat de travail libre.

- **le contrat d'ouvrage et l'emploi assimilé au statut de salarié :**
cela concerne les loueurs d'ouvrage (Werkunternehmer) possédant une licence/un certificat d'aptitude (Gewerbeschein) et dans certains cas les Nouveaux travailleurs indépendants (Neue Selbstständige).
- **le travail indépendant :** entrepreneurs, gérants de commerce, etc.

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Arbeitsverträge – Contrats de travail)
<https://www.usp.gv.at/> (Arten von Beschäftigung – Types d'emploi)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (freier Dienstvertrag – Emploi à contrat libre)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Werkvertrag – Contrat d'ouvrage)

5.3.1 Contrat de travail et attestation de fonction

On parle d'un **contrat de travail** (Arbeitsvertrag) lorsqu'une personne s'engage à accomplir une prestation pour une autre personne/une entreprise, etc. La conclusion d'un contrat de travail n'est pas soumise à une forme précise. Il peut être conclu oralement, par écrit ou déclenché par une action claire (par exemple en débutant le travail et en se faisant payer immédiatement après).

Exception : les contrats d'apprentissage (Lehrverträge) doivent être conclus par écrit !

Si aucun contrat de travail faisant état des **droits et obligations** essentiels n'est conclu sous forme écrite, l'employeur doit remettre sans délai une attestation de fonction (Dienstzettel) à l'employé dès le début de son activité. Cette attestation de fonction est un document qui contient les points essentiels des droits et obligations liés à ce travail. L'attestation de fonction est un document justificatif, il convient de le conserver.

Le contenu d'une attestation de fonction est prescrit par la loi. Les employés à contrat de travail libre ont également droit à une attestation de fonction.

Vous trouverez des informations relatives au contrat de travail ainsi qu'un modèle d'attestation de fonction sur les sites <http://www.arbeiterkammer.at/> (Arbeitsvertrag und Dienstzettel – Contrat de travail et attestation de fonction) et <http://www.arbeiterkammer.at/> (Lehre – Lehrvertrag – Apprentissage et contrat d'apprentissage).

5.3.1.1 Durée du travail et droit au congé

Selon la loi, un **travail à plein temps** correspond à :

- 8 heures de travail par jour (temps de travail sur une période de 24 heures)
- 40 heures de travail par semaine (temps de travail du lundi au dimanche inclus)

Les contrats collectifs de nombreuses branches prévoient une durée de travail hebdomadaire plus courte. Pour les heures supplémentaires, une majoration d'au moins 50 pour cent soit une compensation en jours de congé (temps libre) est due.

Si le temps de travail dépasse six heures par jour, une **pause** d'au moins une demi-heure est obligatoire. Cette pause n'est pas rémunérée et n'est pas comprise dans le temps de travail.

D'autres temps de travail sont possibles, par exemple lorsqu'il s'agit d'emplois de faible importance, d'un travail à temps partiel, d'un travail saisonnier, etc.

Les salariés ont droit à au moins cinq semaines de **congé** (= 30 jours ouvrables ou 25 jours ouvrés) par année de travail, cela vaut également pour les personnes occupant un emploi de faible importance ou à temps partiel.

Dans la mesure où cette mesure est stipulée dans le contrat de travail collectif ou individuel, un employé en Autriche a, outre le salaire mensuel normal, droit à une **prime de congé** (14^e mois) et une gratification de fin d'année (13^e mois) dont le montant est égal au salaire mensuel.

Attention : le 13^e et 14^e mois ne sont pas des prestations obligatoires. Vous n'y avez droit qu'à condition que votre contrat les stipule expressément !

La prime de congé ne doit pas être confondue avec les **indemnités de congés payés**. On entend par indemnités de congés payés la rémunération versée pendant votre congé bien que vous ne travailliez pas pendant cette période.

Les indemnités de congés payés comprennent le salaire de base ainsi que la moyenne des éléments de rémunération (par exemple les primes, provisions, salaires à la tâche, indemnités et heures supplémentaires) des 13 dernières semaines à temps plein. Les dédommagements tels que les frais kilométriques et les indemnités ne sont pas pris en compte.

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Arbeitszeit – Temps de travail)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Urlaub – Congés)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Broschüre: Arbeitnehmerrechte – Brochure : Droits des travailleurs)

5.3.1.2 Licenciement

Dans la plupart des cas, un travailleur ne peut pas être licencié du jour au lendemain. Tout salarié est protégé par les **préavis de licenciement** et les **délais-congés** (Kündigungsfristen und Kündigungstermine) régis par le droit du travail. Dans la plupart des cas, les préavis de licenciement et les délais-congés sont fixés dans les contrats collectifs et les conventions d'entreprise, sinon dans la loi sur les employés (Angestelltengesetz) ou dans le code civil (ABGB – Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch).

On entend par **délai-congé** le moment où l'engagement doit être terminé – donc le dernier jour de l'engagement et non le jour où le licenciement est prononcé.

Le **préavis de licenciement** est la période entre le licenciement (oral ou par écrit) et le délai-congé.

Licenciement par l'employeur

- **Employés** : La loi sur les employés (Angestelltengesetz) régit les délais de préavis et les délais-congés minimum. Pour les personnes occupant un emploi de faible importance et travaillant moins d'un cinquième du temps de travail correspondant à un emploi à plein temps, les dispositions du Code civil (ABGB) sont applicables.
- **Ouvriers** : Selon le Code civil (ABGB – Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch), le délai de préavis est de deux semaines. Dans la plupart des cas, les conventions collectives, les conventions d'entreprise, les contrats de travail, etc. prévoient des délais de préavis plus longs, mais parfois les délais convenus sont plus courts.

Démission de l'employé

- **Employés** : un mois ou selon les termes du contrat de travail, de la convention d'entreprise, du contrat collectif
- **Ouvriers** : deux semaines (Code civil – ABGB) ou selon les termes du contrat de travail, de la convention d'entreprise, du contrat collectif
- **Personnes occupant un emploi de faible importance** : deux semaines (Code civil) sauf si convenu autrement

Si vous êtes licencié, vous pouvez, dans certaines conditions, **contester le licenciement**. Il est important de prendre **contact avec le comité d'entreprise**, la **Chambre des Travailleurs** ou votre **syndicat** immédiatement après la communication écrite ou orale du licenciement.

Attention : Un licenciement doit être contesté dans les délais impartis.

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Beendigung des Arbeitsverhältnisses – Cessation de l'engagement)

<https://media.arbeiterkammer.at> (Broschüre: Arbeitsrecht – griffbereit – Brochure : Droit du travail – à portée de main)

5.3.2 Contrat de travail libre

Le contrat de travail libre présente les caractéristiques suivantes :

- pas ou peu de dépendance personnelle
- les employés à contrat de travail libre ont la possibilité de se faire remplacer au travail
- les employés à contrat de travail libre peuvent utiliser leurs propres équipements de travail
- les employés à contrat de travail libre ne sont pas intégrés dans l'organisation de l'entreprise
- normalement, les employés à contrat de travail libre sont payés à l'heure

Contrairement au contrat de louage d'ouvrage (Werkvertrag), les employés à contrat de travail libre n'ont pas l'obligation de garantir la fourniture d'un travail défini.

Les travailleurs indépendants dont le revenu mensuel dépasse la **limite des revenus négligeables** (2017 : 425,70 €) doivent être affiliés en tant qu'employés à la caisse régionale d'assurance maladie (Gebietskrankenkasse) de leur lieu de résidence. À partir du quatrième jour d'incapacité de travail, un employé à contrat de travail libre a droit à des **indemnités journalières** (voir chapitre 8.1.6). En outre, il bénéficie d'une assurance accidents, d'une assurance chômage et d'une assurance retraite (voir chapitre 8). Les employés à contrat de travail libre ont également droit à une attestation de fonction.

Attention : Les employés à contrat de travail libre bénéficient uniquement d'une protection réduite en matière de droit du travail. En l'absence d'un accord conclu entre l'employeur et l'employé à contrat de travail libre, ce dernier **ne peut pas** prétendre à des primes/indemnités, aux congés payés, à une dispense de travail et une protection en matière de licenciement. Concernant les préavis de licenciement, le Code civil (ABGB) est cependant applicable.

Si les conditions sont remplies, l'employé à contrat de travail libre a cependant droit aux indemnités de licenciement et est protégé par la loi sur la prévoyance des collaborateurs et des travailleurs indépendants (Betriebliches Mitarbeiter- und Selbständigenvorsorgegesetz (BMSVG)).

Les **personnes occupant un emploi de faible importance** (revenu mensuel inférieur à 425,70 € en 2017) doivent être assurées contre les accidents par leur employeur. Ils ont la possibilité de souscrire une assurance maladie et une assurance retraite volontaires (Kranken- und Pensionsversicherung) auprès de la caisse régionale d'assurance maladie de leur lieu de résidence.

Les **employés à contrat de travail libre** sont soumis à l'**impôt sur le revenu** lorsque leurs revenus annuels excèdent un certain montant. Ils sont qualifiés d'entrepreneurs et doivent demander un numéro d'identification fiscale auprès du service des impôts (voir chapitre 7).

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (freier Dienstvertrag – Emploi à contrat libre)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Broschüre: Freier Dienstvertrag – Brochure : Contrat de travail libre)

<https://www.usp.gv.at/> (Freie Dienstnehmer/innen – Employés à contrat de travail libre)

5.3.3 Contrat d'ouvrage et Nouveaux travailleurs indépendants

Selon le Code civil (Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch (ABGB)), on parle d'un **contrat de louage d'ouvrage** (Werkvertrag) lorsqu'une personne accepte d'exécuter un ouvrage pour autrui moyennant rémunération. Contrairement au contrat de travail ou au contrat de travail libre, le résultat de la prestation de service fournie est déterminant pour un contrat de louage d'ouvrage. L'ouvrage (la prestation concrète) ou un résultat précis doivent obligatoirement être fournis au donneur d'ordre.

Caractéristiques des contrats de louage d'ouvrage :

- ▶ indépendance personnelle et économique du donneur d'ordre
- ▶ le travail ou le service ne doit pas obligatoirement être effectué personnellement (la sous-traitance est autorisée)
- ▶ le loueur d'ouvrage utilise ses propres équipements de travail
- ▶ le loueur d'ouvrage n'est pas intégré dans l'organisation du donneur d'ordre (Werkbesteller).

Le contrat de louage d'ouvrage est rempli dès que l'ouvrage/le service a été fourni. Une fois que l'ouvrage faisant l'objet du contrat a été fourni ou exécuté de manière satisfaisante, l'obligation contractuelle cesse automatiquement.

Obligation de s'assurer : Quel que soit le montant du revenu, l'inscription à la Caisse d'assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce est obligatoire (voir chapitre 8).

Les **Nouveaux travailleurs indépendants** sont des personnes exerçant une activité d'exploitation soumise au droit fiscal et percevant des revenus issus d'un travail indépendant.

Le statut juridique des Nouveaux travailleurs indépendants est exclusivement régi par la législation des assurances sociales. Les Nouveaux travailleurs indépendants sont les personnes qui, en raison de leur activité professionnelle, ne sont pas encore affiliées aux caisses de l'assurance sociale en vertu d'autres dispositions (par exemple en tant que salarié, employé à contrat de travail libre, artisan/commerçant, etc.).

Toutes les activités professionnelles qui ne nécessitent pas de licence d'exploitation/certificat d'aptitude et qui ne sont pas non plus qualifiées d'activités réservées aux employés à contrat de travail libre sont classées dans la rubrique « **Nouveaux travailleurs indépendants** ». Les traducteurs, psychothérapeutes, coachs, etc. rentrent dans la catégorie des Nouveaux travailleurs indépendants.

L'assurance obligatoire des Nouveaux travailleurs indépendants comprend l'assurance vieillesse, l'assurance maladie et l'assurance accidents ainsi que la prévoyance pour les travailleurs indépendants. Concernant la prévoyance des travailleurs indépendants, vous devez verser régulièrement des cotisations qui seront mises à votre disposition lorsque vous cesserez l'activité indépendante. Concernant l'assurance chômage, des règlements particuliers sont applicables.

Le versement de cotisations d'assurance est obligatoire lorsque

- le revenu annuel brut issu d'une ou de plusieurs activités attribuables à la catégorie « Nouveaux travailleurs indépendants » dépasse 5 108,40 € (2017)
- le revenu annuel brut issu d'une activité indépendante et d'une activité attribuable à la catégorie « Nouveaux travailleurs indépendants » dépasse 5 108,40 € (2017)

Les plafonnements relatifs à l'assurance ne sont pas applicables lorsqu'une activité indépendante supplémentaire est exercée et dans le cadre de laquelle l'intéressé est affilié de manière obligatoire à la Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce (Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft (p. ex. en tant qu'artisan ou commerçant). Dans ce cas, l'activité doit être signalée à la Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce.

Dans tous les cas, les **Nouveaux travailleurs indépendants** ayant conclu des contrats de louage d'ouvrage sont tenus de signaler leurs activités à la Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce (Sozialversicherung der Gewerblichen Wirtschaft (SVA)).

Pour en savoir plus :

- <http://www.arbeiterkammer.at/> (Werkvertrag – Contrat d'ouvrage)
- <http://www.sva.or.at/> (Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft – Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce)
- <https://www.wko.at/> (Neue Selbständige – Nouveaux travailleurs indépendants)
- <https://www.usp.gv.at/> (Neue Selbständige – Nouveaux travailleurs indépendants)
- <https://www.help.gv.at/> (Selbstständigenvorsorge – Prévoyance pour travailleurs indépendants)

5.3.4 Activité indépendante nécessitant une licence commerciale

Les travailleurs indépendants sont des personnes qui créent leur propre entreprise ou ouvrent leur propre magasin. Un grand nombre de ces activités requièrent une licence commerciale.

On distingue entre « activités professionnelles libres » (freie Gewerbe) comme p. ex. le commerce, et « activités professionnelles réglementées » comme p. ex. l'artisanat et la restauration. Les deux types d'activités nécessitent une licence d'exploitation, pour les activités réglementées un certificat d'aptitude professionnelle est également requis.

- <https://www.usp.gv.at/> (Befähigungsnachweis – Certificat d'aptitude professionnelle)
- <https://www.bmwf.gv.at/> (Liste der „reglementierten Gewerbe“ – Liste des « activités indépendantes réglementées »)
- <https://www.usp.gv.at/> (Informationen zum Thema Gewerbe – Informations relatives à l'artisanat)

Les personnes exerçant une activité indépendante sont tenues de s'affilier à l'assurance sociale (Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft) et de payer l'impôt sur le revenu à l'administration fiscale (Finanzamt).

L'assurance obligatoire des personnes exerçant une activité indépendante comprend l'assurance vieillesse, l'assurance maladie et accidents ainsi que la prévoyance pour les travailleurs indépendants. Concernant l'assurance chômage, des règlements particuliers sont applicables.

- <http://www.svagw.at/> (Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft – Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce)
- <https://www.svagw.at/> (Informationen zur Sozialversicherung für Selbstständige in mehreren Sprachen – Informations relatives à l'assurance sociale pour les travailleurs indépendants en plusieurs langues)
- <https://www.bmf.gv.at/steuern/> (Ich mache mich selbstständig – Informations Finanzministerium – Je me mets à mon compte – Informations du ministère des Finances)
- <https://www.help.gv.at/> (Selbstständigenvorsorge – Prévoyance pour travailleurs indépendants)

Si vous souhaitez ouvrir un magasin ou créer une entreprise, vous devez prendre en compte de nombreuses dispositions légales pour remplir certaines conditions.

Vous trouverez des informations relatives à la création d'entreprises sur les sites suivants :

<https://www.usp.gv.at/> (Unternehmensservice Portal – Überlegungen der Unternehmensgründung – Portail Services aux entreprises – Réflexions relatives à la création d'entreprise)
<https://www.help.gv.at/> (Unternehmensgründung – Création d'entreprise – Document également disponible en anglais)
<https://www.help.gv.at/> (Beratungsstellen – Services conseils)
<https://www.gruenderservice.at/> (Beratungsstellen in den Bundesländern – Services conseils dans les länders)
<https://www.help.gv.at/> (Selbstständigkeit – Travailleurs indépendants)

Si vous souhaitez embaucher des collaborateurs, vous devez également vous conformer à certaines dispositions légales.

<https://www.usp.gv.at/> (Mitarbeiter/innen – Collaborateurs)

Informations relatives aux conditions de travail – généralités :

<http://www.arbeiterkammer.at>
<http://www.oegb.at>
<http://www.sozialversicherung.at>
<https://www.usp.gv.at> (Arten der Beschäftigung – Types d'emploi)

Adresses pour les employés à contrat de travail libre et les salariés :

AK Burgenland Wiener Straße 7 7000 Eisenstadt Tél. 02682 740-0 akbgld@akbgld.at http://bgld.arbeiterkammer.at/	AK Kärnten Bahnhofsplatz 3 9021 Klagenfurt am Wörthersee Tél. 050 477-0 arbeiterkammer@akktn.at http://kaernten.arbeiterkammer.at/
AK Niederösterreich AK-Platz 1 3100 St. Pölten Tél. 05 7171-0 mailbox@aknoe.at http://noe.arbeiterkammer.at/	AK Oberösterreich Volksgartenstraße 40 4020 Linz Tél. 050 6906-0 info@akooe.at http://ooe.arbeiterkammer.at/
AK Salzburg Markus-Sittikus-Straße 10 5020 Salzburg Tél. 0662 8687-0 kontakt@ak-salzburg.at https://sbg.arbeiterkammer.at/	AK Steiermark Hans-Resel-Gasse 8–14 8020 Graz Tél. 05 7799-0 redaktion@akstmk.at http://stmk.arbeiterkammer.at/
AK Tirol Maximilianstraße 7 6010 Innsbruck Tél. 0800 22 55 22 innsbruck@ak-tirol.com http://tirol.arbeiterkammer.at/	AK Vorarlberg Widnau 2–4 6800 Feldkirch Tél. 050 258 5000 kontakt@ak-vorarlberg.at http://vbg.arbeiterkammer.at/

Adresses pour les employés à contrat de travail libre et les salariés :

AK Wien Prinz-Eugen-Straße 20–22 1040 Vienne Tél. 01 501 65-0 akmailbox@akwien.at http://wien.arbeiterkammer.at/	Arbeiterkammer Österreich Prinz-Eugen-Straße 20–22 1040 Vienne Tél. 01 501 65-0 akmailbox@akwien.at http://www.arbeiterkammer.at/
ÖGB Burgenland Wiener Straße 7 7000 Eisenstadt Tél. 02682 770-0 burgenland@oegb.at http://www.oegb.at	ÖGB Kärnten Bahnhofstraße 44 9020 Klagenfurt am Wörthersee Tél. 0463 5870-0 kaernten@oegb.at http://www.oegb.at
ÖGB Niederösterreich AK-Platz 1 3100 St. Pölten Tél. 02742 266 55-0 niederoesterreich@oegb.at http://www.oegb.at	ÖGB Oberösterreich Weingartshofstraße 2 4020 Linz Tél. 0732 66 53 91-0 oberoesterreich@oegb.at http://www.oegb.at
ÖGB Salzburg Markus-Sittikus-Straße 10 5020 Salzburg Tél. 0662 88 16 46 salzburg@oegb.at http://www.oegb.at	ÖGB Steiermark Karl-Morre-Str. 32 8020 Graz Tél. 0316 70 71-0 steiermark@oegb.at http://www.oegb.at
ÖGB Tirol Südtiroler Platz 14-16 6020 Innsbruck Tél. 0512 59 777 tirol@oegb.at http://www.oegb.at	ÖGB Vorarlberg Steingasse 2 6800 Feldkirch Tél. 05522 35 53-0 vorarlberg@oegb.at http://www.oegb.at
ÖGB Wien Johann-Böhm-Platz 1 1020 Vienne Tél. 01 534 44 39 oegb@oegb.at http://www.oegb.at	Pensionsversicherungsanstalt Friedrich Hillegeist-Straße 1 1021 Vienne Tél. 050 303 pva@pensionsversicherung.at http://www.pensionsversicherung.at/

Adresses des services d'aide à la création d'entreprise (Gründerservice) pour les créateurs d'entreprises :

Gründerservice Burgenland Robert Graf-Platz 1 7000 Eisenstadt Tél. 05 90 907 2000 https://www.gruenderservice.at/	Gründerservice Kärnten Europaplatz 1 9021 Klagenfurt am Wörthersee Tél. 05 90 904 744 gruenderservice@wkk.or.at https://www.gruenderservice.at/
Gründerservice Niederösterreich Landsbergerstraße 1 3100 St. Pölten Tél. 02742 851 177 01 https://www.gruenderservice.at/	Gründerservice Oberösterreich Hessenplatz 3 4020 Linz Tél. 05 90 909 sc.gruender@wkooe.at https://www.gruenderservice.at/

Adresses des services d'aide à la création d'entreprise (Gründerservice) pour les créateurs d'entreprises :

Gründerservice Salzburg

Julius-Raab-Platz 1
5027 Salzburg
Tél. 0662 88 88 541
gs@wks.at
<https://www.gruenderservice.at/>

Gründerservice Steiermark

Körblergasse 111–113
8010 Graz
Tél. 0316 601 600
gs@wkstmk.at
<https://www.gruenderservice.at/>

Gründerservice Tirol

Wilhelm-Greil-Straße 7
6020 Innsbruck
Tél. 05 90 905 2222
gruenderservice@wktirol.at
<https://www.gruenderservice.at/>

Gründerservice Vorarlberg

Wichnergasse 9
6800 Feldkirch
Tél. 05522 305 1144
gruenderservice@wkv.at
<https://www.gruenderservice.at/>

Gründerservice Wien

Stubenring 8–10
1010 Vienne
Tél. 01 514 50 1050
<https://www.gruenderservice.at/>

Hauptstelle Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft

(Bureau principal de la Caisse d'Assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce)
Wiedner Hauptstraße 84–86
1051 Vienne
Tél. 05 08 08-0
<https://www.svagw.at>
Antennes dans les länder :
<https://www.svagw.at>

5.4 Congé de solidarité familiale et congé de soutien familial

Les employés ont la possibilité de bénéficier d'un **congé de solidarité familiale** pour accompagner pendant une période déterminée les membres de leur famille et leurs concubins mourants, ainsi que des enfants gravement malades ; pendant cette période, l'employé a la possibilité de prendre un congé non rémunéré, de réduire son temps de travail (temps partiel de solidarité familiale) ou de modifier ses horaires de travail.

Les personnes bénéficiant d'un congé de solidarité familiale ont droit à une allocation d'accompagnement.

Les employés ont la possibilité de convenir avec l'employeur d'un **congé de soutien familial** pour une durée d'un à trois mois. Pendant l'interruption du travail, une **allocation d'accompagnement** est prévue, le montant est égal aux allocations de chômage. Le congé de soutien familial est accordé à partir du niveau de soins 3 ou du niveau de soins 1 lorsqu'il s'agit d'enfants mineurs ou de membres de famille atteints de démence. Un membre de la famille a droit à un congé de soins ; en cas de détérioration de l'état de santé de la personne nécessitant des soins, un deuxième congé de soins peut être accordé. Pendant cette période, l'assurance maladie et l'assurance vieillesse sont maintenues. L'accord de l'employeur est nécessaire, car le droit légal au congé de soutien familial ou au travail à temps partiel dans un contexte de soutien familial n'existe pas encore.

Un **travail à temps partiel** dans un contexte de soutien familial permet de réduire le temps de travail lorsqu'un membre de la famille nécessite des soins.

Pour en savoir plus :

<https://www.usp.gv.at/> (Familienhospizkarenz/Familienhospizteilzeit – Congé de solidarité familiale/travail à temps partiel dans un contexte de solidarité familiale)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Familienhospizkarenz – Congé de solidarité familiale)

<https://www.help.gv.at/> (Pflegekarenz und Pfl egeteilzeit – Congé de soutien familial et travail à temps partiel dans un contexte de soutien familial)
<https://broschuere.service.sozialministerium.at/> (Broschüre: Überblick zu Pflegekarenz, Pfl egeteilzeit, Familienhospizkarenz und Familienhospizteilzeit – Brochure : Congé de soutien familial, temps partiel dans un contexte de soutien familial, congé de solidarité familiale et travail à temps partiel dans un contexte de solidarité familiale)

5.5 Travail illégal

En Autriche, le **travail illégal** est également appelé « travail au noir ». Il s'agit d'un travail où vous n'êtes pas protégé par les lois (p. ex. les lois relatives au droit du travail, le droit en matière de sécurité sociale, la protection des salariés, etc.). Comme le terme de « travail au noir » est très discriminant, le terme « travail non déclaré » s'impose de plus en plus.

Dans le cas d'un **emploi légal** en tant que salarié,

- l'employeur est tenu de vous **affilier à la caisse maladie compétente** et de payer les cotisations sociales (Sozialversicherungsbeiträge). Vous avez donc une **assurance maladie, une assurance accidents et une assurance retraite** et pouvez vous faire soigner gratuitement en cas de maladie et toucher des prestations de l'assurance chômage (p. ex. allocations de chômage) si vous perdez votre travail. L'employeur a l'obligation d'établir un contrat de travail écrit qui contient tous les points obligatoires de l'attestation de fonction (Dienstzettel) (voir chapitre 5.3.1) et de vous remettre une photocopie de votre affiliation à l'assurance sociale dès le premier jour de travail. Le contrat de travail stipule le nombre d'heures de travail convenu et le montant de votre salaire. En outre, vous pouvez demander à tout moment à votre caisse maladie de vous fournir gratuitement un extrait de vos données d'assurance.
- toutes les dispositions de protection légales (p. ex. la loi sur la durée du travail, la loi sur les congés, les délais de préavis, la protection des travailleurs, etc.) sont applicables à votre cas
- les dispositions des conventions collectives (voir chapitre 5.2.1) s'appliquent à vous, etc.

Si vous **travaillez illégalement**, vous n'êtes pas assuré, la durée du travail n'est pas réglée, le règlement relatif au salaire minimum et la convention collective ne sont pas applicables à votre cas, etc.

Si vous soupçonnez que votre emploi est illégal, veuillez vous adresser à la Chambre des Travailleurs de votre lieu d'habitation, au syndicat ou à la Fédération pour le soutien syndical des travailleurs non déclarés (UNDOK).

<http://undok.at/> (UNDOK – Conseils en plusieurs langues, entre autres en farsi)

6. RECONNAISSANCE DE DIPLÔMES ÉTRANGERS

6.1 Informations générales

En Autriche, une nouvelle loi sur la reconnaissance et l'évaluation de diplômes étrangers (Anerkennungs- und Bewertungsgesetz (AuBG)) est entrée en vigueur ; elle permet de simplifier la reconnaissance des qualifications des migrants et réfugiés.

Les principaux volets de la nouvelle loi concernent l'**accélération de la procédure de reconnaissance de qualifications étrangères**, la multiplication des points d'information et la simplification des procédures qui servira notamment aux réfugiés qui ne disposent pas de preuves formelles de leur qualification et de leurs expériences professionnelles.

Points essentiels de la loi sur la reconnaissance et l'évaluation :

- ▶ Mise au point d'un **portail de reconnaissance** en tant que source d'information et aide à l'orientation avec des informations concrètes concernant l'autorité compétente, les documents requis, les frais, etc.
- ▶ **Propositions de conseils sur l'ensemble du territoire autrichien** grâce à la mise en place de nouveaux points de conseil ou l'extension de points de conseil existants
- ▶ **Droit à l'évaluation de diplômes et de qualifications professionnelles établis à l'étranger**
- ▶ Reconnaissance dans un délai de **quatre mois** une fois que le dépôt de l'ensemble des documents a été confirmé
- ▶ **Procédures particulières pour établir le niveau de qualification des bénéficiaires du droit d'asile et des bénéficiaires de la protection subsidiaire** lorsque les documents ne peuvent pas être fournis (p. ex. à l'aide de tests pratiques et théoriques, de tests sur échantillon, d'entretiens professionnels, de justificatifs de remplacement, d'échantillons de travail)
- ▶ Les avis de reconnaissance (Anerkennungsbescheid) et expertises d'évaluation (Bewertungsgutachten) sont reconnus par le **Service Autrichien de l'Emploi (AMS)** et aident à trouver un emploi qui correspond aux qualifications et aux expériences professionnelles.

Pour en savoir plus :

<https://www.bmeia.gv.at> (Erste Informationen zum Anerkennungs- und Bewertungsgesetz – Premières informations relatives à la loi sur la reconnaissance et l'évaluation)

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/> (Erste Informationen zum Anerkennungs- und Bewertungsgesetz – Premières informations relatives à la loi sur la reconnaissance et l'évaluation)

<http://www.berufsanerkennung.at/> (Anerkennungs- und Bewertungsgesetz – Loi sur la reconnaissance et l'évaluation)

<http://www.integrationsfonds.at/> (Informationen zum Integrationsgesetz in mehreren Sprachen – Informations relatives à la loi sur l'intégration, disponibles en plusieurs langues)

Attention : Dans le portail en ligne <http://www.berufsanerkennung.at/>, vous trouvez des informations essentielles actuellement en vigueur sur le déroulement de la procédure de reconnaissance (actuellement disponibles en six langues) où vous pouvez trouver en seulement six étapes le point conseils correspondant à votre requête.

Le manuel « **Anerkennungs-ABC** » (ABC de la reconnaissance) contient des informations relatives à 1800 métiers différents ; il est disponible gratuitement en allemand, en anglais, en bosniaque/croate/serbe et turc dans un grand nombre de points de conseil. Il est également disponible en ligne, mais uniquement en allemand et en anglais. Dans ce manuel, les métiers/groupes de métiers sont classés alphabétiquement. Il vous suffit de chercher votre métier pour savoir à quel service s'adresser pour la reconnaissance de vos diplômes. Vous pouvez y recueillir davantage d'informations ou vous adresser directement au point d'information de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen> (voir chapitre 6.2).

Actuellement, les **bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire et les demandeurs d'asile** qui ne disposent pas de leurs **diplômes, certificats**, etc. en raison de leur fuite du pays d'origine peuvent s'adresser au projet More Uni <http://uniko.ac.at/projekte/>. Grâce à ce projet, vous avez la possibilité de participer à des formations, cours et manifestations organisés par certaines universités, qui sont parfaitement adaptés au groupe cible respectif.

Si vous êtes étudiant ou si vous souhaitez faire des études :

Le statut d'étudiant MORE offre les avantages suivants :

- ▶ Admission en tant qu'étudiant extraordinaire.
- ▶ Procédure rapide pour déterminer la qualification requise pour les cours respectifs.
- ▶ Exonération des frais universitaires ou participation gratuite aux cours
- ▶ Accès à la bibliothèque
- ▶ Possibilité de passer un examen à la fin d'un cours. Les résultats sont reportés sur un bulletin (transcript of records) et servent à attester la réussite de l'étudiant.
- ▶ Assistance par des « Buddies » (étudiants ou diplômés expérimentés qui vous aident ou vous accompagnent lors de vos premiers pas à l'université)

Une contribution aux frais de déplacement et au matériel pédagogique est fournie dans la mesure du possible.

<http://uniko.ac.at/> (Angebote an Universitäten für Flüchtlinge – Informationsblatt in arabischer und englischer Sprache – Offres proposées aux réfugiés dans les universités – fiche d'information disponible en arabe et en anglais)

Si vous avez une formation universitaire :

MORE-Perspectives met en relation les scientifiques et artistes réfugiés avec des personnes travaillant dans les universités autrichiennes. Des modules adaptés sont établis conjointement afin de représenter les domaines de connaissance et de travail des personnes ayant fui leur pays. Cette mesure vous permet de prendre contact avec d'autres universitaires et d'ouvrir de nouvelles perspectives à toutes les personnes impliquées.

MORE Perspectives est susceptible d'être intéressant pour vous lorsque :

- ▶ vous êtes réfugié en Autriche et si vous êtes demandeur d'asile, bénéficiaire du droit d'asile ou de la protection subsidiaire
- ▶ vous avez terminé une formation universitaire et avez travaillé en qualité de scientifique, de chercheur, d'artiste
- ▶ vous cherchez le contact avec des collègues de la même spécialisation
- ▶ vous êtes susceptible de partager vos connaissances sous forme d'ateliers, de séminaires, de présentations, etc.

<http://uniko.ac.at/projekte/more/perspectives/> (Informationen zu MORE-Perspectives – Informations relatives à MORE-Perspectives)

6.2 Points d'information pour les personnes ayant acquis leurs qualifications à l'étranger

Des points d'information (Anlaufstellen – AST) ont été créés à Vienne, Linz, Graz et Innsbruck pour fournir des renseignements sur la reconnaissance et l'évaluation de qualifications acquises à l'étranger. Dans les autres länder, des permanences hebdomadaires ont été mises en place.

Objectifs :

Des conseillers fournissent des informations gratuitement en plusieurs langues et vous accompagnent tout au long de la procédure de reconnaissance ou d'évaluation pour vous faciliter l'intégration au marché du travail en fonction de vos qualifications.

Groupe cible :

L'AST vous conseille lorsque vous avez acquis des qualifications formelles à l'étranger et avez des questions relatives à la reconnaissance ou à l'exploitation professionnelle de vos compétences. Pour cela, vous devez vivre en Autriche et avoir une déclaration de résidence (Meldezettel).

Les points d'information (Anlaufstellen) proposent :

- des conseils gratuits en matière de reconnaissance (en plusieurs langues)
- une clarification si une reconnaissance formelle est nécessaire/possible
- la fourniture de traductions assermentées de diplômes, bulletins et autres documents
- la transmission de diplômes/certificats à un service d'évaluation
- l'accompagnement tout au long de la procédure de reconnaissance si nécessaire
- des informations relatives aux possibilités de formations et de consultations complémentaires

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen> (AST in den Bundesländern – AST dans les länder)

Adresses :

Anlaufstelle Wien (AST Wien) (Point d'information Vienne)

Nordbahnstraße 36/bât. 1/3^e étage
1020 Vienne
ast.wien@migrant.at

Tél. 01 585 80 19

Anlaufstelle Niederösterreich und Nordburgenland (AST NÖ)

(Point d'information Basse-Autriche et Burgenland du nord)

Beratungszentrum für Migranten und Migrantinnen

(Centre de conseils pour migrants)
Nordbahnstraße 36/Stiege 1/3^e étage
1020 Vienne
ast.noel@migrant.at

Permanences St. Pölten (AMS St. Pölten)

Lundi et mercredi de 9 h à 15 h
Daniel-Gran-Straße 10/rez-de-chaussée/bureau E 0017
3100 St. Pölten
ast.noel@migrant.at

Tél. 01 997 28 51

Permanences Wiener Neustadt (AMS Wiener Neustadt)

Mercredi sur rendez-vous
Neunkirchner Straße 36
2700 Wiener Neustadt
ast.noel@migrant.at

Anlaufstelle Oberösterreich und Salzburg (AST OÖ – AST Salzburg)

(Point d'information Haute-Autriche et Salzbourg)

migrare – Centre pour migrants Haute-Autriche

Humboldtstraße 49/1^{er} étage
4020 Linz
ast.oberoesterreich@migration.at

Tél. 0732 93 16 03-0

Permanences Salzburg (AMS Salzburg)

Lundi et mercredi de 9 h à 15h30
Auerspergstraße 67/1^{er} étage/bureau 1.133
5020 Salzburg
ast.salzburg@migration.at

Adresses :

Anlaufstelle Steiermark, Kärnten und Südburgenland (AST Steiermark – AST Kärnten)
(Point d'information Styrie, Carinthie et Burgenland du sud)

ZEBRA – Interkulturelles Beratungs- und Therapiezentrum
(Centre interculturel de consultation et de thérapie)
Granatengasse 4/3^e étage
8020 Graz
ast.steiermark@zebra.or.at

Tél. 0316 83 56 30

Permanences Klagenfurt am Wörthersee
(AMS Landesgeschäftsstelle – bureau AMS régional)
Jeudi de 10h30 à 15h30
Rudolfsbahngürtel 40, 2^e étage/bureau 153
9021 Klagenfurt am Wörthersee
ast.kaernten@zebra.or.at

Anlaufstelle Tirol und Vorarlberg (AST Tirol – AST Vorarlberg)
(Point d'information Tyrol et Vorarlberg)

ZeMiT – Zentrum für Migrantinnen und Migranten in Tirol
(Centre pour migrants Tyrol)
Andreas-Hofer-Straße 46/1^{er} étage
6020 Innsbruck
ast.tirol@zemit.at

Tél. 0512 57 71 70

Permanences Feldkirch (AMS Feldkirch)
Lundi de 9 h à 15h30, jeudi sur rendez-vous
Reichsstraße 151, bureau 1022
6800 Feldkirch
ast.vorarlberg@zemit.at

Tél. 0660 43 696 54

6.3 Reconnaissance et évaluation de diplômes universitaires

Pour toute question relative à la reconnaissance de diplômes de l'enseignement supérieur obtenus à l'étranger, à l'évaluation de qualifications académiques étrangères, aux recommandations en matière de qualifications permettant d'accéder aux études supérieures et aux attestations de qualifications universitaires, veuillez vous adresser à ENIC NARIC ou au Service aux citoyens du Ministère fédéral de la science, de la recherche et de l'économie (Bürgerservice des Bundesministeriums für Wissenschaft, Forschung und Wirtschaft).

Service aux citoyens (Bürgerservice) : Reconnaissance de qualifications de l'enseignement supérieur : 0800 312 500 (renseignements également disponibles en anglais, les appels doivent être émis en Autriche)

<http://wissenschaft.bmwf.gv.at> (ENIC NARIC Austria)

<http://www.nostrifizierung.at/> (Anerkennung eines ausländischen Bildungsabschlusses durch die Universität – Reconnaissance d'un diplôme étranger par l'université)

Concernant l'évaluation de formations relative à l'exercice d'une profession, il est possible de poser des questions par courrier électronique sur le site <https://www.aais.at/> (également en anglais). L'évaluation académique de diplômes étrangers peut s'avérer très utile lors de la recherche d'un emploi et en cas de candidature et de présentation personnelle au Service Autrichien de l'Emploi (AMS).

6.4 Équivalence des formations professionnelles (diplômes de fin d'apprentissage)

Les qualifications professionnelles obtenues à l'école et/ou au travail au sens de la loi autrichienne sur la formation professionnelle (Berufsausbildungsgesetz BAG) sont considérées comme équivalentes à un diplôme de fin d'apprentissage autrichien. Il convient de faire une demande correspondante au **Ministère fédéral de la science, de la recherche et de l'économie** (Bundesministerium für Wissenschaft, Forschung und Wirtschaft (BMWFW)).

Le demande d'équivalence – dans la mesure où elle n'est pas rejetée – peut aboutir aux résultats suivants :

- équivalence totale (la formation professionnelle est équivalente à la formation professionnelle en Autriche)
- admission à la partie pratique de l'examen de fin d'apprentissage (vous devez prouver vos compétences et capacités professionnelles dans le cadre d'un examen pratique)
- admission à l'examen intégral extraordinaire de fin d'apprentissage (vous devez prouver vos compétences et capacités professionnelles dans le cadre d'un examen théorique et pratique)

Attention : Adressez-vous à votre conseiller AMS pour vous renseigner sur les mesures d'accompagnement en matière de reconnaissance de vos qualifications professionnelles acquises à l'étranger.

Pour en savoir plus :

<http://wissenschaft.bmwfw.gv.at> (Gleichhaltung einer ausländischen Lehrabschlussprüfung – Équivalence d'un certificat d'aptitude pratique obtenu à l'étranger)

6.5 Diplômes de fin d'études – reconnaissance et évaluation

La **reconnaissance** de bulletins scolaires et de diplômes du baccalauréat consiste à comparer les contenus des bulletins et diplômes présentés avec les programmes scolaires autrichiens actuels (attention aux divergences géographiques et aux décalages dans le temps !). Si les connaissances de certaines matières ou de certains programmes pédagogiques ne peuvent pas être suffisamment prouvées, l'intéressé doit passer des examens complémentaires. Seuls les différentes sections et départements du **Ministère fédéral de la formation** (Bundesministerium für Bildung (BMB)) sont habilités à reconnaître un bulletin/diplôme étranger.

Il est également possible de faire évaluer des bulletins/diplômes étrangers. L'**évaluation** doit permettre de faciliter l'appréciation de diplômes de fin d'études obtenus à l'étranger et d'établir la comparabilité avec un diplôme de fin d'études autrichien.

L'évaluation facilite avant tout la recherche d'un emploi.

<https://www.asbb.at/> (Bewertung der Schulabschlüsse – Évaluation des diplômes scolaires de fin d'études)

L'évaluation ne remplace pas la reconnaissance de qualifications donnant accès aux métiers réglementés ou à la reconnaissance de bulletins.

<https://www.bmb.gv.at/> (Ansprechpartner/innen für schulische Abschlüsse – Interlocuteurs en matière de diplômes scolaires de fin d'études)

Si vous avez perdu vos **bulletins/diplômes en fuyant votre pays d'origine**, veuillez vous adresser au ministère fédéral de la formation :

<https://www.bmb.gv.at/>

Compléments d'information :

<http://www.wegweiser.ac.at/> (Österreichische Universitäten und Fachhochschulen – Universités et hautes écoles spécialisées autrichiennes)

<http://wissenschaft.bmwfw.gv.at> (Studieren und Forschen in Österreich – Études et recherche en Autriche)

<http://www.nostrifizierung.at/> (spezielle Links zu Anerkennungsfragen – Liens spécifiques en matière de reconnaissance de diplômes/certificats)

http://media.anlaufstelle-erkennung.at/checkin_flyer.pdf (Check in plus – Spezielle Beratungsstelle für Menschen mit abgeschlossener mittlerer oder höherer Ausbildung, die beim AMS Wien gemeldet sind – Check in plus – point d'information spécialisé destiné aux personnes moyennement ou hautement qualifiées inscrites à l'AMS Vienne)

6.6. Reconnaissance de métiers

6.6.1 Enseignants

Si vous souhaitez obtenir des informations relatives à l'autorisation d'exercer un métier d'enseignant, veuillez vous adresser aux hautes écoles pédagogiques responsables du domaine de l'enseignement obligatoire ; si vous souhaitez enseigner dans une école secondaire d'enseignement général (allgemein bildende höhere Schule) ou un établissement de formation professionnelle (berufsbildende höhere Schule), il convient de s'adresser aux universités ou à ENIC NARIC Austria.

<http://www.studieren.at/paedagogische-hochschule-oesterreich> (Pädagogische Hochschulen in Österreich – Hautes écoles pédagogiques en Autriche)

<http://www.studieren.at/paedagogische-hochschule-oesterreich> (ENIC NARIC Austria)

<http://www.wegweiser.ac.at/> (Österreichische Universitäten und Fachhochschulen – Universités et hautes écoles spécialisées autrichiennes)

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez vous adresser au point d'information (AST) de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen>

6.6.2 Professions de santé

<http://www.bmg.gv.at/> (Anerkennung ausländischer Berufsqualifikationen – Reconnaissance de qualifications professionnelles établies à l'étranger)

<http://www.bmg.gv.at/> (Weitere Informationen zur Anerkennung ausländischer Berufsqualifikationen in Gesundheitsberufen A-Z – Informations complémentaires relatives à la reconnaissance de qualifications professionnelles dans le domaine de la santé de A à Z)

<https://www.bmgf.gv.at/> (Gesundheitsberufe in Österreich 2017 – Professions de santé en Autriche 2017)

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez vous adresser au point d'information (AST) de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen>

6.6.2.1 Médecins

<http://bmg.gv.at/> (weitere Informationen zur Anerkennung ausländischer Berufsqualifikationen in Gesundheitsberufen A-Z – Informations complémentaires relatives à la reconnaissance de qualifications professionnelles dans le domaine de la santé de A à Z)

<http://www.aerztekammer.at/> (Interessensvertretung der Ärztinnen/Ärzten in Österreich – Association représentant les intérêts des médecins en Autriche)

<https://www.bmgf.gv.at/> (Anerkennung einer ausländischen Berufsqualifikation als Arzt/Ärztin – Reconnaissance d'une qualification professionnelle de médecin établie à l'étranger)

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez vous adresser au point d'information (AST) de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen>

6.6.3 Avocats

<http://www.rechtsanwaelte.at/> (Interessensvertretung der Rechtsanwälte/innen in Österreich – Association représentant les intérêts des avocats en Autriche)

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez vous adresser au point d'information (AST) de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen>

6.6.4 Architectes – ingénieurs du bâtiment – ingénieurs conseils

<http://www.arching.at/baik/> (Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten – Chambre fédérale des architectes et ingénieurs conseils)

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez vous adresser au point d'information (AST) de votre land :

<http://www.anlaufstelle-erkennung.at/anlaufstellen>

7. FISCALITÉ

7.1 Impôts et imposition des salariés

Toute personne vivant en Autriche paie des impôts.

Les impôts collectés permettent de construire des routes et des hôpitaux, de payer les retraites et les prestations sociales, de construire des écoles et des universités, de financer l'administration, l'ordre public et la sécurité (p. ex. la police, les tribunaux, les pompiers) et de rembourser les dettes de l'État. L'Office central des statistiques publie chaque année comment l'Autriche a dépensé l'argent des contribuables : <http://www.statistik.at/>

Que vous soyez salarié ou travailleur indépendant, vous payez l'impôt sur le revenu.

Les règlements varient en fonction de votre statut (employé dans une entreprise ou travailleur indépendant).

Assujettissement aux impôts des salariés :

- En Autriche, les salariés ne doivent pas s'acquitter eux-mêmes de leur impôt sur le revenu. L'employeur retient l'impôt sur le salaire brut du salarié (impôt sur le salaire) et le reverse au service des impôts.

Les salariés ont la possibilité de se faire rembourser l'impôt sur le salaire payé en trop en faisant une demande correspondante (**Arbeitnehmerveranlagung** (peréquation fiscale)) auprès du service des impôts. À partir de l'année d'imposition 2016, la **peréquation fiscale est automatique** (antragslose Arbeitnehmerveranlagung) si le montant des fiches de salaire permet de déduire que les revenus de la personne imposable donnent lieu à un crédit d'impôt. Dans ce cas, l'impôt sur le salaire trop perçu est automatiquement remboursé à la personne imposable, c'est-à-dire que cette dernière n'a plus besoin de faire une demande. La peréquation fiscale automatique est soumise à certaines conditions, p. ex. l'intéressé ne doit pas bénéficier d'autres revenus.

- **Assujettissement aux impôts des travailleurs indépendants (Nouveaux travailleurs indépendants, loueurs d'ouvrage et travailleurs indépendants avec licence commerciale) :**

Les travailleurs indépendants sont tenus de payer l'impôt sur le revenu eux-mêmes.

L'assujettissement aux impôts dépend du revenu annuel imposable. Si celui-ci est supérieur à 11 000 €, les revenus sont imposables.

Si vous vous mettez à votre compte pour la première fois, il convient de demander un numéro d'identification fiscale à l'administration fiscale.

L'année suivant votre début d'activité, vous devez déposer pour la première fois une déclaration d'impôt sur le revenu auprès du centre des impôts compétent.

- **Assujettissement aux impôts des employés à contrat de travail libre :**

Les cotisations sociales d'employés à contrat de travail libre sont retenues par les employeurs, en revanche les impôts sont acquittés par les employés à contrat de travail libre.

Une distinction est faite entre le salaire brut et le salaire net. Le salaire net est le revenu qui reste après déduction des impôts et des cotisations sociales. En d'autres termes : le salaire net est le montant qui est viré sur votre compte.

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Steuer & Einkommen – Impôts et revenus)

Qui est imposable ?

- les salariés et retraités dont le revenu annuel imposable est supérieur à 12 000 €. Les impôts sont acquittés par les employeurs ou l'assurance retraite.
- les travailleurs indépendants dont le bénéfice annuel est supérieur à 11 000 €.

Dans les cas suivants, il convient de déposer une déclaration d'impôt auprès de l'administration fiscale (sans y avoir été invité par cette dernière) :

Lorsque vos revenus provenant d'une activité salariée excèdent 12 000 €, vous êtes tenu de déclarer vos revenus ou de faire une déclaration relative à l'imposition des salariés,

- ▶ si des revenus complémentaires à ceux imposés à la source ont été perçus (par exemple issus de contrats d'ouvrage ou de revenus locatifs) et dont le total dépasse 730 €. Il convient de faire une déclaration d'impôt sur le revenu (formulaires E 1, E 1a).

Date limite : le 30 avril de l'année suivante, soit le 30 juin de l'année suivante

- ▶ si, durant l'année civile, vous avez perçu, au moins sur une période temporaire, deux ou plusieurs sources de revenus en même temps qui n'ont pas été imposés ensemble lors de la retenue à la source sur votre salaire (par exemple une retraite d'entreprise et une retraite du régime général (ASVG)), il convient de remplir une déclaration relative à l'imposition du salarié (formulaire L 1).

Date limite : le 30 septembre de l'année suivante

- ▶ si votre revenu ne comprend pas de rentrées d'argent assujetties à l'impôt sur le salaire et que votre revenu est supérieur à 11 000 € par an, il convient de faire une déclaration d'impôt (formulaires E 1, E 1a).

Date limite : le 30 avril de l'année suivante, soit le 30 juin de l'année suivante, à condition que la déclaration soit effectuée en ligne

- ▶ si vous avez perçu des revenus d'un travail salarié et que la retenue fiscale sur le salaire n'est pas encore intervenue (par exemple en cas de retraites provenant de l'étranger).

Date limite : le 30 avril de l'année suivante, soit le 30 juin de l'année suivante, à condition que la déclaration soit effectuée en ligne

Lorsque vous percevez des revenus en tant qu'employé à contrat de travail libre et n'avez pas encore de numéro d'identification fiscale, vous devez vous manifester dans un délai d'un mois auprès du centre des impôts compétent. Selon la réglementation fiscale, les employés à contrat de travail libre sont considérés comme des travailleurs indépendants. C'est pourquoi l'employeur ne retient pas d'impôts sur les revenus des employés à contrat de travail libre, c'est le centre des impôts qui envoie l'avis d'imposition ultérieurement. Vous recevez le formulaire correspondant (E 1 et E 1a) par courrier. Même si vous n'êtes pas imposable en raison d'un faible revenu, il convient dans tous les cas de remplir et de renvoyer le formulaire relatif à la déclaration des revenus.

Date limite : le 30 avril de l'année suivante, soit le 30 juin de l'année suivante, à condition que la déclaration soit effectuée en ligne

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Freie Dienstnehmer/innen – Employés à contrat de travail libre)

Pour calculer votre revenu net personnel et le droit éventuel aux allocations familiales, il convient d'utiliser le calculateur brut-net ainsi que le calculateur des allocations familiales de la Chambre des Travailleurs Vienne (Arbeiterkammer Wien).

Pour en savoir plus :

<http://bruttonetto.arbeiterkammer.at/> (Online Brutto-Netto-Rechner – Calculateur en ligne brut-net)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Pendlerpauschale – Forfait déplacements domicile-travail)

<https://www.bmf.gv.at/> (Einkommensteuer für Einkünfte aus einem freien Dienstvertrag oder Werkvertrag – Impôt sur les revenus générés par un contrat de travail libre/contrat d'ouvrage)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Steuertipps – Conseils fiscaux)

<https://www.usp.gv.at/> (Einkommensteuer – Impôt sur le revenu)

<https://www.bmf.gv.at/> (Das Steuerbuch 2017 – Le livre fiscal 2017)
<https://service.bmf.gv.at/service/anwend/behoerden/> (Wohnsitzfinanzämter – Administration fiscale du lieu de résidence)
<http://www.help.gv.at/> (Arbeitnehmerveranlagung – Peréquation fiscale)

Les travailleurs indépendants paient entre autres les impôts suivants :

- ▶ **La taxe sur le chiffre d'affaires** : En règle générale, vous pouvez partir du principe que les prestations fournies à vos clients sont assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires. La notion de prestation de la taxe sur le chiffre d'affaires (loi sur la taxe sur le chiffre d'affaires (UStG) de 1994 comprend tant la fourniture de marchandises que celle de prestations de services. Le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires varie entre 10% et 20%. Si votre chiffre d'affaires annuel est inférieur à 30 000 €, vous êtes exonéré de la taxe sur le chiffre d'affaires.
- ▶ **Impôt sur les sociétés** : Lorsqu'un entrepreneur choisit de créer une personne morale comme p. ex. une société à responsabilité limitée (Sàrl) ou une société anonyme (SA) pour exercer son activité, il est assujetti à l'impôt sur les sociétés. Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élève à 25%.
- ▶ **Taxe communale** : Les entrepreneurs paient la taxe communale à la commune où l'entreprise a son siège. À Vienne, les entreprises sont assujetties non seulement à la taxe communale mais aussi à la taxe employeur (Dienstgeberabgabe).
- ▶ **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – un cas particulier** : Lorsque vous achetez un produit (p. ex. des aliments et des boissons) ou une prestation de service (p. ex. vous faites appel à un électricien pour raccorder votre cuisinière électrique ou vous allez manger dans un restaurant), vous payez automatiquement la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée varie entre 10% et 20%. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée est indiqué sur toute facture ou tout ticket de caisse (facture du supermarché).

Pour en savoir plus :

<https://www.bmf.gv.at/> (Steuern und Abgaben von A-Z – Impôts et taxes de A à Z)
<https://www.usp.gv.at/> (Steuersätze der Umsatzsteuer – Taux de la taxe sur le chiffre d'affaires)
<https://www.usp.gv.at/> (Körperschaftssteuer – Impôt sur les sociétés)

Renseignements :

Service aux citoyens du ministère fédéral des finances (Bundesministerium für Finanzen : Tél. 050233 765 (tarif local).	Bundesministerium für Finanzen (Ministère fédéral des finances) Johannesgasse 5 1010 Vienne Tél. 01 514 33-0 https://www.bmf.gv.at/
---	---

8. SÉCURITÉ SOCIALE

Toute personne vivant en Autriche a normalement une **assurance maladie**. Cela signifie que vous ne payez pas les consultations médicales (médecin ou hôpital) de votre poche, car ces frais sont pris en charge par la République d'Autriche par le biais de l'assurance maladie. De même, les **demandeurs d'asile** bénéficiant d'une aide financière par le biais de la couverture des besoins de base ont une assurance maladie.

À partir de la reconnaissance du statut d'asile, les **bénéficiaires du droit d'asile** bénéficient pendant quatre mois de la couverture des besoins de base. Pendant cette période, ils sont couverts par l'assurance maladie.

Les bénéficiaires du droit d'asile qui n'ont pas d'activité professionnelle salariée ou indépendante au bout de ces quatre mois peuvent, dans certains länder, bénéficier de la **Garantie minimum en fonction des besoins** (bedarforientierte Mindestsicherung) (voir chapitre 8.5) et sont donc couverts par l'assurance maladie.

Les **bénéficiaires de la protection subsidiaire** sans activité professionnelle salariée ou indépendante peuvent continuer de toucher la couverture des besoins de base et restent donc couverts par l'assurance maladie.

Les enfants mineurs sont également assurés.

Si vous allez chez le médecin, vous devez présenter votre **e-card** ou l'**attestation d'assurance maladie pour personnes bénéficiant de la couverture des besoins de base** (Krankenversicherungsbeleg) pour bénéficier dans la plupart des cas de soins gratuits, à condition que votre médecin/dentiste/hôpital ait signé une convention avec l'assurance sociale.

Si vous consultez un **médecin privé** ou vous faites soigner dans un établissement hospitalier privé n'ayant pas signé de convention avec l'assurance sociale, vous devez payer les frais vous-mêmes.

Si vous travaillez en Autriche en tant que salarié ou travailleur indépendant, vous bénéficiez aussi de la sécurité sociale, c'est-à-dire que vous êtes **couvert par l'assurance maladie, l'assurance accidents, l'assurance chômage et l'assurance retraite**.

En Autriche, les salariés et employés à contrat de travail libre dont le revenu dépasse le seuil d'un emploi de faible importance (425,70 € par mois en 2017) sont affiliés à toutes les parties de l'assurance sociale.

Attention : Les **personnes occupant un emploi de faible importance** et les étudiants ne sont affiliés qu'à une partie de l'assurance sociale (l'assurance accidents). Les personnes occupant un emploi de faible importance peuvent souscrire une **assurance maladie et une assurance retraite volontaires**. Les cotisations de l'assurance maladie et l'assurance retraite sont à leur charge.

Les employeurs sont responsables de **déclarer** leurs salariés à la caisse de sécurité sociale. Toute personne déclarée à la caisse de sécurité sociale et chaque membre de la famille se voit attribuer un numéro d'assuré social et une carte d'assurance sociale (« **e-card** »).

L'employeur veille à ce que les cotisations patronale et salariale soient versées aux assurances sociales compétentes. Cela signifie que non seulement votre patron verse des cotisations à l'assurance sociale (cotisations patronales), mais que vous payez également une partie des cotisations (cotisations salariales) à l'assurance sociale.

Le montant de la cotisation devant être versé à la sécurité sociale dépend d'une part du montant de votre salaire brut (= revenu), d'autre part de votre statut (ouvrier, employé ou apprenti). Le taux de cotisation déductible mensuellement de votre revenu est fixé par la loi.

Attention : Votre employeur est tenu de vous déclarer à l'assurance sociale dès le premier jour de travail. Normalement, votre employeur ou la caisse maladie vous fait parvenir une attestation (voir chapitre 5.5).

Les **travailleurs indépendants** possédant une licence, les Nouveaux travailleurs indépendants et les loueurs d'ouvrage sont tenus de s'acquitter eux-mêmes des cotisations de l'assurance sociale.

Pour en savoir plus :

<http://www.sozialversicherung.at> (Österreichische Sozialversicherungsanstalt – Caisse d'assurance sociale autrichienne)

<https://www.sozialversicherung.at/> (Beitrags- und leistungsrechtliche Werte 2017 – Montants des cotisations et prestations 2017)

<https://www.sozialversicherung.at/> (Grundsätzliche Informationen zur Sozialversicherung in englischer Sprache – Informations de base relatives à l'assurance sociale en anglais)

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Infomodule in Wien zum Thema Soziales in den Erstsprachen: farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs aux affaires sociales disponibles dans les langues origine farsi/dari, arabe)

Prestations de la sécurité sociale :

- ▶ **Assurance maladie :** les frais des **prestations en nature** suivantes sont pris en charge : soins/traitements médicaux, séjours hospitaliers, examens médicaux préventifs, examens prénataux, accouchements, suivis postnataux de la mère et du nouveau-né, soins à domicile, soins dentaires (en partie), rééducations, etc. Dans certaines conditions, les membres de famille sont coassurés gratuitement.
- ▶ Dans certains cas, des **indemnités** sont versées : indemnité journalière, indemnité de maternité, allocation parentale d'éducation, etc.
- ▶ **Assurance accidents :** couverture des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et de leurs conséquences, par exemple l'invalidité et l'incapacité de travail, etc.
- ▶ **Assurance retraite :** prestations versées aux personnes qui ne sont plus obligées de travailler en raison de leur âge (retraite). Il existe d'autres formes de pension comme par exemple la pension d'invalidité professionnelle.
- ▶ **Assurance chômage :** prestations en cas de chômage, etc. (par exemple allocations chômage, aide d'urgence)

Compétences :

- Les **caisses maladie** (p. ex. Wiener Gebietskrankenkasse, Vorarlberger Gebietskrankenkasse, etc.) sont responsables de l'**assurance maladie**. La compétence de la caisse d'assurance maladie est définie en fonction du domicile et de l'activité professionnelle. Vous ne pouvez pas choisir librement votre caisse maladie.
- La **caisse d'assurance accident** (Unfallversicherungsanstalt – AUVA) est responsable de l'**assurance accidents**.
- La gestion des **prestations d'assurance chômage** incombe au **Service Autrichien de l'Emploi** (Arbeitsmarktservice). Vous et votre employeur cotisez à l'assurance chômage, et si vous devenez chômeur, vous bénéficiez des prestations de cette assurance (p. ex. indemnités de chômage).
- La **caisse d'assurance retraite** (Pensionsversicherungsanstalt – PVA) est responsable de l'**assurance retraite**. Si votre employeur a versé des cotisations à l'assurance retraite, vous avez droit à une retraite lorsque vous avez atteint l'âge de la retraite.

Les **travailleurs indépendants** sont assurés par la **Caisse d'assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce** (SVA) sur l'ensemble du territoire autrichien.

Pour en savoir plus :

<http://www.sozialversicherung.at> (Österreichische Sozialversicherungsanstalt – Caisse d'assurance sociale autrichienne)

<http://www.help.gv.at/> (Versicherungsmöglichkeiten – beitragsfreie Mitversicherung in der Krankenversicherung – Assurances possibles – coassurance gratuite au niveau de l'assurance maladie)

<http://www.ams.at/> (Arbeitslosengeld etc. – Allocation chômage, etc.)

<https://www.help.gv.at/> (Maßnahmen und Leistungen bei einem Arbeitsunfall – Mesures et prestations en cas d'accident de travail)

<http://www.pensionsversicherung.at/> (Pensionsversicherung – Assurance retraite)

<https://www.sozialversicherung.at/> (Links zu Krankenkassen, Unfallversicherung und Pensionsversicherung unter **SV-Träger** am Ende der Seite – Liens vers les caisses maladie, l'assurance accident et l'assurance retraite sous le menu **SV-Träger** (institutions d'assurance))

8.1 Assurance maladie

8.1.1 Consultation médicale

Si vous êtes malade, adressez-vous à un médecin généraliste près de chez vous. Les médecins généralistes sont les premiers interlocuteurs pour toutes les questions en matière de santé : ils effectuent des auscultations générales, mais sont également en mesure de faire des prises de sang simples, des examens cardiaques (ECG), des soins physiothérapeutiques, etc.

De façon générale, vous n'avez pas besoin de convenir d'un rendez-vous pour consulter un médecin généraliste, mais parfois vous devez patienter dans la salle d'attente.

Si vous souhaitez consulter un spécialiste ou un dentiste, vous devez prendre rendez-vous pendant les heures d'ouverture du cabinet.

Il est souvent difficile d'obtenir un rendez-vous chez un spécialiste, les délais d'attente d'un mois sont fréquents. En cas d'urgence, il convient de se rendre aux urgences à l'hôpital, mais dans la plupart des cas, il est nécessaire de prendre rendez-vous. En général, vous devez également compter avec un délai d'attente aux services des urgences.

Avant la première consultation d'un médecin, veuillez vous renseigner s'il s'agit d'un médecin privé ou d'un médecin conventionné par la caisse maladie, sur les heures de consultation et assurez-vous que le médecin accepte de nouveaux patients. Nous vous recommandons de vous renseigner sur les heures de consultation lorsque vous prenez rendez-vous (par téléphone ou personnellement).

N'oubliez pas d'amener votre carte d'assuré social (e-card), il convient de la présenter à chaque consultation médicale, qu'il s'agisse d'un médecin de ville ou d'un hôpital. Sur l'**e-card** sont mémorisées les informations personnelles de l'assuré (nom, numéro d'assuré, etc.). Lorsque le médecin vous adresse à un spécialiste, il convient de présenter en plus de l'e-card une **ordonnance** (Überweisungsschein ou Zuweisungsschein) établie par votre médecin généraliste.

Dès l'affiliation à la caisse maladie de votre caisse d'assurance maladie, l'e-card pour vous et les membres de votre famille vous est envoyée **dans un délai de 15 jours**. Le verso de l'e-card correspond à la **Carte Européenne d'Assurance Maladie**. Cette carte donne droit à une prise en charge médicale gratuite dans les pays membres de l'Union Européenne.

Attention : La plupart des médecins parlent anglais; en cas de besoin, veuillez vous faire accompagner par un **adulte** de confiance pour vous servir d'interprète.

Veillez consulter le site de l'Ordre des médecins autrichien (österreichische Ärztekammer) ou de l'Ordre des médecins de votre land pour chercher un **médecin en fonction du lieu géographique, de la spécialité, du sexe, des horaires et des connaissances linguistiques**.

Vous trouvez les adresses des médecins également dans l'annuaire. Dans les petites communes, vous pouvez également demander l'adresse d'un médecin à la mairie ou dans une pharmacie.

<http://www.praxisplan.at/> (Arztsuche in Wien – Recherche d'un médecin à Vienne)

<https://sso.arztnoe.at/> (Arztsuche in Niederösterreich – Recherche d'un médecin en Basse-Autriche)

<http://www.aekbgld.at/> (Arztsuche im Burgenland – Recherche d'un médecin au Burgenland)

<http://www.aekkttn.at/> (Arztsuche in Kärnten – Recherche d'un médecin en Carinthie)

<http://www.aekooe.at/> (Arztsuche in Oberösterreich – Recherche d'un médecin en Haute-Autriche)

<http://www.aeksbg.at/> (Arztsuche in Salzburg – Recherche d'un médecin dans le land Salzbourg)

<https://www.aekstmk.or.at/> (Arztsuche in der Steiermark – Recherche d'un médecin en Styrie)

<http://www.aektirol.at/> (Arztsuche in Tirol – Recherche d'un médecin au Tyrol)

<http://www.medicus-online.at/> (Arztsuche in Vorarlberg – Recherche d'un médecin au Vorarlberg)

<http://www.zahnaerztekammer.at/> (Recherche d'un dentiste)

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Infomodule in Wien zum Thema Gesundheit in den Erstsprachen: farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs à la santé disponibles dans les langues farsi/dari, arabe)

8.1.2 Urgences

Si vous avez besoin d'un médecin en dehors des heures de consultation, vous pouvez vous adresser au service médical d'urgence (Ärztendienst).

En cas d'urgence, veuillez composer le numéro de téléphone **141** (du lundi au vendredi de 19 h à 7 h, samedi, dimanche et jours fériés toute la journée) pour joindre le **service d'urgence médical**. Presque tous les médecins urgentistes parlent anglais.

En **cas d'urgence extrême**, veuillez appeler l'ambulance en composant le **144** (voir chapitre 3.3 Numéros d'appel d'urgence). S'il s'agit d'un cas d'urgence, l'ambulance vous transportera gratuitement à l'hôpital le plus proche.

Services du week-end :

Pour savoir quels médecins et dentistes sont de garde pendant le week-end ou les jours fériés, veuillez vous adresser à votre mairie, à une pharmacie, consulter les quotidiens (p. ex. Krone, Kurier) et les sites web de l'Ordre des médecins (lien « Notdienste » (services d'urgence)).

Pour en savoir plus :

<http://www.aerztekammer.at/> (Notdienste – Services d'urgence)

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Infomodule in Wien zum Thema Gesundheit in den Erstsprachen: farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs à la santé disponibles dans les langues farsi/dari, arabe)

8.1.3 Hospitalisation

Les soins stationnaires dans un hôpital public sont en général gratuits à condition d'être assuré, mais vous devez payer un forfait entre 10 et 20 € par jour passé à l'hôpital. Le montant dépend du land. Si vous êtes hospitalisé plus de 28 jours au cours d'une année calendaire, vous serez exonéré du paiement de ce forfait à partir du 29^e jour (dans certains cas même avant). Aucun forfait n'est facturé en cas d'accouchement.

8.1.4 Coassurance des membres de famille

Les **membres de famille** (conjoint, enfants, etc.) peuvent bénéficier d'une coassurance si vous avez une activité professionnelle en tant que salarié ou travailleur indépendant, à condition que leur lieu de résidence soit en Autriche. Les enfants sont pris en charge par l'assurance jusqu'à l'âge de 18 ans révolus. La prise en charge (coassurance) de conjoints/concubins avec des enfants est gratuite. Pour la prise en charge des conjoints/concubins sans enfants, il convient de verser une **cotisation supplémentaire** (3,4% de l'assiette de calcul du revenu de l'assuré). Il existe cependant des exceptions.

Si vous souhaitez **coassurer les membres de votre famille**, vous devez en informer votre employeur.

<http://www.sozialversicherung.at/> (Online-Ratgeber Mitversicherung von Angehörigen – Conseils en ligne relatifs à la coassurance de membres de la famille)

<http://svagw.at/> (Versicherungsschutz: Angehörige von Selbstständigen – Couverture d'assurance : membres de famille de travailleurs indépendants)

8.1.5 Médicaments

Les **médicaments** prescrits sont délivrés dans les pharmacies moyennant paiement d'un **forfait d'ordonnance** de 5,85 € (2017). Les dépenses pour les médicaments ne doivent pas dépasser 2 % du revenu net annuel des patients. Si les coûts des médicaments dépassent ce montant, le patient est automatiquement **exonéré du forfait d'ordonnance**. Les personnes ayant un faible revenu peuvent être dispensées du forfait d'ordonnance sur demande. En cas d'exonération, les médicaments prescrits peuvent être retirés gratuitement en pharmacie. Vous pouvez vous procurer des médicaments dans les **pharmacies**, les pharmacies d'hôpital et parfois chez un médecin généraliste.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Leistungen der gesetzlichen Krankenversicherung – Prestations de l'assurance maladie obligatoire)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Befreiung von der Rezeptgebühr – Exonération du forfait d'ordonnance)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Rezeptgebühren-Deckelung – Plafonnement en matière de forfaits d'ordonnance)

8.1.6 Indemnités journalières

Si vous êtes salarié et souffrez d'une maladie de longue durée, le salaire vous est intégralement versé dans un premier temps (**maintien de la rémunération** – Entgeltfortzahlung), par la suite vous ne touchez plus que la moitié de votre salaire. Malgré votre maladie, le paiement de votre salaire sera assuré par votre employeur pendant une période déterminée ; la longueur de cette période dépend de votre ancienneté dans l'entreprise et de votre statut (employé ou ouvrier). Par la suite, la caisse maladie compétente vous versera des **indemnités journalières** (Krankengeld). Le montant des indemnités dépend de votre salaire brut et de la longueur de votre incapacité de travail. En principe, les indemnités journalières sont versées pendant une durée de 26 semaines, mais celle-ci peut être prolongée à 78 semaines maximum (en fonction de la caisse maladie).

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Krankengeld – Indemnités journalières)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Geld bei Krankheit – Indemnités en cas de maladie)

8.2 Assurance accidents

En cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle, vous avez droit aux **prestations de l'assurance accidents**.

Il s'agit, par exemple, de traitements curatifs en cas d'accident, de séances de rééducation, mais aussi de prestations en cas de décès (par exemple une pension de réversion), ainsi que de prestations de type prévention.

Attention : Si vous avez un accident de travail, vous devez en informer votre employeur sans délai ou dès que possible. Votre employeur est tenu de signaler votre accident de travail à l'assurance accidents !

Pour en savoir plus :

<http://www.auva.at> (Soziale Unfallversicherung – Assurance sociale accidents)

<https://www.help.gv.at/> (Unfallversicherungen – Assurance accidents)

Adresse :

Allgemeine Unfallversicherungsanstalt – AUVA – Hauptstelle

Adalbert Stifter Str. 65

1200 Vienne

Tél. 05 9393-0

<http://www.auva.at>

8.3 Assurance retraite

En Autriche, l'âge de la retraite est actuellement atteint à l'âge de 60 ans pour les femmes et à l'âge de 65 ans pour les hommes. Vous touchez une retraite (= prestations mensuelles sans devoir travailler) à condition d'avoir cotisé pendant au moins 15 ans à une assurance retraite.

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (Pension – Retraite)

<https://www.arbeiterkammer.at/> (Pension – Retraite)

Adresse :

Pensionsversicherungsanstalt

Friedrich-Hillegeist-Straße 1

1021 Vienne

Tél. 050303

<http://www.pensionsversicherung.at>

8.4 Assurance chômage

8.4.1 Prestations financières

En principe, les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire peuvent toucher des prestations de l'assurance chômage, à condition de remplir les conditions requises.

En Autriche, le Service Autrichien pour l'Emploi (AMS) verse les prestations de l'assurance chômage (p. ex. l'allocation chômage, l'aide d'urgence).

Les prestations de l'assurance chômage sont, p. ex., allouées aux personnes ayant perdu leur travail pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins.

Vous avez droit aux **indemnités de chômage** si vous êtes apte au travail, à disposition de l'agence pour l'emploi et prêt à travailler, et à condition d'avoir déjà cotisé à l'assurance chômage dans le cadre d'un emploi.

Vous pouvez prétendre la **première fois** aux prestations de l'assurance chômage à condition d'avoir travaillé et cotisé à l'assurance chômage pendant

- 52 semaines au cours des deux dernières années.

Si vous souhaitez **bénéficier des indemnités de chômage pendant plus longtemps**, vous devez

- pouvoir justifier d'un emploi et de cotisations à l'assurance chômage pendant 28 semaines au cours de l'année précédant votre demande.

Si vous êtes âgé de **25 ans** ou moins, vous pouvez prétendre aux indemnités de chômage à condition d'avoir travaillé et cotisé à l'assurance chômage pendant 26 semaines au cours des 12 derniers mois.

Si vous ne vous êtes pas inscrit à l'AMS en tant que demandeur d'emploi **avant le début de votre chômage**, vous devez prendre contact avec votre conseiller AMS **dès le premier jour de chômage**. Si vous vous êtes inscrit à l'AMS en tant que demandeur d'emploi avant le début de votre chômage, vous avez dix jours pour prendre personnellement contact avec votre conseiller AMS.

Si vous disposez d'un **compte eAMS** (eAMS-Konto), vous pouvez demander les indemnités de chômage par voie électronique via votre compte eAMS. Consultez votre compte eAMS pour trouver des informations précises relatives à la marche à suivre et aux conditions à prendre en compte (voir chapitre 4.1.1).

Pour en savoir plus :

<http://www.ams.at/> (Leistungen des AMS – Prestations AMS)

<http://www.ams.at/> (Public Employment Austria – Benefits)

<http://www.ams.at/> (Infos zum eAMS-Personenkonto – Informations relatives au compte eAMS)

8.5 Garantie minimum en fonction des besoins

La **Garantie minimum en fonction des besoins** (Bedarfsorientierte Mindestsicherung (BMS)) est destinée aux personnes dont les moyens financiers sont insuffisants pour couvrir leurs besoins et ceux des membres de leurs familles.

Les **bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire** qui ne disposent pas de leur propre revenu provenant d'une activité professionnelle ou dont le revenu est inférieur au montant de la Garantie minimum y ont droit dans certaines conditions.

Attention : Renseignez-vous auprès d'un point conseils près de chez vous (vous trouverez les adresses au chapitre 3.4) pour savoir si vous pouvez demander la BMS et quel montant vous sera versé. Le versement de la BMS et le montant varient en fonction du land.

Vous pouvez également obtenir des renseignements par téléphone en appelant le « numéro de téléphone social » (Sozialtelefon) du Ministère du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs (Bundesministerium für Arbeit, Soziales und Konsumentenschutz (BMASK)) au 0800 20 16 11 (du lundi au vendredi de 8 à 16 heures, informations fournies en allemand et en anglais).

Il convient de demander la BMS auprès de l'administration de votre arrondissement (Bezirksverwaltungsbehörde). Cette dernière décidera également si la Garantie minimum en fonction des besoins (BMS) vous sera accordée.

Faire la demande :

Il convient de faire la demande auprès de l'**autorité d'arrondissement** (Bezirkshauptmannschaft) ou de la **mairie d'arrondissement** (Magistrat) compétente, auprès de la MA 40 si vous habitez à Vienne ou au centre social de votre arrondissement.

Attention : Dans certains cas, vous pouvez également prétendre à des prestations supplémentaires (financières ou en nature), par exemple pour financer une caution ou une provision lors de la location d'un appartement ou pour l'achat de meubles (aide accordée dans certaines situations difficiles). En revanche, tous les länder n'accordent pas ce type d'aide aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire. Renseignez-vous auprès de votre assistant social ou directement auprès de l'autorité administrative de l'arrondissement ou de la mairie d'arrondissement.

Les bénéficiaires de la Garantie minimum en fonction des besoins aptes au travail sont signalés au service de l'emploi (AMS) pour leur permettre de chercher un emploi.

Certaines personnes sont dispensées de la recherche d'un emploi auprès de l'AMS :

- ▶ les personnes ayant atteint l'âge légal de la retraite (60 ans pour les femmes, 65 ans pour les hommes)
- ▶ les personnes qui ont la garde d'un enfant de moins de trois ans et n'ont personne pour les remplacer pendant qu'elles vont travailler
- ▶ les personnes ayant commencé une formation avant l'âge de 18 ans
- ▶ les personnes qui s'occupent d'un enfant gravement malade
- ▶ les personnes qui s'occupent majoritairement d'une personne dépendante de leur famille (à partir du niveau de soins 3)

Les bénéficiaires de la Garantie minimum BMS **sans assurance maladie** sont affiliés à l'assurance maladie obligatoire par les länder. En tant que bénéficiaire de la Garantie minimum en fonction des besoins, vous êtes couvert par l'assurance maladie et recevez une e-card.

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (Mindestsichernde Leistungen, Beratung und Betreuung – Prestations de la Garantie minimum, conseils et prise en charge)

<https://www.sozialministerium.at> (Bedarfsorientierte Mindestsicherung – Garantie minimum en fonction des besoins)

<http://www.ams.at/> (Bedarfsorientierte Mindestsicherung – Garantie minimum en fonction des besoins)

<http://www.noel.gv.at/> (Niederösterreich – Basse-Autriche)

<http://www.burgenland.gv.at/> (Burgenland)

<https://www.wien.gv.at/> (Wien – Vienne)

<https://www.land-oberoesterreich.gv.at/> (Oberösterreich – Haute-Autriche)

<http://www.mindestsicherung-salzburg.at/> (Salzburg – Salzbourg)

<http://www.sozialhilfetirol.at/> (Tirol – Tyrol)

<http://www.mindestsicherungvorarlberg.at/> (Vorarlberg)

<http://www.ktn.gv.at/> (Kärnten – Carinthie)

<http://www.soziales.steiermark.at/> (Steiermark – Styrie)

9. VIVRE AVEC DES ENFANTS

9.1 Protection de la maternité

9.1.1 Employées/apprenties et femmes occupant un emploi de faible importance

Les femmes enceintes ont droit à un **congé maternité** qui débute en général huit semaines avant l'accouchement et se termine huit semaines après l'accouchement. Pendant cette période, il leur est strictement interdit de travailler pour protéger la mère et l'enfant contre toute influence nocive éventuelle émanant de leur environnement professionnel.

Pendant la période de protection légale, le contrat de travail d'une femme salariée reste inchangé, c'est-à-dire que leur emploi est maintenu.

Dès confirmation de l'état de grossesse, il convient d'en informer immédiatement l'employeur. À partir du moment où la grossesse a été déclarée, la salariée bénéficie d'une **protection contre tout licenciement/renvoi**.

Pendant la protection de la maternité (Mutterschutz) et la période qui suit, un **licenciement** ou un renvoi n'est possible que dans certains **cas particuliers** (p. ex. fermeture de l'entreprise) et doit faire l'objet d'un accord du tribunal.

Pendant le congé maternité (Mutterschutz), les employées et ouvrières perçoivent une **indemnité de maternité** (Wochengeld) à condition de remplir certaines conditions. Le montant de l'indemnité de maternité est calculé sur la base du salaire moyen net des trois derniers mois calendaires entiers avant le début de la période de protection légale, des primes exceptionnelles sont accordées en sus. Les femmes occupant un **emploi de faible importance** ont également droit à une indemnité de maternité si elles ont souscrit une assurance volontaire. Dans ce cas, l'indemnité de maternité s'élève à 8,98 € par jour (2017).

Les renseignements relatifs au montant de l'indemnité de maternité sont fournis par la caisse d'assurance maladie compétente.

Administration compétente :

Caisse d'assurance maladie

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (Geburt – Naissance)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Wochengeld – Indemnité de maternité)

9.1.2 Employées à contrat de travail libre

Les employées à contrat de travail libre perçoivent une indemnité de maternité en fonction de leur revenu. Depuis le 1^{er} janvier 2016, ces femmes ont également droit à une dispense de travail (huit semaines avant et après l'accouchement) et n'ont donc pas le droit de travailler pendant cette période. Les renseignements relatifs au montant de l'indemnité de maternité sont fournis par la caisse d'assurance maladie compétente.

Administration compétente :

Caisse d'assurance maladie

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Vor der Geburt – Avant la naissance)

<https://www.help.gv.at/> (Wochengeld – Indemnité de maternité)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Wochengeld – Indemnité de maternité)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Broschüre: Freier Dienstvertrag –

Brochure : Contrat de travail libre

9.1.3 Femmes exerçant une activité professionnelle indépendante

Les femmes exerçant une **activité professionnelle indépendante** ont droit à une **aide temporaire** (Betriebshilfe), c'est-à-dire qu'un remplaçant est mis à la disposition de l'entreprise. Dans certaines conditions, ces femmes ont droit à une **indemnité de maternité**. Le versement de l'indemnité de maternité est notamment prévu pour les femmes exerçant une profession libérale, mais pas pour celles exerçant une activité professionnelle indépendante (Nouvelles travailleuses indépendantes). Toutefois, l'aide temporaire/l'indemnité de maternité n'est accordée qu'à condition que l'assurance obligatoire de l'assurance maladie soit maintenue. Dans ce cas, le montant de l'indemnité de maternité s'élève à 53,11 € par jour (2017).

Administration compétente :

Caisse d'assurance Sociale de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce
(Sozialversicherungsanstalt der Gewerblichen Wirtschaft)

Pour en savoir plus :

<http://www.svagw.at/> (Wochengeld und Betriebshilfe – Aide temporaire et indemnité de maternité)

<https://www.usp.gv.at/> (Selbstständigkeit und Schwangerschaft – Activité professionnelle indépendante et grossesse)

9.1.4 Carnet mère/enfant

Au début de la grossesse, les futures mères se voient remettre un **carnet mère/enfant** (Mutter-Kind-Pass) dans lequel seront notés les résultats des examens de dépistage relatifs au fœtus et à la mère (examens prénataux) ainsi que tous les examens, vaccinations, etc. du nourrisson/de l'enfant. Le carnet mère/enfant est délivré par les gynécologues, les médecins généralistes, par le service de santé de la mairie (Bezirksgesundheitsamt), les services de consultation externes de la caisse régionale d'assurance maladie (Fachambulatorien der Gebietskrankenkasse), les services de consultation externe des hôpitaux disposant d'un service maternité (Ambulanzen von Krankenanstalten mit Geburtshilfe-Abteilungen) ainsi que par les services de consultation prénatale (Schwangerenberatungsstellen).

Les examens prévus dans le carnet mère/enfant sont indispensables pour avoir droit aux allocations parentales d'éducation (Kinderbetreuungsgeld).

Les femmes et les enfants non assurés et qui n'ont pas droit aux prestations telles que les indemnités de maternité ou les allocations parentales d'éducation en tant que membre de famille, ainsi que les femmes qui perçoivent des **prestations de la couverture des besoins de base** ou de la **Garantie minimum en fonction des besoins** peuvent bénéficier de soins médicaux gratuits dans le cadre du carnet mère/enfant.

Pour en savoir plus :

<http://www.help.gv.at/> (Vor der Geburt – Avant la naissance)

<https://www.bmgf.gv.at/> (Mutter-Kind-Pass – Carnet mère/enfant)

<https://www.bmgf.gv.at/> (Broschüre: Unser Baby kommt – Brochure : En attendant notre bébé)

9.2 Avant l'accouchement

Il convient de se rendre dès que possible dans un **hôpital** avec une maternité où vous souhaitez mettre au monde votre bébé pour pouvoir réserver un lit pour l'accouchement.

Mais vous avez également la possibilité d'accoucher dans un **service ambulatoire**. Cela vous permet de quitter l'hôpital quelques heures après l'accouchement. Dans ce cas, vous et votre enfant êtes pris en charge par une **sage-femme** et un **pédiatre**. Dans ce cas, vous devez également réserver en temps utile une place dans une maternité d'un hôpital.

Si vous souhaitez accoucher **à votre domicile**, parlez-en à votre médecin et cherchez une sage-femme pour vous aider.

Pour en savoir plus :

<http://kliniksuche.at/> (Krankenhaussuche – Recherche d'un hôpital)

<https://www.gesundheit.gv.at/> (Geburt – Naissance)

<http://www.hebammen.at/> (Hebammensuche – Recherche d'une sage-femme)

9.3 Après l'accouchement

Après la naissance de votre enfant, il faut remplir certaines formalités administratives. Votre bébé a besoin d'un acte de naissance, d'une déclaration de résidence, d'un titre de séjour, d'une assurance sociale, etc. Presque toutes les démarches peuvent être accomplies **après la naissance, à l'état civil compétent**. Comme l'établissement des documents prend quelque temps, ils ne peuvent pas être remis de suite.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Checklist – Behördenwege bei der Geburt – Démarches administratives après la naissance)

9.4 Congé parental, allocations parentales d'éducation et droit des parents à un travail à temps partiel

On entend par **congé parental** le droit de faire **suspendre ses obligations de service** après la naissance d'un enfant et à la fin de la période de protection légale (cette mesure s'applique également aux parents adoptifs et, depuis le 1^{er} janvier 2016, aux familles d'accueil, à condition que l'accueil de l'enfant ne soit pas rémunéré). Le congé parental protégeant les ayants-droit contre le licenciement et le renvoi peut être accordé jusqu'au deuxième anniversaire de l'enfant. Si vous souhaitez prolonger le congé parental au-delà du deuxième anniversaire de votre enfant, l'accord écrit de votre employeur est impératif.

Pendant le congé parental vous ne touchez pas de salaire, mais vous pouvez demander l'octroi de **l'allocation parentale d'éducation** (Kinderbetreuungsgeld – KBG) à condition de satisfaire aux conditions requises. Cette allocation peut être perçue pour tous les enfants, même s'il s'agit d'enfants placés en famille d'accueil ou d'enfants adoptés.

Attention : Les **bénéficiaires du droit d'asile** ont droit à **l'allocation parentale d'éducation** à partir du moment où l'asile leur a été accordé ; les **bénéficiaires de la protection subsidiaire exerçant une activité professionnelle** y ont droit à condition de ne pas bénéficier de prestations de la couverture des besoins de base.

Le congé parental peut être pris par l'un des deux parents ou par les deux parents en alternance. Les employés à contrat de travail libre n'ont pas droit au congé parental, mais à l'allocation parentale d'éducation, à condition de remplir les conditions requises.

Le 1^{er} janvier 2017, une modification de la loi sur l'allocation parentale d'éducation est entrée en vigueur.

Les parents dont les enfants sont nés avant le 1^{er} mars 2017 peuvent choisir entre cinq formules d'allocation parentale d'éducation (quatre formules forfaitaires, une formule prenant en compte les revenus). Après la déposition de la première demande, il est possible de changer la variante choisie dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Pour obtenir l'allocation parentale d'éducation forfaitaire, il faut remplir les conditions suivantes :

- ▶ l'enfant vit au même domicile que les parents ;
- ▶ au moins un des parents vivant au même domicile a droit aux allocations familiales ;
- ▶ le centre de l'intérêt vital est en Autriche et le séjour en Autriche est légal : respect des examens prescrits par le carnet mère/enfant : cinq examens pendant la grossesse, cinq examens après la naissance.

Outre l'allocation parentale d'éducation forfaitaire, les intéressés ont le droit de gagner jusqu'à 16 200 € par an.

La formule de l'allocation parentale d'éducation prenant en compte le revenu est liée à d'autres conditions supplémentaires, comme p. ex. la dernière activité professionnelle.

Les revenus complémentaires relatifs à la formule tenant compte des revenus sont plafonnés à 6 800 euros pour la période de référence.

Parents dont les enfants sont nés après le 1^{er} mars 2017

Dorénavant, la loi sur les allocations parentales d'éducation propose **deux systèmes** au choix :

▶ Compte d'allocations parentales d'éducation (prestation forfaitaire) :

Les parents ont droit à l'allocation parentale d'éducation forfaitaire, **qu'ils aient travaillé avant la naissance ou non**.

Ils peuvent choisir librement entre une durée du droit à la prestation de 365 jours (un an) ou de 851 jours (2,3 ans). Si les parents souhaitent se relayer, la durée du droit à la prestation est prolongée (456 à 1063 jours).

Le montant de l'allocation parentale d'éducation dépend de la durée choisie.

Le montant de l'allocation parentale d'éducation varie entre 33,88 € par jour et 14,53 € par jour. En choisissant la durée du droit à l'allocation, on choisit automatiquement le montant alloué par jour.

Les parents ont le droit de se relayer deux fois maximum, ce qui donne trois « blocs » au maximum. Chaque bloc par parent doit toujours comporter 61 jours minimum.

L'attribution du compte d'allocation parentale d'éducation est soumise aux mêmes conditions que le règlement actuellement en vigueur (formule forfaitaire).

Outre l'allocation parentale d'éducation forfaitaire, il est possible de gagner jusqu'à 16 200 € par an, soit jusqu'à 60 % des derniers revenus de l'année calendaire précédant la naissance pendant laquelle aucune allocation parentale d'éducation n'a été perçue.

▶ Allocation parentale d'éducation avec prise en compte du revenu :

L'allocation parentale d'éducation prenant en compte le revenu permet aux parents souhaitant interrompre leur vie professionnelle seulement brièvement de percevoir un revenu de substitution pendant cette période. Si vous choisissez cette option, vous devez avoir travaillé 182 jours sans interruption en Autriche juste avant la naissance de votre enfant ou avant le début de votre congé maternité, c'est-à-dire que vous devez bénéficier d'une assurance maladie et d'une assurance retraite grâce à votre activité professionnelle. Pendant cette période, vous ne pouvez pas bénéficier de prestations de l'assurance chômage (indemnités de chômage, aide d'urgence, allocation de formation continue, etc.) à côté de votre activité professionnelle.

Les parents peuvent choisir entre le compte d'allocation parentale d'éducation forfaitaire qui leur offre une grande flexibilité ou l'allocation parentale d'éducation prenant en compte les revenus.

Les parents qui choisissent de partager équitablement l'allocation parentale d'éducation ont en outre droit au **bonus couple** (Partnerschaftsbonus) de 1 000 €. Il est possible de faire la demande du « bonus couple » en même temps que la demande de l'allocation parentale d'éducation.

Les pères des enfants nés à partir du 1^{er} mars 2017 ont par ailleurs droit au « **bonus temps pour la famille** » (Familienzeitbonus für Väter). Le « bonus temps pour la famille » est une prestation financière destinée aux pères exerçant une activité professionnelle qui choisissent de se consacrer exclusivement à leur famille à partir de la naissance de l'enfant et interrompent pour cela leur activité pendant une période comprise entre 28 à 31 jours (en accord avec leur employeur). Le « bonus temps pour la famille » est accordé aux parents dont le centre de l'intérêt vital est en Autriche. Le « bonus temps pour la famille » s'élève à 22,60 € par jour. Pendant cette période, les pères sont couverts par l'assurance maladie.

Déclaration des congés parentaux à l'employeur :

Si la mère est la première bénéficiaire du congé parental, elle doit informer son employeur avant le dernier jour de la période de protection de la maternité de son intention de bénéficier du congé parental et de la longueur prévue de ce dernier.

Si le père est le premier bénéficiaire du congé parental, il est tenu d'informer son employeur du début et de la durée du congé huit semaines après la naissance de l'enfant au plus tard.

Attention : Les allocations parentales d'éducation peuvent être perçues uniquement pour **l'enfant le plus jeune**. En cas de naissance d'un autre enfant pendant la période de versement de ces allocations, les droits relatifs à l'enfant plus âgé prennent fin le jour de la naissance du plus jeune enfant. Dans ce cas, les allocations parentales d'éducation sont versées pour le nouveau-né. Il convient de signaler immédiatement la naissance à la caisse d'assurance maladie compétente (déclaration obligatoire). Les naissances multiples font l'objet de règlements particuliers.

Demande : L'allocation parentale d'éducation ne peut pas être demandée avant la naissance de l'enfant. Veuillez faire la **demande** auprès de la caisse maladie compétente **en remplissant le formulaire** prévu, même si vous ne percevez pas encore les allocations familiales. Le formulaire est à votre disposition dans votre caisse maladie. La **demande** doit être dûment remplie, signée et déposée auprès du service compétent. N'oubliez pas de joindre les documents requis.

Veuillez lire la **fiche d'information** (Informationsblatt) relative à l'allocation parentale d'éducation du Ministère fédéral de la Famille et de la Jeunesse (Bundesministerium für Familien und Jugend) et confirmez que vous en avez pris connaissance en la signant.

Documents exigés :

- ▶ Acte de naissance de l'enfant
- ▶ Passeport du demandeur et
- ▶ **Document attestant le droit d'asile** si le demandeur bénéficie du droit d'asile, et documents relatifs à l'enfant

ou

- ▶ Attestation de la **protection subsidiaire** dont bénéficient le demandeur et l'enfant
- ▶ Certificat de résidence (Meldezettel)
- ▶ Éventuellement une notification relative à l'accord des **allocations familiales**

Administration compétente :

Caisse d'assurance maladie (à Vienne : Centre pour les allocations parentales d'éducation – Kundencenter für Kinderbetreuungsgeld).

Vous pouvez obtenir des informations plus précises en vous adressant à votre centre social/centre de consultation sociale, à l'assurance maladie compétente, en appelant le numéro 0800 240 014 (**Infoline zum Kinderbetreuungsgeld**) ou en cliquant sur le lien suivant : [Kinderbetreuungsgeld-Online-Rechner](#) (calculateur en ligne relatif à l'allocation parentale d'éducation).

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Eltern – Karenz – Parents – congé parental)
<http://www.help.gv.at/> (Kinderbetreuungsgeld – Allocation parentale d'éducation)
<https://www.bmfj.gv.at/> (Kinderbetreuungsgeld – Asylberechtigte, subsidiär Schutzberechtigte – Allocation parentale d'éducation – bénéficiaires du droit d'asile et de protection subsidiaire)
<https://media.arbeiterkammer.at/> (Broschüre: Kinderbetreuungsgeld – Brochure : Allocation parentale d'éducation)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Zuverdienst zum Kinderbetreuungsgeld – Revenu complémentaire à l'allocation parentale d'éducation)
<https://www.sozialversicherung.at/> (Kinderbetreuungsgeld – Zuverdienststrechner online – Allocation parentale d'éducation – calculateur en ligne du revenu complémentaire)
<https://www.help.gv.at/> (Familienzeitbonus – Bonus temps pour la famille)
<https://www.help.gv.at/> (Partnerschaftsbonus – Bonus partenaire)

Aide complétant l'allocation parentale d'éducation

Les parents isolés et les familles sans revenus ou ne disposant que de faibles revenus peuvent demander une **aide complétant l'allocation parentale d'éducation** (Beihilfe zum Kinderbetreuungsgeld). La demande relative à l'allocation doit également être déposée à la caisse maladie compétente.

<https://www.help.gv.at/> (Beihilfe zum pauschalen Kinderbetreuungsgeld – Beantragung – Aide complétant l'allocation parentale d'éducation forfaitaire – demande)
<http://www.bmfj.gv.at/> (Beihilfe zum pauschalen Kinderbetreuungsgeld – Aide complétant l'allocation parentale d'éducation forfaitaire)
<http://www.arbeiterkammer.at/> (Beihilfe zum Kinderbetreuungsgeld – Allocation parentale d'éducation)

Les bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation ainsi que leurs enfants sont couverts par une **assurance maladie**.

Pendant ou suite au versement des allocations parentales d'éducation, il est possible de demander **l'allocation de chômage et l'aide d'urgence**, à condition de remplir les conditions requises.

Pour en savoir plus :

<http://www.bmfj.gv.at/> (Kinderbetreuungsgeld und Arbeitslosenversicherung – Allocation parentale d'éducation et assurance chômage)

Droit des parents au travail à temps partiel :

On entend par **droit des parents au travail à temps partiel** le droit légal de réduire le temps de travail ou de changer les horaires de travail en vigueur jusqu'à présent. Il est possible de bénéficier de ce droit après la fin du congé parental ou après la fin du congé maternité (au cas où vous souhaiteriez reprendre le travail après de votre congé maternité). Le droit au travail à temps partiel est accordé dans certaines conditions jusqu'au septième anniversaire de l'enfant maximum. Les parents dont les enfants sont nés après le 1^{er} janvier 2016 ont l'obligation de réduire leur temps de travail hebdomadaire de 20% minimum. Le temps de travail restant ne doit pas être inférieur à douze heures. Ce droit n'est toutefois accordé que dans les conditions suivantes :

- ▶ L'entreprise compte plus de 20 salariés
- ▶ et l'intéressé a travaillé pendant au moins trois ans sans interruption dans cette entreprise (la période de protection légale (Mutterschutz) et le congé parental (Karenz) compris).
- ▶ Le parent qui demande de travailler à temps partiel vit dans le même foyer que l'enfant.

Les parents ont également la possibilité de bénéficier simultanément du droit au travail à temps partiel.

Les conditions (début, durée, étendue et périodes) doivent être convenues avec l'employeur. Si les parents n'ont en principe **pas droit au travail à temps partiel**, un tel arrangement peut néanmoins être convenu avec l'employeur ; le droit au temps partiel peut être accordé jusqu'au quatrième anniversaire de l'enfant.

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Elternteilzeit – Droit des parents au travail à temps partiel)
<https://www.sozialministerium.at> (Elternkarenz und Elternteilzeit – Congé parental et droit des parents au travail à temps partiel)

9.5 Allocations familiales

Les allocations familiales sont une prestation versée aux parents pour leur faciliter la vie avec leurs enfants au niveau financier. Les allocations familiales sont versées indépendamment des revenus des parents.

Attention : Les **bénéficiaires du droit d'asile** ont droit aux **allocations familiales** à compter du mois où l'asile leur a été accordé ; les **bénéficiaires de la protection subsidiaire** exerçant une activité professionnelle y ont droit à condition de ne pas bénéficier de prestations de la couverture des besoins de base.

Demande : Il convient de faire une demande correspondante. Si vous avez droit aux allocations de chômage, elles peuvent également être accordées rétroactivement, mais uniquement sur une période de cinq ans à compter du mois de la demande et uniquement à partir du moment où votre demande d'asile a fait l'objet d'un avis favorable. Déposez la demande ([Antragsformular](#)) en joignant les documents requis.

Documents exigés :

- ▶ Acte de naissance de l'enfant
 - ▶ Document de voyage de la convention/carte justifiant du statut de bénéficiaire d'asile ou carte justifiant du statut de bénéficiaire de la protection subsidiaire
 - ▶ **Document attestant le droit d'asile** si le demandeur bénéficie du droit d'asile, et documents relatifs à l'enfant
- ou
- ▶ Attestation de la **protection subsidiaire** dont bénéficient le demandeur et l'enfant
 - ▶ Certificat de résidence (Meldezettel)

Administration compétente :

Centre des impôts du lieu de résidence

Vous avez droit aux allocations pour :

- ▶ les enfants mineurs (jusqu'à 18 ans révolus)
- ▶ les enfants âgés de plus de 18 ans à condition qu'ils suivent une formation professionnelle ou une formation continue (apprentissage, école, études, haute école spécialisée)

Il est également possible de percevoir des allocations familiales pendant une période illimitée pour les **enfants lourdement handicapés**. Un tel handicap doit être attesté par un médecin.

Les enfants majeurs de moins de 24 ans peuvent prétendre aux allocations familiales à condition de suivre une formation professionnelle. Si certaines conditions sont réunies, il est possible de percevoir les allocations familiales jusqu'à l'âge de 25 ans.

Jusqu'à l'âge de 18 ans révolus, les revenus personnels des enfants (par exemple un salaire d'apprenti) ne sont pas pris en compte. Au-delà de cette limite d'âge, les revenus annuels de l'enfant ne doivent pas dépasser un certain plafond afin de ne pas perdre le droit aux allocations familiales.

Le **montant des allocations familiales** dépend de l'âge de l'enfant. À cela s'ajoutent les **exonérations d'impôts** et les **primes supplémentaires** si une famille assure la subsistance de deux enfants ou plus ou d'un ou de plusieurs enfants handicapés. Le montant des allocations familiales peut être déterminé à l'aide du calculateur des allocations familiales (**Familienbeihilfe-Rechner**).

Les allocations familiales sont accordées à **celui des parents** qui gère le foyer commun la plupart du temps.

Les allocations familiales sont **versées mensuellement**.

Adressez-vous à votre conseil social ou au service des impôts (**Finanzamt**) compétent pour obtenir des renseignements plus précis quant au montant des allocations familiales, aux exonérations d'impôts et aux primes supplémentaires.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Familienbeihilfe – Allocations familiales)

<http://www.bmfj.gv.at/> (Familienbeihilfe – Allocations familiales)

<http://www.help.gv.at/> (Mehrkindzuschlag – Supplément pour familles nombreuses)

<https://www.help.gv.at/> (Familienbeihilfe für Studierende – Allocations familiales pour étudiants)

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Familienbeihilfe und Familienbeihilfe-Rechner – Allocations familiales et calculateur des allocations familiales)

10. ENSEIGNEMENT/ÉDUCATION

En Autriche, l'éducation a autant d'importance pour les femmes que pour les hommes. Après la scolarité obligatoire, les filles et les garçons peuvent apprendre un métier, poursuivre leurs études à l'école, aller à l'université ou se former dans des établissements spécialisés dans la formation des adultes (p. ex. les universités populaires, les instituts de promotion professionnelle, etc.).

En règle générale, les écoles sont mixtes, c'est-à-dire que les garçons et les filles sont presque toujours dans la même classe. À partir de l'âge de 11 ans (après l'école primaire), les garçons et les filles sont, dans la plupart des cas, uniquement séparés pendant le cours d'éducation physique. Les cours d'éducation physique (et les cours de natation) sont **obligatoires** pour les filles et les garçons.

Scolarité obligatoire : en Autriche, tous les enfants âgés de 6 à 15 ans doivent aller à l'école (pendant 9 ans). L'école est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 ans à la rentrée scolaire en septembre.

Depuis peu, tous les jeunes ont l'obligation de suivre une formation jusqu'à l'âge de 18 ans (« **AusBildung bis 18** »). Cela signifie que tous les jeunes vivant en Autriche et ayant achevé la scolarité obligatoire ont l'obligation d'aller à l'école, de faire un apprentissage, de suivre des cours ou une formation professionnelle. Cette mesure permet de doter les jeunes d'une qualification au-delà de la scolarité obligatoire et d'empêcher qu'un trop grand nombre de jeunes soit obligé d'accepter un travail non qualifié. La mesure « AusBildung bis 18 » s'applique également aux jeunes bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire, mais pas aux jeunes demandeurs d'asile.

Les parents dont les enfants ne vont pas à l'école, ne suivent aucun cours et ne font pas d'apprentissage pendant quatre mois, sont tenus de s'adresser au **bureau de coordination** (Koordinationsstelle) de leur land pour obtenir de l'aide.

Si vous avez des questions relatives à la mesure « AusBildung bis 18 », veuillez vous adresser au Nouveau collège (Neue Mittelschule), à l'école préprofessionnelle (Polytechnische Schule) ou l'école secondaire d'enseignement général (allgemeinbildende höhere Schule) fréquentée par votre enfant.

<https://www.ausbildungbis18.at/> (AusBildung bis 18 – Formation jusqu'à l'âge de 18 ans)

Les adultes ont également la possibilité d'apprendre un nouveau métier, de suivre une formation ou de faire des études : **l'apprentissage tout au long de la vie** ne concerne pas uniquement l'apprentissage de métiers et les formations/formations continues, mais aussi l'élargissement des perspectives personnelles, sociales et participatives pendant toutes les phases de la vie adulte.

10.1 Éducation et formation en Autriche – un aperçu

<http://www.bildungssystem.at/> (Das österreichische Bildungssystem in mehreren Sprachen – Le système éducatif autrichien en plusieurs langues)

10.1.1 Prise en charge préscolaire – crèches, jardins d'enfants/groupes d'enfants, écoles maternelles

Les enfants en bas âge et d'âge préscolaire (bébés et enfants jusqu'à trois ans) sont pris en charge par les **crèches**, pour les enfants plus grands il existe les **jardins d'enfants/groupes d'enfants** et les **écoles maternelles** (publics et privés). Les besoins en crèches et jardins d'enfants sont souvent supérieurs à l'offre.

Il est également possible de confier les enfants en bas âge – notamment dans les petites villes et les régions rurales – à des « **assistants maternels** » (Tageseltern), qui gardent plusieurs enfants (tout petits groupes). La fréquentation de crèches et la prise en charge par des assistants maternels sont payantes.

De nombreux enfants vont au **jardin d'enfants** à partir de l'âge de 3 ans. Dans la plupart des länders, la fréquentation d'un jardin d'enfants public avant l'âge de 5 ans est également payante. Le **montant des frais de jardin d'enfants** (Elternbeiträge) dépend souvent des revenus des parents. À Vienne, en Basse-Autriche, en Haute-Autriche, au Burgenland et au Tyrol, la **fréquentation de jardins d'enfants publics est gratuite** ou les frais sont remboursés en partie. Vous pouvez demander une **aide financière** si vous n'êtes pas en mesure d'assumer les coûts d'un jardin d'enfants. Adressez-vous à la mairie de votre lieu d'habitation ou à la mairie d'arrondissement compétente de votre ville pour obtenir des renseignements relatifs à « l'allocation de garde d'enfants en fonction du revenu » (einkommensabhängige Kinderbetreuungsbeihilfe).

Heures d'ouverture: Les heures d'ouverture des jardins d'enfants sont très variables. À la campagne, les jardins d'enfants sont ouverts uniquement jusqu'à midi. Renseignez-vous à quelle heure vous pouvez amener votre enfant au jardin d'enfants et quand vous devez le récupérer au plus tard.

La dernière année avant l'entrée à l'école, la **fréquentation obligatoire d'un jardin d'enfants** est gratuite. Cela signifie que la fréquentation d'un jardin d'enfants est obligatoire pour tous les enfants âgés de 5 à 6 ans (20 heures hebdomadaires sans le déjeuner). Ils y rencontrent un grand nombre d'autres enfants pour jouer ensemble, ce qui leur permet **d'apprendre l'allemand**.

Important : Au jardin d'enfants, votre enfant est pris en charge par des pédagogues spécialisés dans ce domaine. Certains jardins d'enfants proposent des programmes spéciaux pour permettre à votre enfant d'apprendre l'allemand. Pour obtenir plus d'informations, veuillez vous adresser aux pédagogues de jardins d'enfants.

Les enfants qui vont au jardin d'enfants également l'après-midi **déjeunent** sur place. Renseignez-vous en temps utile s'il est possible de prendre en compte les habitudes alimentaires (p. ex. repas sans lactose, végétariens, allergies alimentaires) de votre enfant. Le prix du déjeuner est inclus dans les frais de jardin d'enfants ou doit être payé séparément.

10.1.2 École (enseignement primaire et enseignement secondaire du premier degré)

Les quatre premières années de la scolarité obligatoire se déroulent à l'**école primaire** (Volksschule). Ensuite, les enfants sont orientés soit vers un **Nouveau collège** (Neue Mittelschule), soit vers le premier cycle d'une **école secondaire d'enseignement général** (Unterstufe der allgemeinbildenden höheren Schule) (enseignement secondaire du premier degré).

Le Nouveau collège (Neue Mittelschule) doit accepter tous les enfants, quels que soient leurs résultats scolaires. Les enfants qui ont obtenu de bons résultats à l'école primaire sont dirigés vers le premier cycle d'une école secondaire d'enseignement général.

En Autriche, il existe des **écoles à plein temps** (enseignement primaire et enseignement secondaire du premier degré) où les temps d'enseignement et les loisirs sont alternés ; certaines communes proposent une **prise en charge des enfants l'après-midi** (Nachmittagsbetreuung) à l'école ou à proximité de l'école. Les enfants y ont l'occasion d'apprendre leurs leçons et de faire leurs devoirs avec l'aide de pédagogues ou d'éducateurs. Dans les deux cas, les enfants sont pris en charge du lundi au jeudi jusqu'à 16 h minimum, et le vendredi jusqu'à 14 h minimum. Le montant à charge des parents pour couvrir les **frais de repas et de la structure de loisirs** est variable.

La **dernière année de la scolarisation obligatoire** peut être effectuée dans une école préprofessionnelle (Polytechnische Schule), dans une école professionnelle secondaire (weiterführende berufsbildende Schule), dans une école d'enseignement secondaire général (cycle supérieur) (Oberstufe der allgemeinbildenden höheren Schulen) ou encore dans un lycée (Oberstufengymnasium). L'**école préprofessionnelle** (Polytechnische Schule) propose des stages pratiques et un enseignement relatif au futur métier pour préparer les élèves à un apprentissage ou à une école d'enseignement professionnel.

Pour les enfants handicapés mentaux et/ou physiques ou en échec scolaire, il existe des **structures d'enseignement spécialisées** (pédagogie spéciale/enseignement intégratif) pour les huit à neuf premières années de leur formation scolaire (« écoles pour enfants ayant des besoins éducatifs particuliers »). Il est également possible de consacrer la neuvième année de scolarité à la **préparation à la formation professionnelle** (Berufsvorbereitungsjahr). Par la suite, il est possible de suivre une formation professionnelle intégrative.

Attention : Il est important que les parents collaborent avec l'école pour que les enfants puissent réussir leur scolarité. Des **réunions** avec les enseignants sont organisées pour que vous puissiez leur parler des progrès de vos enfants. En cas de problèmes de compréhension, vous pouvez poser des questions ou vous faire accompagner par un **adulte** de confiance pour vous servir d'interprète. Les établissements scolaires organisent régulièrement des activités scolaires (p. ex. des manifestations sportives, des soirées théâtre, etc.) auxquelles les parents peuvent participer. Il est recommandé d'y participer dans l'intérêt de l'enfant.

Le **cours de religion** peut être choisi en fonction de la religion de l'enfant. Les parents ont également la possibilité de demander que leurs enfants soient dispensés du cours de religion.

10.1.3 Écoles de niveau supérieur (enseignement secondaire du second degré)

Après la neuvième année de scolarité, un adolescent a la possibilité de faire une formation professionnelle sous forme d'un **apprentissage** (voir chapitre 10.6), d'aller travailler ou de poursuivre ses études dans une **école de niveau supérieur**.

Les **établissements d'enseignement professionnel secondaire**, les écoles de soins médicaux et de soins infirmiers ainsi que les formations aux professions de la santé et les établissements d'enseignement professionnel supérieur permettent d'accéder à des formations professionnelles pertinentes débouchant sur plusieurs métiers. Les jeunes ayant fréquenté avec succès un établissement d'enseignement professionnel secondaire ont la possibilité de rattraper un diplôme de fin d'études ou le baccalauréat après avoir suivi un **cours de formation supplémentaire** (Aufbaulehrgang).

L'obtention du **baccalauréat** (Matura) ou d'un diplôme de fin d'études (selon le type d'école) à la fin de l'école secondaire supérieure (allgemeinbildende höhere Schule) ou du lycée professionnel (berufsbildende höhere Schule) permet d'intégrer une école supérieure pédagogique, une école supérieure spécialisée, une université, c'est-à-dire des établissements proposant des formations tertiaires. Les jeunes et adultes qui n'ont pas le baccalauréat ont la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur par des voies d'admission parallèles, en passant des **examens d'aptitude à l'enseignement supérieur, un examen de maturité professionnelle ou le baccalauréat en candidat libre** (Studienberechtigungsprüfung, Berufsreifeprüfung, Externistenmatura).

10.1.4 Apprendre l'allemand à l'école

Dans le système scolaire autrichien, les élèves dont la **langue maternelle n'est pas l'allemand** bénéficient d'une aide spéciale. Par exemple, des cours d'allemand pour les enfants scolarisés sont proposés pendant les heures de cours et/ou l'après-midi à l'école. Renseignez-vous auprès de l'école.

Il est également possible pour vos enfants de suivre des cours supplémentaires dans leur langue maternelle (langue d'origine) à l'école. Renseignez-vous si l'établissement scolaire de votre choix propose des cours dispensés dans la langue maternelle de votre enfant.

Attention : Les enfants et adolescents qui ne maîtrisent pas correctement l'allemand peuvent bénéficier pendant deux ans d'un **statut particulier à l'école**, qui leur permettra d'acquérir les capacités linguistiques nécessaires pour suivre les cours dans une classe ordinaire. Les résultats des élèves allophones sont évalués en prenant en compte les difficultés linguistiques, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas notés dans la plupart des matières. Dès qu'ils maîtrisent suffisamment l'allemand, ils seront notés et auront le statut d'élève ordinaire.

Pour en savoir plus sur l'éducation et la formation :

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Info-Module zum Thema Bildung in Wien in den Erstsprachen farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs à l'éducation et à la formation à Vienne disponibles dans les langues farsi/dari, arabe)

<http://www.unhcr.org/> (Broschüre: Einfach erklärt! Schule und Ausbildung in Österreich in arabisch-deutsch – Brochure : C'est simple ! L'école et la formation en Autriche expliquées en arabe-allemand)

<http://www.unhcr.org/> (Broschüre: Einfach erklärt! Schule und Ausbildung in Österreich in dari/farsi-deutsch – Brochure : C'est simple ! L'école et la formation en Autriche expliquées en dari/farsi-allemand)

<https://www.help.gv.at/> (Kindergärten – Jardins d'enfant)

<https://www.help.gv.at/> (Formen der Kinderbetreuung – Prise en charge des enfants)

<https://www.help.gv.at/> (ganztägige Schulformen und Nachmittagsbetreuung – Écoles à plein temps et prise en charge l'après-midi)

<http://www.bildungssystem.at> (Das österreichische Bildungssystem in Deutsch und Englisch – Le système éducatif autrichien en allemand et en anglais)

<http://www.help.gv.at/> (Broschüre: Schule – ausführliche Informationen über das österreichische Schulsystem – Brochure : L'école – informations détaillées sur le système scolaire autrichien)

<https://www.bmb.gv.at/> (Flüchtlingskinder und Jugendliche an österreichischen Schulen – L'accueil dans les écoles autrichiennes des enfants et adolescents réfugiés)

<https://www.bmb.gv.at/> (Bildungswesen in Österreich – L'enseignement en Autriche)

<https://www.ausbildungbis18.at/> (AusBildung bis 18 – Formation jusqu'à l'âge de 18 ans)

<https://www.bmb.gv.at/> (Sonderpädagogik und Inklusion – Éducation répondant à des besoins particuliers et inclusion)

<https://www.bmb.gv.at/> (Schulverzeichnisse – Répertoires des écoles)

<https://www.bmb.gv.at/> (Schul- und Bildungsführer – Guide des écoles et de l'enseignement)

<https://www.bmb.gv.at/> (Schulservicestellen in den Bundesländern – Point d'information école dans les länder)

<https://www.help.gv.at/> (Schüler/innen mit anderen Erstsprachen als Deutsch – Élèves dont la langue maternelle n'est pas l'allemand)

<https://www.bmb.gv.at/> (muttersprachlicher Unterricht, Unterricht – mehrsprachig – Cours en langue maternelle – cours multilingues)

<http://www.herold.at/> (Schulen mit ausländischem Lehrplan in Wien – Écoles à Vienne proposant un programme scolaire étranger)

<http://www.erwachsenenbildung.at/> (Studienberechtigungsprüfung, Berufsreifeprüfung, Externisten-Matura – Examen donnant droit de faire des études supérieures, baccalauréat professionnel, baccalauréat pour candidats libres)

<http://wissenschaft.bmwf.gv.at/> (Studium – Études)

<http://wissenschaft.bmwf.gv.at/bmwf/studium/studieren-in-oesterreich/> (Studieren in Österreich – Études et recherche en Autriche)

<http://www.help.gv.at/> (Studienbeitrag – Frais d'inscription universitaires)

Ministères fédéraux :

<http://www.bmb.gv.at> (Bundesministerium für Bildung – Bildung – Ministère fédéral de l'éducation – Éducation)

<http://wissenschaft.bmwf.gv.at/> (Bundesministerium für Wissenschaft, Forschung und Wirtschaft – Studium – Ministère fédéral de la science, de la recherche et de l'économie – études)

10.2 Période scolaire et vacances

En Autriche, l'année scolaire est divisée en deux parties (semestres).

À Vienne, en Basse-Autriche et au Burgenland, la rentrée scolaire a lieu le premier lundi de septembre, dans les autres länder elle a lieu de deuxième lundi de septembre. L'année scolaire se termine fin juin ou début juillet de l'année suivante. Neuf semaines de vacances d'été séparent deux années scolaires. En outre, les **vacances de Noël** (entre le 24 décembre et le 6 janvier) et les **vacances de Pâques** (1,5 semaines) sont respectées dans toutes les écoles. Par ailleurs, chaque école a la possibilité de placer des **jours fériés autonomes** (des jours fériés supplémentaires).

Le premier semestre se termine en février, le deuxième semestre démarre également en février, après une semaine de **vacances semestrielles**. Les dates des vacances semestrielles varient en fonction du land. Consultez le calendrier scolaire ou renseignez-vous à l'école pour connaître les dates en vigueur de votre land.

Les établissements scolaires sont fermés les **jours fériés officiels**.

En général, les **cours commencent** à 8 h, mais il existe des écoles où les cours démarrent déjà à 7h30 ou à une heure plus tardive.

Pour en savoir plus :

<http://www.schulferien.org/oesterreich/ferien/2017/> (Schulferien und Feiertage in Österreich 2017ff. – Vacances scolaires et jours fériés en Autriche 2017ss.)

10.3 Notification et bulletin de fin d'année

À la fin des vacances semestrielles, les élèves du premier et deuxième cycle de l'enseignement secondaire reçoivent une **notification semestrielle**. À la fin de l'année scolaire, les élèves se voient remettre un **bulletin de fin d'année**. Les notifications semestrielles et le bulletin de fin d'année donnent des informations relatives aux résultats obtenus dans les différentes matières. Les résultats scolaires des élèves sont évalués conformément aux **niveaux d'évaluation** (notes) suivants : Très bien (1), Bien (2), Assez bien (3), Passable (4), Insuffisant (5).

La note « Très bien » est attribuée lorsque l'élève a satisfait aux exigences de la matière enseignée dans une mesure « dépassant largement l'essentiel » et est capable d'appliquer ses connaissances et capacités à des tâches nouvelles.

La note « Insuffisant » est attribuée lorsqu'un élève ne satisfait pas ou insuffisamment aux exigences de la matière enseignée et est incapable d'utiliser ses connaissances et capacités sans aide conséquente.

Les niveaux d'évaluation « Bien », « Assez bien » et « Passable » sont des notes intermédiaires.

En 3^e et 4^e année du Nouveau collège (Neue Mittelschule) (7^e et 8^e année de scolarisation), une distinction est faite entre les niveaux de **l'enseignement général de base** et de **l'enseignement général approfondi**. L'enseignement général approfondi correspond à l'objectif pédagogique de l'école secondaire d'enseignement général (AHS), l'enseignement de base couvre les mêmes contenus, mais à un niveau moins complexe. Au niveau de l'enseignement général approfondi, les connaissances sont évaluées avec les notes allant de « Très bien » à « Passable », au niveau de l'enseignement général de base, les notes varient entre « Assez bien » et « Insuffisant ». Les notes « Très bien » et « Bien » de l'enseignement général de base correspondent aux évaluations de l'enseignement général approfondi et sont donc évaluées avec les notes correspondant à l'enseignement général approfondi.

De nombreuses **écoles primaires** privilégient majoritairement les **appréciations verbales**. L'intérêt de l'appréciation verbale est d'informer en détail les enfants et les parents sur le travail et les résultats fournis à l'école. Les appréciations verbales doivent être formulées de façon compréhensible, avoir un contenu clair et être valorisantes. À l'école primaire, il existe d'autres formes d'évaluation, comme p. ex. le livret personnel des compétences (Pensenbuch) qui fournit une évaluation très détaillée et commentée par les enseignants.

Pour en savoir plus :

<https://www.bmb.gv.at/schulen/bw/abs/abs.html> (Leistungsfeststellung und -beurteilung in der Schule – Appréciation et évaluation des résultats à l'école)

<https://www.bmb.gv.at/> (Leistungsfeststellung und -beurteilung in der Neuen Mittelschule 7. und 8. Schulstufe – Appréciation et évaluation des résultats au Nouveau collège (7^e et 8^e année de scolarisation))

10.4 Inscription au jardin d'enfants et à l'école

Renseignez-vous en temps utile auprès de la mairie de votre commune, de la mairie d'arrondissement (Magistrat) ou directement au jardin d'enfants ou à l'école de votre choix à partir de quelle date et jusqu'à quand vous pouvez inscrire votre enfant au jardin d'enfants ou à l'école (délais d'inscription). À l'école primaire, les délais d'inscription sont également appelés « **inscription des élèves** » (Schüler/inneneinschreibung). En général, les parents inscrivent leurs enfants à l'école primaire à proximité de leur lieu d'habitation.

Pour les enfants fêtant leur sixième anniversaire avant le 31 août, **l'école est obligatoire** à partir du premier lundi de septembre (à Vienne, en Basse-Autriche et au Burgenland) ou du deuxième lundi de septembre (tous les autres länder).

La décision relative à l'admission à l'école primaire appartient à l'inspecteur académique régional. Cela concerne cependant uniquement les écoles publiques.

Il est souhaitable que votre enfant soit présent au moment de **l'inscription à l'école** pour que le directeur de l'établissement puisse se faire une idée de votre enfant. Vous pouvez vous faire accompagner par un interprète adulte pour vous aider lors de l'entretien avec le directeur.

Au moment de l'inscription, la **maturité scolaire** de votre enfant sera déterminée. On demandera à votre enfant d'effectuer plusieurs tâches pour déterminer son développement physique, cognitif, émotionnel et social. Les enfants soumis à l'obligation scolaire mais n'ayant pas la maturité scolaire requise doivent impérativement être admis au **niveau préprimaire**. La classe préprimaire dure un an et aide votre enfant à acquérir la maturité nécessaire pour pouvoir intégrer l'école primaire l'année scolaire suivante.

Documents : Renseignez-vous auprès de l'école respective quels documents (déclaration de résidence, pièce d'identité, etc.) sont nécessaires pour pouvoir inscrire votre enfant.

À **Vienne**, les parents d'enfants en âge scolaire reçoivent une **lettre de la part du conseil scolaire municipal** (Stadtschulrat) précisant les dates d'inscription et les documents à fournir. En outre, une **fiche d'information et d'inscription** pour une prise en charge l'après-midi à l'école est jointe à ce courrier.

L'inscription aux différents établissements **après l'école primaire** (voir chapitre 10.1.2) se fait souvent au cours des deux premières semaines suivant les vacances semestrielles. Renseignez-vous auprès du **point d'information école** (Schulservicestelle) de votre land à quel moment commencent/se terminent les inscriptions. Si votre enfant fréquente déjà l'école primaire, demandez conseil à l'enseignant.

Important : Les enfants en âge scolaire peuvent également intégrer l'école en cours d'année scolaire. Rendez-vous au **point d'information école** (Schulservicestelle) pour savoir à quel établissement votre enfant peut être admis.

Si vous souhaitez inscrire votre enfant dans une **école privée**, il convient de prendre rendez-vous avec la direction de l'établissement. La plupart des écoles privées sont confessionnelles, mais il existe également des écoles dont l'enseignement suit le programme qui leur est propre. Pas tous les établissements privés sont agréés, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas le « Öffentlichkeitsrecht » qui leur confère un statut d'équivalence par rapport aux établissements scolaires classiques. Les bulletins établis par des écoles non agréées ne sont pas toujours reconnus, certains de ces établissements n'établissent pas de bulletins du tout.

Si malgré tout vous souhaitez inscrire votre enfant dans une école privée non agréée, vous devez faire une **demande à l'inspecteur académique régional (Landesinspektor) compétent relative à l'inscription de votre enfant dans une école non agréée** (« Abmeldung zum Unterricht an einer Privatschule ohne Öffentlichkeitsrecht »).

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Anmeldung in die Volksschule – Inscription à l'école primaire)

<https://www.schule.at> (Schulreife – Maturité scolaire)

<https://www.bmb.gv.at/> (Schulservicestellen in den Bundesländern – Point d'information école dans les länder)

<http://www.grg23vbs.ac.at/> (außerordentliche Schüler/innen – Élèves bénéficiant d'un statut particulier à l'école)

10.5 Frais, aides et transports scolaires gratuits

Frais :

En Autriche, il existe de nombreuses **écoles publiques** qui ont bonne réputation ; la fréquentation d'une école publique est gratuite, mais des contributions financières pour les excursions, l'achat de matériel, les repas à la cantine, etc. peuvent être demandées ; il est possible d'obtenir des réductions sociales.

La fréquentation d'**écoles privées** est payante, dans certains cas une réduction des coûts peut être accordée.

Allocations scolaire et aide financière :

Les élèves bénéficiaires du droit d'asile peuvent demander l'allocation scolaire à partir de la dixième année scolaire. Vous pouvez également demander une aide financière pour que votre enfant puisse participer à une excursion ou une autre activité scolaire. Renseignez-vous à l'école de votre enfant, une aide financière peut être accordée dès l'école primaire.

<https://www.bmb.gv.at/> (Schulbeihilfe – Allocation scolaire)

Bourse START :

Les bourses START sont destinées aux élèves défavorisés issus de la migration qui fréquentent une école secondaire ou rattrapent un certificat de scolarité obligatoire dans un des länder suivants : Vienne, Vorarlberg, Salzbourg, Haute-Autriche et Basse-Autriche.

<http://www.start-stipendium.at/>

Transports scolaires gratuits :

Les élèves reçoivent une carte de transport qui leur permet d'effectuer les trajets entre leur domicile et l'école gratuitement ou à un tarif réduit.

L'État prend en charge les frais de transport scolaire des enfants faisant l'objet d'une procédure de demande d'asile ou bénéficiant des prestations de la couverture des besoins de base.

Les enfants bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire âgés de moins de 24 ans qui touchent des allocations familiales en Autriche ont la possibilité d'acheter une carte de transport moyennant 19,60 €. Renseignez-vous auprès de l'école.

10.6 Formation professionnelle initiale – apprentissage

En Autriche, la formation professionnelle peut s'effectuer soit sous forme d'**apprentissage**, soit en **milieu scolaire** (dans une école professionnelle moyenne ou supérieure, avec un enseignement axé sur la formation pratique).

En Autriche, environ 200 métiers font l'objet d'une formation professionnelle. Les jeunes en apprentissage sont formés dans une entreprise et suivent parallèlement l'enseignement d'une école professionnelle (**formation professionnelle en alternance** – duales Ausbildungssystem). Un apprentissage dure entre deux et quatre ans (selon le métier choisi) et se conclut par un **examen final d'apprentissage** (Lehrabschlussprüfung).

Au début de l'apprentissage, un **contrat d'apprentissage** est signé. Ce contrat est établi par écrit entre le jeune (l'apprenti) et le responsable de l'apprentissage, et doit, entre autres, faire état de la durée de l'apprentissage. Si l'apprenti est mineur, le responsable légal (p. ex. le père ou la mère) doit également signer le contrat.

La **loi sur l'apprentissage** (Berufsausbildungsgesetz) et la **convention collective** respective s'appliquent aux apprentis. Les apprentis bénéficient de conventions particulières (protection en matière de licenciement, durée du travail, lois sur la protection des mineurs, etc.).

Le contenu des programmes d'apprentissage de chaque métier est réglementé par des « **profils professionnels** » applicables sur l'ensemble du territoire autrichien.

Les apprentis ne perçoivent pas de salaire mais ont droit à une **rémunération d'apprenti**, qui est généralement versée à la fin de chaque mois. Le montant de la rémunération d'un apprenti dépend du contrat collectif et de la convention d'entreprise. Tout apprenti a droit à un congé de 30 jours ouvrables ou 25 jours ouvrés par an.

Pour trouver une place d'apprenti, il convient de s'adresser à l'antenne compétente du Service Autrichien de l'Emploi (à Vienne : AMS Jugendliche – AMS Jeunes).

Pour en savoir plus :

<http://www.arbeiterkammer.at/> (Lehre – Apprentissage)

<http://www.bmfwf.gv.at/> (Liste der Lehrberufe von A-Z – Liste des métiers en apprentissage de A à Z)

<http://www.bmfwf.gv.at/> (Lehrlings- und Berufsausbildung – Formation des apprentis et formation professionnelle)

http://www.arbeiterkammer.at (AK – Arbeiterkammer Österreich – Chambre des Travailleurs)

<http://www.oegb.at> (ÖGB – Österreichischer Gewerkschaftsbund – ÖGB – Confédération des Syndicats Autrichiens)

<http://www.ams.at> (AMS – Arbeitsmarktservice Österreich – AMS – Service Autrichien de l'Emploi)

<http://www.wko.at/> (Wirtschaftskammer Österreich – Chambre Économique Autrichienne)

Beaucoup de jeunes d'origine migratoire, mais aussi les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire subissent l'exclusion et des discriminations lors de leur intégration au marché du travail en raison de leur origine, de la couleur de leur peau, de leur langue, de leur religion, voire de leur nom.

La brochure « know your rights. Comment réagir à la discrimination dans le monde du travail, de la formation et des loisirs ? » s'adresse aux apprentis et aux demandeurs d'une place d'apprentissage. Elle explique dans quelles situations il s'agit d'une discrimination et propose des solutions aux jeunes pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits en cas de discrimination.

<http://www.zara.or.at/> (Diskriminierung von Jugendlichen – Discrimination de jeunes)

http://www.zara.or.at/_wp/wp-content/uploads/2012/01/knowyourrights_pdf.pdf (Broschüre „know your rights“ – Was tun gegen Diskriminierung in Arbeitswelt, Ausbildung und Freizeit – brochure « know your rights » Comment réagir à la discrimination dans le monde du travail, de la formation et des loisirs ?)

Attention : Outre les **bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire**, les jeunes demandeurs d'asile de moins de 25 ans ont également le droit de faire un apprentissage dans une branche qui manque de main d'oeuvre. Renseignez-vous auprès d'une antenne AMS (voir également chapitre 4.6).

10.7 Formation et formation continue à l'université

Les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire peuvent également faire des études à l'université.

Conditions d'admission :

L'admission de citoyens étrangers en tant qu'étudiants dans les universités autrichiennes est liée aux **conditions** suivantes :

- ▶ L'université dispose d'une place pour les études désirées.
- ▶ Le candidat a un diplôme de fin d'études (baccalauréat) équivalent au baccalauréat autrichien (soit il existe un accord entre les deux pays, soit le rectorat détermine la valabilité des diplômes au cas par cas, éventuellement sous conditions, comme par exemple l'obligation de suivre des cours de langue), ou le candidat est en mesure de prouver qu'il a terminé avec succès des études d'au moins trois ans dans un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu.
- ▶ Le diplôme de fin d'études doit permettre l'accès aux études désirées aux universités du pays où il a été établi. D'éventuelles conditions spécifiques aux études (p. ex. un examen d'entrée) doivent être remplies dans le pays où le diplôme de fin d'études a été établi.
- ▶ Vous devez pouvoir justifier d'un niveau B2 en allemand.

Si les études que le candidat souhaite suivre en Autriche n'existent pas dans le pays où le diplôme de fin d'études a été établi, il convient d'apporter une preuve relative à des études comparables. Cette preuve n'est pas exigée si le pays d'origine n'a pas d'université.

En outre, le candidat doit pouvoir justifier d'une bonne maîtrise de la langue allemande. Le candidat peut être amené à passer un examen.

Délais d'inscription : avant le 1^{er} février ou avant le 1^{er} septembre. Certaines disciplines universitaires font l'objet d'autres délais d'inscription. Veuillez vous renseigner auprès du rectorat compétent ou au département concerné de l'université respective.

Cours préparatoire précédant l'entrée à l'université :

Le cours préparatoire prépare les bacheliers étrangers aux études en Autriche. Ce cours leur permet d'apprendre l'allemand et de rattraper certaines matières dont ils ont besoin pour suivre leurs études.

Pour en savoir plus :

<https://www.help.gv.at/> (Zulassung ausländischer Studierender – Admission d'étudiants étrangers)

<https://www.help.gv.at/> (Checkliste: Studieren und Wohnen in Österreich für Drittstaatsangehörige – Check-list : Faire des études et vivre en Autriche en tant que ressortissant d'un état tiers)

<http://wissenschaft.bmwf.gv.at/> (Universitäten etc. – Universités, etc.)

<http://www.studienwahl.at/> (Studienwahl – Choix des études)

<http://www.studieren.at/> (Vorstudienlehrgang – Cours préparatoire précédant l'entrée à l'université)

<http://www.europaeischer-referenzrahmen.de/> (Sprachniveaus – Niveaux linguistiques)

Tant les **bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire** que les **demandeurs d'asile** ont la possibilité de participer aux formations, cours et manifestations adaptés aux besoins du groupe cible qui sont organisés par certaines universités.

Si vous n'avez **pas pu amener des documents ou pièces justificatives en Autriche**, si vous êtes universitaire ou scientifique et souhaitez faire des études en Autriche, veuillez vous adresser au rectorat compétent ou au département de l'université respective ou au projet MORE <http://uniko.ac.at/projekte/>.

Le statut d'étudiant MORE offre les avantages suivants :

- ▶ Admission en tant qu'étudiant (außerordentlicher Studierender).
- ▶ Procédure rapide pour déterminer la qualification requise pour les cours respectifs.
- ▶ Exonération des frais universitaires ou participation gratuite aux cours
- ▶ Accès à la bibliothèque
- ▶ Il est possible de passer un examen à la fin d'un cours. Les résultats sont reportés sur un bulletin (transcript of records) et servent à attester la réussite de l'étudiant.
- ▶ Assistance par des « Buddies » (étudiants ou diplômés expérimentés qui vous aident ou vous accompagnent lors de vos premiers pas à l'université)

Une contribution aux frais de déplacement et au matériel pédagogique est fournie dans la mesure du possible.

Pour en savoir plus :

<http://uniko.ac.at/> (Angebote an Universitäten für Flüchtlinge – Informationsblatt in arabischer und englischer Sprache – Offres proposées aux réfugiés dans les universités – fiche d'information disponible en arabe et en anglais)

Droits d'inscription universitaires et allocations d'études

En règle générale, les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi que les demandeurs d'asile ne paient pas de droits d'inscription universitaires. Ces droits sont toutefois dus lorsque l'étudiant a dépassé la durée réglementaire des études choisies (plus de deux semestres).

Dans certaines conditions, les bénéficiaires du droit d'asile ont droit aux allocations d'études. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les demandeurs d'asile n'ont pas droit aux allocations d'études.

Le Fonds d'intégration autrichien (ÖIF) accorde des bourses aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et du droit d'asile qui ne bénéficient pas de l'allocation d'études, à condition que certaines conditions soient remplies.

Pour en savoir plus :

<https://www.stipendium.at/> (Studienbeihilfe – Allocation d'études)

<http://www.zoe-akademie.at/bewerben/> (Stipendien des ÖIF – Bourses du Fonds d'intégration autrichien)

10.8 Formation continue et formation destinée aux adultes

La formation continue ou l'apprentissage à vie est une des conditions préalables essentielles pour bien réussir sa vie professionnelle. Parmi les organismes de formation pour adultes les plus importants en Autriche, on compte les instituts de promotion professionnelle (Berufsförderungsinstitute BFI), les instituts de promotion économique (Wirtschaftsförderungsinstitute WIFI) et les universités populaires (Volkshochschulen).

Les organismes spécialisés dans la formation des adultes peuvent proposer des cours de langue (également des cours d'allemand), le rattrapage de diplômes de fin d'études (p. ex. certificat de scolarité obligatoire) ou permettre d'acquérir l'accès aux universités et hautes écoles spécialisées (examens d'aptitude à l'enseignement supérieur, examen d'accès à l'enseignement supérieur pour les actifs).

Les centres d'orientation professionnelle (Berufsinfozentren BIZ et BIWI) offrent un aperçu des formations professionnelles et scolaires en Autriche et proposent des conseils personnalisés en matière de formation et de formation continue.

Des cours de langues payants sont proposés par tous les grands organismes de formation continue (WIFI, BFI, universités populaires (Volkshochschulen) et les instituts de langues.

Prestataires :	
BFI (instituts de promotion professionnelle)	http://www.bfi.at
WIFI (instituts de promotion économique)	http://www.wifi.at
Universités populaires Burgenland	http://www.vhs-burgenland.at
Universités populaires Carinthie	http://www.vhsktn.at/
Fédération des universités populaire de Basse-Autriche	http://www.vhs-noe.at
Fédération des universités populaires de Haute-Autriche	http://www.vhs-verband-ooe.at
Université populaire Salzbourg	http://www.volkshochschule.at
Université populaire Styrie	http://www.vhsstmk.at/
Université populaire Tyrol	http://www.vhs-tirol.at
Universités populaires Vorarlberg	http://www.vhs-vorarlberg.at/
Les Universités populaires de Vienne	http://www.vhs.at
Centres d'orientation professionnelle (BIZ)	http://www.ams.at/
Centre d'orientation professionnelle de l'Economie de Vienne (BiWi)	https://www.wko.at/
Écoles de langues/apprentissage de langues dans les écoles de langues	http://www.ikivienna.at/ http://www.berlitz.at/ http://www.actilingua.com/

10.9 Cours d'allemand, formations de base et certificat de scolarité obligatoire

Dans le cadre de la loi sur l'intégration, des **cours d'allemand** de plusieurs niveaux seront dorénavant proposés **gratuitement sur l'ensemble du territoire autrichien** aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi qu'aux demandeurs d'asile susceptibles de rester en Autriche.

Les personnes concernées ont l'**obligation** de participer activement à ces cours et de les suivre jusqu'au bout.

Les cours de niveau A1 sont organisés par le Fonds d'intégration autrichien, les cours à partir du niveau A2 sont proposés par l'AMS.

Vous trouverez davantage d'informations relatives à la **loi sur l'intégration et l'année d'intégration** dans le chapitre 1.4.

Veuillez vous adresser aux organismes respectifs pour obtenir des renseignements plus détaillés.

Renseignements :

Fonds autrichien de l'intégration (Österreichischer Integrationsfonds) :

<http://www.integrationsfonds.at/oeif-standorte/>

(ÖIF Standorte – Sites ÖIF) (informations également disponibles en arabe et en dari/farsi)

Integrationszentrum Burgenland

(Centre d'intégration Burgenland)

Thomas Edison Straße 2/Bât. 2/1^{er} étage

7000 Eisenstadt

burgenland@integrationsfonds.at

Tél. 05 901 02 9150

Integrationszentrum Kärnten

(Centre d'intégration Carinthie)

10. Oktoberstraße 15

9020 Klagenfurt am Wörthersee

kaernten@integrationsfonds.at

Tél. 0463 50 37 81

Integrationszentrum Niederösterreich

(Centre d'intégration Basse-Autriche)

Kugelgasse 8

3100 St. Pölten

niederoesterreich@integrationsfonds.at

Tél. 02742 265 27 190

Integrationszentrum Oberösterreich

(Centre d'intégration Haute-Autriche)

Weingartshofstraße 25

4020 Linz

oberoesterreich@integrationsfonds.at

Tél. 0732 78 70 43

Integrationszentrum Salzburg

(Centre d'intégration Salzbourg)

Inge-Morath-Platz 18

5020 Salzbourg

salzburg@integrationsfonds.at

Tél. 0662 876 874

Integrationszentrum Steiermark

(Centre d'intégration Styrie)

Reitschulgasse 19

8010 Graz

steiermark@integrationsfonds.at

Tél. 0316 84 17 20

Integrationszentrum Tirol

(Centre d'intégration Tyrol)

Lieberstraße

6020 Innsbruck

tirol@integrationsfonds.at

Tél. 0512 56 17 71

Integrationszentrum Vorarlberg

(Centre d'intégration Vorarlberg)

Bahnhofstraße 10

6900 Bregenz

vorarlberg@integrationsfonds.at

Tél. 05574 434 87

Integrationszentrum Wien

(Centre d'intégration Vienne)

Landstraßer Hauptstraße 26

1030 Vienne

wien@integrationsfonds.at

Tél. 01 715 10 51

Adresses :**Arbeitsmarktservice Burgenland**

Permayerstr. 10
7000 Eisenstadt
Tél. 02682 692-0
ams.burgenland@ams.at
<http://www.ams.at/bgld/>

Arbeitsmarktservice Kärnten

Rudolfsbahngürtel 42
9021 Klagenfurt am Wörthersee
Tél. 0463 3831-0
ams.kaernten@ams.at
<http://www.ams.at/ktn/>

Arbeitsmarktservice Niederösterreich

Hohenstaufengasse 2
1010 Vienne
Tél. 01 53 136-0
ams.niederoesterreich@ams.at
<http://www.ams.at/noe/>

Arbeitsmarktservice Oberösterreich

Europaplatz 9
4021 Linz
Tél. 0732 6963-0
ams.oberoesterreich@ams.at
<http://www.ams.at/ooe/>

Arbeitsmarktservice Salzburg

Auerspergstr. 67a
5020 Salzburg
Tél. 0662 8883-0
ams.salzburg@ams.at
<http://www.ams.at/sbg/>

Arbeitsmarktservice Steiermark

Babenbergerstr. 33
8020 Graz
Tél. 0316 7081-0
ams.steiermark@ams.at
<http://www.ams.at/stmk/>

Arbeitsmarktservice Tirol

Amraser Straße 8
6020 Innsbruck
Tél. 0512 58 46 64
ams.tirol@ams.at
<http://www.ams.at/tirol/>

Arbeitsmarktservice Vorarlberg

Rheinstr. 33
6901 Bregenz
Tél. 05574 691-0
ams.vorarlberg@ams.at
<http://www.ams.at/vbg/>

Arbeitsmarktservice Wien

Ungargasse 37
1030 Vienne
Tél. 01 878 71-0
ams.wien@ams.at
<http://www.ams.at/wien/>

Arbeitsmarktservice Österreich

Treustraße 35–43
1200 Vienne
Tél. 01 331 78-0
ams.oesterreich@ams.at
<http://www.ams.at>

De nombreuses institutions et organismes proposent une **formation de base gratuite** ainsi qu'un **rattrapage gratuit du certificat de scolarité obligatoire**.

<http://www.startwien.at/de/asyl> (Wiener Info-Module zum Thema Bildung in den Erstsprachen farsi/dari, arabisch – Modules d'information relatifs à la formation à Vienne (disponibles en farsi/dari, arabe))

<https://www.initiative-erwachsenenbildung.at/bildungsangebote/> (kostenlose Basisbildungsangebote und Pflichtschulabschluss-Lehrgänge – Offres de cours gratuits permettant d'acquérir une formation de base et le diplôme de scolarité obligatoire)

Renseignements sur la formation de base disponibles gratuitement au numéro d'appel suivant : 0800 244 800

10.10 Conseils en formation et assistance lors de la recherche d'une formation/d'un emploi

Ci-dessous vous trouverez les adresses de quelques organismes de conseil et de prise en charge proposant des recommandations en matière de formation et d'orientation professionnelle et qui vous aideront à trouver une formation ou un emploi, par exemple en vous aidant à rédiger vos documents de candidature.

Basse-Autriche

CarBiz – Centre de formation Caritas

Pour les bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi que les demandeurs d'asile se trouvant à Vienne, Basse-Autriche et Burgenland

Favoritenstraße 217

1100 Vienne

bildungsberatung@caritas-wien.at

<https://www.caritas-wien.at/>

Langues : anglais, allemand

Tél. 01 406 10 37

Asyl & Integration NÖ Süd

(Asile et intégration Basse-Autriche sud)

CarBiz – Centre de formation Caritas Basse-Autriche

Conseils mobiles destinés aux réfugiés en Basse-Autriche

Neuklostergasse 1

2700 Wiener Neustadt

<https://www.caritas-wien.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 02622 409 20

BACH Bildungszentrum Mödling

Centre de formation Mödling

Eisentorgasse 5

2340 Mödling

Mardi, mercredi, jeudi de 9 h à 14 h

<https://fluechtlingsdienst.diakonie.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, allemand, polonais, russe, ukrainien)

Tél. 0664 889 71 968 (arabe)

Tél. 0664 883 506 58

(dari, farsi)

Tél. 0664 85 82 707

(polonais, russe, ukrainien)

Conseils en matière de formation Basse-Autriche

<http://www.bildungsberatung-noe.at/>

Burgenland

BiB Bildungsinformation Burgenland

Bildungsberatung für Asylberechtigte, subsidiär

Schutzberechtigte und Asylwerber/innen im Nordburgenland

(Conseils en matière de formation destinés aux bénéficiaires

du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi qu'aux

demandeurs d'asile au Burgenland du nord (Neusiedl,

Eisenstadt et Mattersburg)

Domplatz 21

7000 Eisenstadt

info-bib@burgenland.at

<http://www.bib-burgenland.at/>

Langues : arabe, dari/farsi (service d'interprétariat), anglais, allemand

Tél. 02682 66 88 666

Burgenland

Conseils en matière de formation destinés aux jeunes

réfugiés de 15 à 19 ans destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi qu'aux demandeurs d'asile au Burgenland du nord (Neusiedl, Eisenstadt et Mattersburg)

Domplatz 21

7000 Eisenstadt

info-bib@burgenland.at

<http://www.bib-burgenland.at/>

Langues : arabe, dari/farsi (service d'interprétariat), anglais, allemand

Tél. 02682 66 88 666

Bildungsberatung Burgenland

Conseils en matière de formation destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire ainsi qu'aux demandeurs d'asile au Burgenland du centre et du sud (Oberpullendorf, Oberwart, Güssing et Jennersdorf)

molnar@bildungsberatung-burgenland.at

Langues : arabe, français, anglais, allemand

farsi@bildungsberatung-burgenland.at

Langues : dari/farsi

<http://www.bildungsberatung-burgenland.at/>

Tél. 0664 88 22 86 12

(téléphone, SMS, WhatsApp, Viber)

Tél. 0664 88 22 86 13

(téléphone, SMS, WhatsApp, Viber)

Carinthie

AM – Institut für Arbeitsmigration

(IAM Institut de la migration et du travail)

Conseils en matière de formation destinés aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire envoyés par le Service Autrichien de l'Emploi Carinthie

Gabelsbergerstraße 11-13

9020 Klagenfurt am Wörthersee

info@iam.co.at

<http://www.iam.co.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0463 509 301

Kompetenzberatung Kärnten

(Conseils en matière de compétence professionnelle Carinthie)

Conseils dispensés personnellement, en ligne, par e-mail et par Skype

Frommillerstraße 31/2 9020 Klagenfurt am Wörthersee

office@kompetenzberatung.at

<http://www.kompetenzberatung.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Les conseils sont également dispensés à Feldkirchen, Hermagor, Klagenfurt, St. Veit/Glan, Spittal/Drau, Villach et Völkermarkt.

Tél. 0463 50 46 50

Haute-Autriche

I-C-E Integration-Caritas-Express

Conseils en matière de qualification et de marché du travail
Steingasse 25/1^{er} étage
4020 Linz

ice@caritas-linz.at

<https://www.caritas-linz.at/>

Langues : arabe, dari/farsi, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Les conseils sont également dispensés dans les arrondissements suivants : Wels, Kirchdorf, Steyr, Ried im Innkreis, Schärding, Grieskirchen et Eferding.

Tél. 0732 7610 2765

Projekt SI Volkshilfe

Stockhofstr. 40/1^{er} étage
4020 Linz

si@volkshilfe-ooe.at

<https://www.volkshilfe-ooe.at/>

Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Les conseils sont également dispensés dans les arrondissements suivants : Braunau, Vöcklabruck, Haid, Gmunden, Perg, Freistadt, Rohrbach.

Tél. 0732 6030 9953

BFI Oberösterreich – Formation pour jeunes réfugiés à Linz

Bulgariplatz 13
4020 Linz

alexandra.kiss@bfi-ooe.at

<https://www.bfi-ooe.at/>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0664 887 90 939

migrare – Centre pour migrants Haute-Autriche

Humboldtstraße 49/6
4020 Linz

office@migrare.at

<http://www.migrare.at/>

Langues : dari/farsi, pashto, russe, albanais, bosniaque/croate/serbe, turc, anglais, allemand

Conseils dispensés également à Wels, Steyr, Vöcklabruck, etc.

<http://www.migrare.at/>

Tél. 0732 66 73 63

Netzwerk Bildungsberatung Oberösterreich

(Réseau conseils en matière de formation Haute-Autriche) :

<http://bildungsberatung-ooe.at/persoennliche-beratung>

Salzbourg	
<p>Verein zur Beratung und Betreuung von Ausländern – Rechts- und Sozialberatung in Salzburg (VEBBAS) (Association de conseil et de prise en charge des étrangers – conseils d'ordre juridique et social à Salzbourg (VEBBAS)) Auerpergstraße 17 5020 Salzbourg office@vebbas.at http://www.vebbas.at Langues : arabe, dari/farsi, russe, ukrainien, kurde, anglais, français, italien, bosniaque/croate/serbe, polonais, turc, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone Les conseils sont également dispensés à Zell am See et Bischofshofen.</p>	<p>Tél. 0662 87 32 48</p>
<p>INTO Salzburg- Integrationshaus (INTO Salzbourg – La maison de l'intégration) Lehener Str. 26 5020 Salzbourg into.salzburg@diakonie.at https://fluechtlingsdienst.diakonie.at Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone</p>	<p>Tél. 0662 870 32 90</p>
<p>BiBer – Bildungsberatung in der Stadt Salzburg und in den Bezirken (BiBer – conseils en matière de formation dans la ville de Salzbourg et les arrondissements) office@biber-salzburg.at http://www.biber-salzburg.at/ Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone</p>	<p>Tél. 0662 87 26 77</p>
<p>Verein Viele (Frauen-Zentrum-Integration) (Association Viele (centre d'intégration destiné aux femmes) Rainerstraße 27/1^{er} étage 5020 Salzbourg office@verein-viele.at http://www.verein-viele.at/ Langues : arabe, dari/farsi, kurde, hindi, pashto, urdu, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone</p>	<p>Tél. 0800 208 400 Tél. 0662 87 02 11</p>
<p>B.I.K. – Beratung für ausländische Eltern (Conseils pour parents étrangers) Mozartplatz 6 5020 Salzbourg christa.schwaiger@lsr-sbg.gv.at bik-salzburg@gmx.at https://www.stadt-salzburg.at Langues : anglais, allemand</p>	<p>Tél. 0662 80 72 29 61 Conseils en dehors de la ville de Salzbourg : Tél. 0662 8083 3009</p>
<p>Netzwerk Bildungsberatung Salzburg (Réseau conseils en matière de formation Salzbourg) http://www.bildungsberatung-salzburg.at/</p>	

Styrie

Mobile Integrationsbetreuung

(Prise en charge mobile de l'intégration des réfugiés au sens de la Convention de Genève et des bénéficiaires de la protection subsidiaire)

Mariengasse 24

8020 Graz

bettina.zangl@caritas-steiermark.at

<https://www.caritas-steiermark.at/>

Langues : allemand, anglais; service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0676 880 153 74

Caritas Open Learning Center – Bildungsprojekt Quali-Fair

(Projet de formation Quali-Fair)

Mariengasse 24

8020 Graz

georg.plentner@caritas-steiermark.at

<https://www.caritas-steiermark.at/>

Langues : allemand, anglais, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0676 880 151 78

ZEBRA – Zentrum zur sozialmedizinischen, rechtlichen und kulturellen Betreuung

(Centre de prise en charge socio-médicale, juridique et culturelle d'étrangers en Autriche)

Granatengasse 4/3^e étage

8020 Graz

office@zebra.or.at

<http://www.zebra.or.at>

Langues : arabe, albanais, russe, turc, bosniaque/croate/serbe, français, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0316 83 56 30-0

Conseils en formation Styrie

<http://www.bildungsberatung-stmk.at/>

Tyrol

Innovia

Consultations sur rendez-vous

brigitte.carraro@innovia.at

<http://bildungsberatung.innovia.at/>

Langues : anglais, allemand

Tél. 0676 843 843 65

ZeMiT – Zentrum für MigrantInnen in Tirol

(Centre pour migrants Tyrol)

Aide destinée aux bénéficiaires du droit d'asile et de la protection subsidiaire

Andreas-Hofer-Straße 46

6020 Innsbruck

office@zemit.at

<http://www.zemit.at>

Langues : arabe, curde, russe, turc, bosniaque/croate/serbe, anglais, allemand

Tél. 0512 57 71 70

Tyrol

Verein Multikulturell

(Association Multikulturell)

Andreas-Hofer-Straße 46/1^{er} étage

6020 Innsbruck

office@migration.cc

<http://www.migration.cc/>

Langues : conseils dispensés en plusieurs langues, en anglais et en allemand

Tél. 0512 56 29 29-0

Conseils en formation Tyrol

<http://www.bildungsinfo-tirol.at/>

Vorarlberg

FEMAIL – Centre d'information pour femmes Vorarlberg

Marktgasse 6

6800 Feldkirch

info@femail.at

<http://www.femail.at>

Langues : turc, anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone
Conseils également dispensés à Lustenau.

Tél. 05522 310 02

Tél. 0664 3560 603 (turc)

BIFO – Conseils en matière de formation et d'orientation professionnelle

biboinfo@bifo.at

<http://www.bifo.at>

Langues : anglais, allemand, service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone
Conseils dispensés à Feldkirch, Bregenz et Dornbirn.

Tél. 05572 317 17-0

Conseils en matière de formation Vorarlberg

<http://www.bildungsberatung-vorarlberg.at/>

Aide aux réfugiés Caritas:

Wichnergasse 22

6800 Feldkirch

vivien.fritsche@caritas.at

<https://www.caritas-vorarlberg.at/>

Langues : service d'interprétation pour de nombreuses langues disponible sur place ou par téléphone

Tél. 0676 884 20 57 94

11. AUTRES

11.1 Achat d'aliments bon marché, Team Österreich Tafel

Les personnes à faibles revenus ont la possibilité d'acheter des aliments à des prix très avantageux dans les magasins Soma, les marchés sociaux et les marchés Vinzi. Selon les marchés, il est également possible d'y consommer des plats chauds et froids (en fonction de l'offre). Vous avez besoin d'une carte d'accès (Berechtigungskarte) pour pouvoir acheter des aliments à bas prix.

Pour en savoir plus, nous vous invitons à vous rendre sur les sites Internet des sites respectifs. Vous trouverez des marchés sociaux à Vienne, en Basse-Autriche, en Styrie, en Carinthie, en Haute-Autriche, au Tyrol et dans le land Salzburg.

<http://www.somaundpartner.at/> (Soma-Sozialmärkte – Marchés sociaux Soma)
<https://www.rotekreuz.at> (Sozialmärkte Oberösterreich – Marchés sociaux Haute-Autriche)
<http://www.sozialmarkt-kaernten.at/> (Sozialmärkte Kärnten – Marchés sociaux Carinthie)
<http://www.sozialmarkt.com/> (Sozialmärkte Wien – Marchés sociaux Vienne)
<http://www.somanoe.at/> (Sozialmärkte Niederösterreich – Marchés sociaux Basse-Autriche)
<http://www.nachhaltigkeit.steiermark.at/> (Sozialmärkte Steiermark – Marchés sociaux Styrie)
<http://soma-salzburg.at/> (Sozialmarkt Salzburg – Marché social Salzburg)

Dans certaines conditions, vous pouvez obtenir gratuitement des aliments aux points de distribution de Team ÖsterreichTafel.

<http://www.rotekreuz.at/> (Niederösterreich – Basse-Autriche)
<http://www.wienertafel.at/> (Wien – Vienne)
<https://www.rotekreuz.at/> (Burgenland)
<http://www.rotekreuz.at/> (Tirol – Tyrol)

11.2 Vêtements et meubles

Vous pouvez acheter des vêtements et des meubles d'équipement à des prix très avantageux dans les Carla Shops de la Caritas. Vous trouverez les adresses des Carla Shops en cliquant sur le lien suivant : <https://www.caritas.at/shops-dienstleistungen/carla/>

11.3 Regroupement familial/Recherche de membres de famille

Vous avez perdu des membres de votre famille lors de votre fuite ou avez perdu le contact avec des membres de votre famille dans votre pays d'origine ?

Veillez vous adresse au service de recherche de la Croix Rouge.

<http://www.rotekreuz.at/> (Informationen zum Suchdienst des Roten Kreuzes – Informations relatives au service de recherche de la Croix rouge : anglais, français, espagnol, russe, arabe et dari/farsi)

MENTIONS LÉGALES :

Propriétaire du support média et éditeur :

Arbeitsmarktservice Österreich (Service Autrichien de l'Emploi)
Département « Service aux entreprises/EURES
Treustraße 35–43
1200 Vienne
www.ams.at

Responsable de projet et rédaction :

Mag. Martha Isabel Rojas Pineda

Traduction et révision : a.b.t. austrian business translations

Conception graphique et mise en page : cwgrafik, Vienne

© **Photos :** Page de couverture : Fotolia ; photo dans l'avant-propos
du conseil d'administration : Petra Spiola ; carte de l'Autriche : cwgrafik

Publié en janvier 2018

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le Marché Autrichien de l'Emploi/le service aux entreprises et EURES ainsi que toutes les personnes ayant contribué à cette publication ont effectué des recherches rigoureuses quant à la pertinence des informations. Il est toutefois impossible de garantir la validité de toutes les informations. Les auteurs déclinent toute responsabilité quant à la validité, l'intégralité et l'actualité des informations, et ils ne peuvent notamment pas être tenus pour responsables des dommages directs ou indirects éventuels dus à une utilisation directe ou indirecte des informations mises à disposition. Veuillez envoyer vos suggestions de correction à la rédaction. La brochure ne peut pas donner lieu à des revendications en matière de droit.

Le Service Autrichien de l'Emploi n'est pas responsable des sites web accessibles par hyperlien depuis son propre site. Liens des ministères fédéraux : sous réserve de modifications effectuées par les ministères fédéraux. Sous réserve de coquilles/d'erreurs typographiques.